



UNIVERSITÉ
LAVAL

École supérieure
d'études internationales

Le triomphe de la « marée verte » : regard sur les facteurs explicatifs de la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine

Maîtrise en études internationales
Maître ès arts (M.A.)

Québec, Canada

@ Jessica Normand, 2021

Résumé

En Amérique latine, l'avortement demeure un droit très limité, voire absent. Pourtant, malgré sa sévère pénalisation sur ce territoire, il s'agit de la région où les femmes avortent le plus. Contrairement à ce que les « pro-vie » prétendent, la criminalisation de l'avortement ne diminue pas sa pratique. Elle la rend plutôt risquée, car les femmes sont contraintes d'y recourir clandestinement. Le cas de l'Argentine est particulièrement intéressant pour avoir mis en lumière, à travers la lutte historique du mouvement pour le droit à l'avortement dans ce pays, les conséquences de sa criminalisation jusqu'à sa légalisation en 2020. L'influence de ce mouvement a été telle que le célèbre foulard vert, symbole de sa lutte, est devenu l'emblème du féminisme latino-américain. Les manifestations de 2018 ont témoigné de cette effervescence avec la mobilisation de milliers d'activistes pro-choix qu'on nommait alors la « marée verte ». Alors qu'on envisageait une fois de plus un rejet du projet de loi au Sénat, et considérant la tendance régionale non favorable à un tel changement, comment expliquer la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine? Une analyse multidisciplinaire se déclinant sous trois angles permet d'en rendre compte. Un regard, d'une part, sur les facteurs sociohistoriques, politiques et culturels relatifs à l'Argentine, et, d'autre part, sur les facteurs structurels, organisationnels et stratégiques propres au mouvement, ainsi que sur les facteurs juridiques en cause, permet d'expliquer ce phénomène.

Abstract

In Latin America, abortion remains a very restricted right, if not absent. Yet despite its widespread penalization, it is still the region where women get abortions the most. Unlike what "pro-life" partisans are to claim, the criminalization of abortion does not eliminate its practice. It rather renders it risky, as women are forced to get abortion illegally. The case of Argentina is particularly interesting for highlighting, through the historic struggle of the abortion rights movement in this country, the consequences of criminalizing abortion until it was legalized in 2020. The influence of this movement has been such that the famous green scarf, symbol of its struggle, has become emblematic of Latin American feminism. The demonstrations in 2018 bore witness to this effervescence with the mobilization of thousands of pro-choice activists eventually known as the "green tide". While the bill was expected to be rejected again by the Senate, and considering the regional trend against such change, how can we explain the success of the abortion rights movement in Argentina? A multidisciplinary approach divided in three angles of analysis makes it possible. Firstly, a look at the sociohistorical, political, and cultural factors related to Argentina, and, secondly, at the structural, organizational, and strategic factors specific to the movement, in addition to the juridical factors involved, can explain this phenomenon.

Table des matières

Résumé.....	III
Abstract	IV
Remerciements.....	VII
INTRODUCTION.....	1
1. FACTEURS SOCIOHISTORIQUES, POLITIQUES ET CULTURELS	6
1.1. CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE.....	6
1.1.1. L'émergence du péronisme et le mythe d'Eva Perón.....	6
1.1.2. Le mouvement des Madres de Plaza de Mayo.....	14
1.2. CONTEXTE POLITIQUE ET CULTUREL	24
1.2.1 Opportunités politiques	24
1.2.2 Opportunités culturelles	27
2. FACTEURS STRUCTURELS, ORGANISATIONNELS ET STRATÉGIQUES ...	30
2.1. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE.....	30
2.1.1 Nouveaux mouvements sociaux	30
2.1.2 Les caractéristiques des NMS.....	32
2.1.3 La structure organisationnelle du mouvement.....	33
2.2. CADRAGE.....	34
2.2.1 Fondements théoriques	34
2.2.2 Le cadrage de la lutte à travers le prisme des droits humains	37
2.3. RÉPERTOIRE D'ACTION	44
2.3.1 Perspectives théoriques.....	44
2.3.2 Les trois grandes stratégies du mouvement	45
2.3.3 De tensions à opportunités	51
2.3.4 Une communauté de mouvement social.....	54
3. PERSPECTIVE JURIDIQUE.....	57
3.1. LES JUGEMENTS EN FAVEUR D'AVORTEMENTS LÉGAUX EN ARGENTINE	57
3.1.1 Négligence du corps médical : Le cas d'Ana María Acevedo (2007)	58
3.1.2 Des barrières inutiles à l'avortement légal : Le cas F.A.L (2012)	62
3.1.3 Le droit à la vie n'est pas absolu : Artavia Murillo et al. C. Costa Rica (2012)	66
3.1.4 Les conséquences de la criminalisation de l'avortement : Le cas Belén (2017).....	69
3.2. LA LOI 27.610 ET LES DÉFIS RELATIFS À SA MISE EN ŒUVRE	74
3.2.1 Que prévoit la loi 27.610?	74
3.2.2 Défis de mise en œuvre.....	76
CONCLUSION	81
BIBLIOGRAPHIE	86
Annexes	93

No woman can call
herself free who does not
own and control her body.

Margaret Sanger, 1920

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier mon directeur d'essai Dan Furukawa Marques pour son accompagnement tout au long de ce projet. Dan, le généreux partage de tes connaissances sur les théories des mouvements sociaux, ta manière de guider ma réflexion et tes précieux conseils de rédaction ont fait toute la différence dans le rendement final de mon projet. Je remercie également Louise Langevin pour sa disponibilité et son implication dans celui-ci. Louise, votre esprit critique et votre expertise en matière de droits sexuels et reproductifs m'ont aidé à relever le défi de multidisciplinarité de cet essai.

Aux étudiant·e·s du Groupe de recherche étudiant en sociologie de la coopération de l'Université Laval (GRESKO) ainsi qu'aux membres de l'Équipe de recherche sur l'inclusion et la gouvernance en Amérique latine (ÉRIGAL) que j'ai eu le plaisir de côtoyer, merci pour les échanges, les discussions passionnantes et votre chaleureux support durant ma rédaction.

Je me dois également de faire une mention spéciale à ma mère pour son fidèle appui. Carolle, je te suis grandement reconnaissante pour ton soutien indéfectible durant mes études supérieures et durant la rédaction de cet essai, qui en est l'aboutissement. Finalement, merci à ma chère amie Catherine pour ses judicieux conseils et sa grande écoute.

Introduction

En Amérique latine, l'avortement demeure un droit très limité. Seulement trois pays de cette région l'autorisent en toute circonstance jusqu'à la quatorzième semaine, soit l'Uruguay, le Guyana et Cuba, ainsi que le district fédéral de Mexico et l'État d'Oaxaca au Mexique¹. À l'inverse, cinq pays de cette région qui interdisent complètement l'avortement sont parmi les plus restrictifs en la matière, soit la République dominicaine, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua et Haïti². Même si l'avortement est largement pénalisé en Amérique latine, il s'agit de l'endroit où les femmes avortent le plus au monde. Entre 2010 et 2014, on y rapportait 44 avortements par 1000 femmes³. Plusieurs pays de la région tardent encore à reconnaître que « limiter l'accès à [l'avortement] ne signifie pas en limiter le nombre mais le niveau d'hygiène »⁴. En effet, loin de diminuer sa pratique, la criminalisation de l'avortement a plutôt pour effet de la rendre risquée, car elle contraint les femmes d'y recourir clandestinement.

Le cas de l'Argentine est particulièrement intéressant pour avoir mis en lumière, à travers la lutte historique du mouvement pour le droit à l'avortement dans ce pays, les conséquences de sa criminalisation jusqu'à ce qu'il soit légalisé le 30 décembre 2020. Avant cette date, l'avortement était illégal, sauf en cas de viol ou de risque pour la vie ou la santé de la femme. Mais même si le Code pénal prévoyait ces exceptions, de nombreuses barrières à l'avortement légal ont longtemps limité son accès dans la pratique. Qu'il s'agisse de la persécution des femmes qui avortent, de l'influence de l'Église catholique sur le personnel de la santé publique, de la judiciarisation des cas pour empêcher l'avortement légal, de la violation du secret médical ou de l'abus de la clause d'objection de conscience par le corps médical⁵, les multiples obstacles à l'avortement dans son ancien contexte légal ont empêché des milliers de femmes d'exercer leurs droits sexuels et reproductifs dans le système de santé public depuis

¹ Amnistie internationale. (2020, mars). « Femmes d'Argentine » (*Que sea ley*), p. 7.

² *Loc. cit.*

³ Seager, J. (2018). *L'Atlas des femmes*. Oxford: Myriad Editions, p. 74.

⁴ *Ibid.*, p. 75.

⁵ Amnistie internationale, *op. cit.*, p. 3.

des décennies. En 2020, on estimait qu'il y avait entre 350 000 et 500 000 avortements clandestins par an en Argentine, ce qui représentait environ le tiers des naissances au pays⁶.

La question du droit à l'avortement a longtemps été, et continue de l'être, un sujet hautement controversé en Argentine, où l'Église catholique demeure très influente, y compris dans le système de santé public. Son omniprésence, voire son ingérence, n'aura toutefois pas empêché la consolidation de ce qui est aujourd'hui reconnu comme l'un des plus importants mouvements féministes d'Amérique latine, et à travers le monde. Le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, officiellement fondé en 2005, puise ses racines dans les premières organisations féministes du pays à avoir réclamé le droit à l'avortement à partir du début des années 1970, comme l'Union féministe argentine et le Mouvement de la libération féminine⁷. Après la violente période de répression politique durant la dictature militaire de 1976 à 1983, le retour de la démocratie a permis de renforcer la lutte pour la légalisation de l'avortement, particulièrement avec les célèbres Rencontres nationales des femmes⁸. Ces rencontres annuelles réunissent depuis 1986 des milliers de femmes de tous les horizons à travers le pays pour échanger, débattre et élaborer des projets féministes souvent présentés au Congrès national. C'est ainsi que le 18 mai 2005, à l'issue d'une de ces rencontres, est lancée la Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sécuritaire et gratuit⁹. La Campagne nationale est rapidement devenue la figure de proue du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. Il s'agit d'un collectif hétérogène composé de plus de 300 groupes diversifiés tels que des organisations politiques et étudiantes, des syndicats et des groupes féministes. La Campagne nationale se présente sous le slogan « Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour ne pas avorter et avortement légal pour ne pas mourir »¹⁰.

Depuis sa fondation en 2005, la Campagne nationale a déposé son projet de loi plus de sept fois au Congrès. Mais ce n'est qu'en 2018 qu'il a finalement été intégré à l'agenda politique

⁶ Amnistie internationale. (2020, mars). « *Femmes d'Argentine* » (*Que sea ley*), p. 4.

⁷ *Ibid.*, p. 13.

⁸ *Loc. cit.* [Encuentros nacionales de mujeres].

⁹ *Loc cit.*

¹⁰ *Ibid.*, p. 14.

du gouvernement¹¹. Le 13 juin 2018, après un débat historique de 24 heures, le projet de loi a été approuvé par la Chambre des députés, mais il a ensuite été rejeté par le Sénat le 9 août de la même année. Bien que ces résultats aient déçu les activistes, jamais la Campagne nationale n'a bénéficié d'autant de visibilité que durant ces événements. Le transfert du débat de l'avortement du privé à la place publique a politisé la société argentine sur cet enjeu et le rejet du projet de loi par le Sénat qui s'en est suivi a donné un nouvel élan aux activistes de la Campagne nationale qui en sont ressorties encore plus déterminées. L'influence et la popularité de ce collectif ont été telles durant cette période que le célèbre foulard vert¹², symbole de la lutte pour l'avortement en Argentine, est devenu l'emblème du féminisme latino-américain. Les manifestations de 2018 ont témoigné de cette effervescence avec la mobilisation de milliers de partisans pro-choix qu'on nommait alors la « marée verte »¹³.

Les efforts de mobilisation qui ont persisté à la suite des événements de 2018 auront finalement porté fruit. Le 30 décembre 2020, après quinze ans de lutte acharnée pour la légalisation de l'avortement en Argentine, le projet de loi a finalement été adopté par la Chambre des députés et par le Sénat. Alors qu'on envisageait comme en 2018 un rejet de ce projet de loi par les acteurs politiques, et considérant la tendance régionale non favorable à un tel changement, comment expliquer la récente victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine? Quels sont les facteurs permettant de rendre compte de ce succès, voire du rôle de ce mouvement social dans le processus de légalisation de l'avortement en Argentine? C'est autour de cette question que s'articule le présent essai. À travers une approche multidisciplinaire combinant la sociologie, la politique, les études féministes et le droit, cet essai montrera en quoi la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine peut s'expliquer par une conjoncture de facteurs à la fois sur le plan de la structure du mouvement, mais aussi sur les plans sociohistoriques et juridiques.

¹¹ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 703.

¹² Annexe 1.

¹³ Annexe 2.

Le premier chapitre se concentrera sur les facteurs sociohistoriques, politiques et culturels ayant contribué au succès de cette lutte. Sur le plan historique, l'analyse se penchera sur deux périodes clés de l'histoire de l'Argentine qui ont marqué la mémoire collective du pays et qui ont été des leviers émancipatoires pour les femmes. Il sera d'abord question de l'héritage d'Eva Perón, personnage historique et mythique ayant contribué à l'émancipation des femmes au pays dans les années 1940, dans la période dite péroniste. L'analyse du contexte de la dictature militaire de 1976 à 1983 montrera ensuite comment le mouvement social pour la défense des droits humains qui en a émergé, celui des Madres de Plaza de Mayo, constitue un modèle en termes de stratégie d'action pour celles qui défendent aujourd'hui le droit à l'avortement. Conjointement à ces périodes historiques, un regard sur le contexte politique des dernières années et sur l'influence qu'exerce aujourd'hui l'Église catholique en Argentine permettra de considérer d'autres facteurs sociaux plus récents dans la victoire du mouvement.

Le deuxième chapitre traitera des facteurs structurels, organisationnels et stratégiques ayant influencé la réussite du mouvement. La sociologie des mouvements sociaux sera le cadre d'analyse privilégié pour rendre compte de ces facteurs. Cette approche permettra d'abord de comprendre la structure organisationnelle du mouvement analysé comme s'inscrivant dans le courant des « nouveaux mouvements sociaux ». Il sera ensuite question du cadrage, c'est-à-dire la manière dont les activistes du mouvement pour le droit à l'avortement perçoivent leur propre lutte et comment elles la présentent dans la sphère publique. Nous verrons finalement comment le cadrage de leur lutte est directement lié à leur répertoire d'action et l'analyse de ce dernier révélera les trois plus grandes stratégies du mouvement.

Le troisième et dernier chapitre de cet essai se penchera sur l'aspect juridique de la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine. Quatre des plus importantes décisions judiciaires en faveur d'avortements légaux rendues dans les deux dernières décennies seront analysées afin de montrer comment la jurisprudence a joué un rôle définitif dans l'évolution de la loi sur l'avortement dans ce pays. Ces quatre jugements se distinguent à la fois par la variété des institutions juridiques qui les ont rendus (provincial, national et international), mais aussi par les différentes questions de droit auxquelles ils ont répondu en matière d'avortement. Une

analyse de la nouvelle loi entrée en vigueur le 24 janvier 2020 témoignera ensuite de l'impact qu'ont eu ces décisions juridiques sur le processus de légalisation. Nous verrons cependant que la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement est loin d'être acquise et que les défis relatifs à la mise en œuvre de la nouvelle loi témoignent plus que jamais de l'importance du rôle de veille des activistes à cette étape précise de son implantation.

Chapitre 1

Facteurs sociohistoriques, politiques et culturels

Ce chapitre présente les facteurs sociohistoriques, politiques et culturels ayant contribué à la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. Dans un premier temps, l'analyse de l'époque du péronisme et du mythe d'Eva Perón (1940-1952) ainsi que de l'époque dictatoriale et du mouvement des Madres de Plaza de Mayo (1979-1983) démontrera en quoi ces deux périodes clés de l'histoire de l'Argentine et les figures politiques qui y sont associées constituent des leviers importants pour les luttes féministes d'aujourd'hui. Un regard sur le portrait politique actuel du pays permettra ensuite d'exposer comment les changements des dernières années ont favorisé la récente adoption du projet de loi légalisant l'avortement. Enfin, une attention particulière sera portée au phénomène du cléricisme en Argentine, afin de montrer en quoi la baisse de l'influence de l'Église sur les institutions politiques et la population a représenté un avantage culturel significatif dans la lutte pour le droit à l'avortement.

1.1. Contexte sociohistorique

1.1.1. L'émergence du péronisme et le mythe d'Eva Perón

Les fondements du péronisme

La décennie des années 1940 a été fortement marquée par l'avènement du péronisme en Argentine. Qualifié de « nouveau projet politique »¹⁴, le péronisme de cette époque peut se définir comme un mouvement nationaliste et populiste, fondamentalement anti-impérialiste et contre l'oligarchie, qui prônait des valeurs de justice sociale et qui s'articulait autour de la figure politique de Juan Perón. Plusieurs autres gouvernements dits péronistes se sont succédé

¹⁴ Sidicaro, R., dans Prévôt Schapira, M.-F. (2003). *Argentine, après la tourmente* (Ser. Problèmes d'amérique latine, no 51, hiver 2003-2004. Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie (France), p. 40.

depuis et ont marqué le paysage politique de l'Argentine. L'émergence de ce mouvement s'inscrit dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, une période caractérisée par l'instabilité économique, politique et sociale au pays¹⁵. En 1943, le gouvernement de Ramón Castillo est renversé par une coalition militaire secrète nommée *Grupo de Oficiales Unidos* (GOU)¹⁶, qui se définit comme étant opposée au communisme et à l'exploitation étrangère, ainsi qu'au régime conservateur corrompu qui a marqué la décennie des années 1930¹⁷. Ce coup d'État marque alors le début du « projet de modernisation et d'indépendance nationale anti-impérialiste » à la tête duquel se trouve le colonel Juan Perón¹⁸.

Le péronisme des années 1940 est un mouvement complexe en raison de son origine controversée, son idéologie souvent décrite comme radicale et ses alignements politiques parfois contradictoires. Le GOU a souvent été accusé d'être une coalition « pro-nazi », Juan Perón ne cachant d'ailleurs pas ses sympathies fascistes¹⁹. Comme le souligne Hugo Moreno, « presque toutes les forces politiques de l'époque, de la droite libérale ou conservatrice à la gauche, ont qualifié de fasciste et de pro-nazi le péronisme »²⁰. Sous l'égide du GOU, l'Argentine a connu une vague de censure et de répression envers tout individu ou institution qui se portait à l'encontre du régime alors en place, notamment par la dissolution des partis politiques, l'interdiction des journaux, la persécution des dirigeants syndicaux et l'enseignement catholique obligatoire²¹. Aussi reconnu comme un mouvement anti-socialiste et anti-féministe, le GOU a banni à cette époque la vente de contraceptifs, qualifiant le féminisme de « foreign doctrine that threatened the core of Argentina's "spiritual Catholicism" »²². Alors qu'il était ministre du Travail au sein de ce gouvernement, Juan Perón s'est éventuellement bâti un électorat au sein de la classe ouvrière. En intervenant en

¹⁵ Moreno, H. (2005). *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*, (Ser. Collection "histoire : enjeux et débats"). Paris : Syllepse, p. 47.

¹⁶ [Groupe des officiers unis].

¹⁷ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 183.

¹⁸ Moreno, H., *op. cit.*, p. 47.

¹⁹ *Ibid.*, p. 48.

²⁰ *Ibid.*, p. 49.

²¹ *Loc. cit.*

²² Carlson, M., *op. cit.*, p. 185.

faveur de la cause syndicale, notamment par l'instauration de mesures sociales telles que la loi sur la retraite, Perón a rapidement gagné la confiance et le soutien du mouvement ouvrier²³ : « Les conquêtes en matière de droit du travail, l'amélioration du niveau de vie, la reconnaissance des travailleurs au sein de la société argentine permettent la constitution et la reproduction d'un imaginaire social faisant du péronisme le produit quasi exclusif des forces sociales qui le soutiennent »²⁴. L'Argentine sera alors témoin de ce que Moreno qualifie de « processus de "nationalisation" de la classe ouvrière »²⁵.

En 1943, le quart de la main d'œuvre argentine était des femmes²⁶. De par sa proximité avec le mouvement ouvrier, Perón a été le premier politicien de l'époque à saisir le potentiel électoral que représentait cette partie de la classe ouvrière : « Peron recognized the value of winning the support of working-class women, so far an untapped political resource. Unlike other Argentine politicians and military men, he understood that women could bolster a multi-class populist coalition »²⁷. Perón a d'abord saisi cette opportunité en créant une division féminine au sein du ministère du Travail et en promettant qu'une fois élu président, « women of all classes would be recognized as first class citizens »²⁸. Ce discours cadre avec la définition populaire du péronisme qui promeut des valeurs de justice sociale et qui ne se veut pas représentatif d'une seule classe, mais de plusieurs²⁹. C'est à cette même période qu'Eva Duarte apparait sur la scène politique. D'abord en tant qu'épouse de Perón, elle deviendra éventuellement le porte-étendard du péronisme, représentante des pauvres et des opprimés, véritable figure de proue du mouvement et adulée par le peuple argentin.

²³ Moreno, H. (2005). *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*, (Ser. Collection "histoire : enjeux et débats"). Paris : Syllepse, p. 50.

²⁴ Sidicaro, R., dans Prévôt Schapira, M.-F. (2003). *Argentine, après la tourmente* (Ser. Problèmes d'amérique latine, no 51, hiver 2003-2004). Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie (France), p. 40.

²⁵ *Ibid.*, p. 55.

²⁶ *Loc. cit.*

²⁷ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 186.

²⁸ *Loc. cit.*

²⁹ *Ibid.*, p. 129.

L'héritage d'Eva Perón

Eva Duarte naît en 1919 dans la ville de Los Todos, au nord-ouest de la province de Buenos Aires. Enfant illégitime issue de la pauvreté, elle quitte la campagne pour Buenos Aires à l'âge de quinze ans. Les conditions précaires qui ont marqué son enfance ainsi que ses premières années à Buenos Aires ont développé en elle une conscience sociale et une sensibilité envers la cause des plus démunis. C'est lors de son implication dans un événement-bénéfice pour les victimes d'un tremblement de terre en 1944, alors qu'elle menait une carrière à la radio argentine, qu'elle fait la rencontre de Juan Perón³⁰. Elle l'épousera l'année suivante et deviendra dès lors très impliquée dans sa campagne électorale. En 1946, Juan Perón est élu Président de l'Argentine et confie à Eva plusieurs responsabilités au sein du parti péroniste. Avec son implication au ministère du Travail, il s'agit de la première fois dans l'histoire du pays qu'une Première dame assume son titre de manière aussi officielle³¹.

Dès la première année du gouvernement péroniste, Eva met sur pied l'Association pour le suffrage des femmes à travers laquelle elle donne des discours quotidiens sur le féminisme péroniste. Elle bénéficie de l'attitude favorable de la presse à son égard, un canal qu'elle utilisera abondamment pour faire avancer la cause des femmes de cette époque, particulièrement leur revendication du droit de vote³². Elle fait d'ailleurs l'acquisition du journal *Democracia* en 1947 qui deviendra le premier instrument d'influence du gouvernement péroniste³³. La même année, la Chambre des députés accorde le droit de vote aux femmes et, quelques jours plus tard, la branche féminine du parti péroniste voit le jour. Eva Perón est rapidement élue présidente du Parti péroniste féminin par acclamation³⁴. Ce parti est reconnu pour avoir grandement contribué à la politisation des femmes en Argentine, notamment avec l'élection de plusieurs femmes, dont vingt-quatre députées et sept sénatrices aux élections de 1951³⁵, et la première femme au monde à être élue présidente d'un

³⁰ Taylor, J. M. (1979). *Eva Peron : the myths of a woman*. University of Chicago Press, p. 83.

³¹ *Ibid.*, p. 39.

³² *Ibid.*, p. 41.

³³ *Ibid.*, p. 49.

³⁴ *Ibid.*, p. 47.

³⁵ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 193.

Congrès³⁶. Mais ce parti féministe a aussi et surtout été un énorme levier pour le gouvernement péroniste en général. Aux élections de 1951, au moins 90% des femmes de l'Argentine ont voté, ce qui a contribué à faire augmenter le vote pour Juan Perón de 10% comparativement à sa première élection de 1946³⁷.

Outre sa contribution majeure à l'amélioration de la condition féminine, Eva Perón se présentait avant tout comme une véritable défenderesse des pauvres et de la classe ouvrière. À travers la célèbre Fondation Eva Perón, elle met sur pied d'importants programmes d'aide sociale comprenant la construction de logements sociaux, l'installation de systèmes d'eau potable dans la région de Córdoba et l'inauguration de maisons de transition pour des femmes immigrantes provenant des régions rurales de l'Argentine³⁸. Parmi ses autres réalisations figurent la mise sur pied d'écoles d'infirmerie, de maisons pour étudiants, des cliniques pour enfants, ainsi que la modernisation des hôpitaux et la construction d'une centaine d'écoles à travers le pays³⁹. Sa fondation a connu un succès tel en matière de santé publique et d'éducation qu'elle a presque remplacé les ministères originellement chargés de ces secteurs. Avec une telle implication au sein de la communauté, Eva bénéficie d'une cote de popularité sans précédent chez la classe ouvrière. L'admiration à son égard est d'autant plus significative du fait que, loin de cacher ses origines modestes, elle s'en est plutôt servi comme outil stratégique pour mener un combat public contre l'oligarchie et pour défier l'élite argentine au nom du peuple. Comme le souligne Marifran Carlson, cet aspect a consolidé l'admiration de la classe ouvrière, y compris des femmes :

Eva herself made the most of her humble origins, and even her illegitimate birth; the implication was that even the most downtrodden woman could have the opportunity in life to own fur coats and jewels, as long as she did not forget those who had stayed behind. Evita was a woman of the people who had power and flaunted it in the face of the oligarchy; working-class women felt she was speaking and acting for them⁴⁰.

³⁶ Taylor, J. M. (1979). *Eva Peron : the myths of a woman*. University of Chicago Press, p. 47.

³⁷ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 193.

³⁸ Taylor, J. M. *op. cit.*, p. 47.

³⁹ *Ibid.*, p. 49.

⁴⁰ Carlson, M. *op. cit.*, p. 191.

Eva n'hésitait pas à violer les codes de conduite et défier les formalités associées au titre de Première dame. Elle le faisait au nom de la justice sociale, mais aussi et surtout au nom du péronisme, ce qui a attiré la loyauté de la classe ouvrière envers ce mouvement de masse :

To many Peronists, Eva, the woman herself, was the revolutionary element within their movement: Eva Peron as a person acted in a way that no one else dared act. She disregarded rules, disobeyed protocol, broke traditions with an impunity no one else was permitted. She began projects, fanned emotions, defended ideas with an originality of which no one else was capable. The role she created for herself became, as it developed, an option within Peronism: at first a possible mode of action and later, with the action, a revolutionary concept based on it⁴¹.

Une grande partie du succès du péronisme des années 1940 relève assurément de la complémentarité observée entre Juan et Eva Perón. Ces derniers ont en effet souvent été décrits comme des leaders avec deux types de pouvoir complémentaires⁴². Juan était celui derrière la « raison politique » péroniste, alors qu'Eva en incarnait l'idéologie. Elle était la *force* derrière la lutte des classes, tandis que Juan était la *stratégie* du combat⁴³. Eva Perón a d'ailleurs fait état de cette dynamique dans son autobiographie : « [Juan] was the one 'with the intelligence; I, with the heart', 'he, knowing well what he wanted to do; I only feeling it' »⁴⁴. Elle agissait ainsi en tant qu'intermédiaire entre Juan et son peuple, « as the 'bridge of love' between Peron and his people »⁴⁵. C'est pourquoi, selon Julie M. Taylor, Eva Perón ne peut être qualifiée de phénomène politique. Selon l'auteure, son influence doit avant tout être comprise comme un leadership spirituel, moral et religieux : « More than political authority, she exercised a sway, which according to varying versions of Peronism's propagandists and followers, was mystico-religious, moral and spiritual »⁴⁶. Celle que le peuple argentin appelait affectueusement Evita a fait l'objet d'un fanatisme qui lui valut les noms d'héroïne de la classe ouvrière, de cheffe spirituelle de la nation et de *Dama de la esperanza*⁴⁷. En 1952, au sommet de sa popularité, Eva Perón décède d'un cancer fulgurant à l'âge de 33 ans alors qu'elle était

⁴¹ Taylor, J. M. (1979). *Eva Peron : the myths of a woman*. University of Chicago Press, p. 128.

⁴² *Ibid.*, p. 11.

⁴³ *Loc. cit.* [Nous soulignons].

⁴⁴ *Loc. cit.*

⁴⁵ *Ibid.*, p. 55.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 11.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 19. [Dame d'espoir].

considérée comme l'une des femmes les plus influentes au monde. Cette mort précoce n'a fait qu'accentuer le mythe à son égard.

Le personnage d'Eva Perón et le régime péroniste des années 1940 ne sont toutefois pas sans critiques. L'idéologie et les principes du péronisme sont à la source de divisions et de scepticisme, autant chez les Argentins que chez les auteurs ayant étudié ce phénomène. D'abord, plusieurs féministes ont remis en question les réelles intentions de Juan Perón quant à la cause des femmes. Avant que le droit de vote ne leur soit officiellement reconnu en 1947, Perón avait tenté, tout juste un an avant sa campagne électorale de 1945 alors qu'il était ministre du Travail, d'admettre le droit de vote aux femmes par simple décret présidentiel. Le mouvement féministe de l'époque, d'ailleurs présent bien avant Eva Perón, s'est opposé à cette proposition puisqu'un vote accordé par de telles modalités pouvait être annulé par le prochain gouvernement. Les féministes y ont vu un opportunisme de Juan Perón de gagner le support des femmes pour ses ambitions politiques. D'autant plus que les féministes avaient jusqu'alors toujours fait l'objet de répression par les nationalistes péronistes en raison du soutien de la gauche européenne à leur mouvement, considéré comme une menace étrangère⁴⁸. Lorsque le droit de vote des femmes a finalement été intégré à la Constitution en 1947 sous la présidence de Perón, des milliers de femmes péronistes sont descendues dans les rues de Buenos Aires pour célébrer. Ironiquement, les féministes du premier mouvement qui avaient longtemps lutté pour cette avancée avant l'arrivée d'Eva Perón n'étaient pas du nombre⁴⁹. Une autre controverse repose sur le fait que, contrairement à la croyance populaire, Eva Perón ne s'est jamais identifiée au premier mouvement féministe de l'époque. À l'inverse, selon Carlson, elle s'en méfiait ouvertement :

Eva Peron had no real feminist philosophy. She spoke contemptuously of committed feminists as masculine women of the oligarchy, castrating women who wanted to be men, false progressives who copied foreign ideas, snobs and cultural imperialists, anti-nationalist and therefore anti-Perón. [...] The woman's movement, she said, could accomplish great things only if it was associated with a great man: she herself was motivated not by reason, but

⁴⁸ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 187.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 189.

by her heart and her heart belonged to Perón. She was the student, he the teacher; he provided reason, she emotion⁵⁰.

Taylor poursuit en ce sens :

Peronist feminism represented an effort to take advantage of women's own special identity and talents in order better to fill their particular place in the world. Peronist women carefully emphasized the point that they had no intention of denying their domestic nature now that they had obtained full citizenship⁵¹.

Ainsi, plusieurs membres du mouvement féministe ont perçu le féminisme péroniste et la figure d'Eva Perón comme de simples outils stratégiques pour gagner de l'électorat et non comme un réel désir de faire avancer la cause des femmes. Deux décennies plus tard, Alicia Moreau de Justo, figure majeure du mouvement féministe argentin, a avoué qu'elle et ses collègues n'avaient pas su saisir la signification du nationalisme pour le peuple argentin. Elles se seraient opposées à la tradition *caudillo*⁵² à tort, en ignorant son importance pour la masse populaire historiquement réceptive aux fortes figures politiques qui se portent à la défense des classes opprimées⁵³.

Malgré la controverse entourant son personnage, la contribution d'Eva Perón à l'amélioration de la condition féminine est indéniable. Elle est encore aujourd'hui reconnue pour avoir grandement contribué à la reconnaissance des droits des femmes en Argentine, notamment par sa lutte pour l'acquisition du droit de vote. Elle demeure un modèle de politisation et une inspiration pour les féministes de la génération actuelle, y compris celles impliquées dans la lutte pour le droit à l'avortement. Le 6 mai 2019, alors que l'avortement était encore illégal au pays, une centaine de femmes nommées Eva ont marché dans les rues de Buenos Aires pour célébrer le centième anniversaire de naissance d'Eva Perón. La majorité d'entre elles arboraient fièrement leur foulard vert au poignet, symbole emblématique de la lutte pour le droit à l'avortement en Argentine⁵⁴. Une cause qui, selon

⁵⁰ Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago, p. 195.

⁵¹ Taylor, J. M. (1979). *Eva Peron : the myths of a woman*. University of Chicago Press, p. 76.

⁵² En Amérique latine, le terme *Caudillo* réfère à un fort leader politique et/ou militaire qui incarne les valeurs et l'identité du peuple qu'il gouverne et qui s'attire, en retour, l'appui des masses populaires.

⁵³ Carlson, M. *op. cit.*, p. 197.

⁵⁴ Annexe 3.

elles, aurait été soutenue par Eva. L'héritage d'Eva Perón repose surtout sur sa capacité à avoir marqué l'imaginaire collectif de la nation. En plus d'avoir été une des premières femmes au monde à avoir accédé à une position de pouvoir aussi influente au sein d'un gouvernement, elle incarnait déjà à cette époque des valeurs progressistes en défiant les codes de conduite et en remettant en question la fonction sociale des femmes. Eva Perón a ainsi pavé la voie aux luttes qui ont suivi, notamment celle du mouvement de femmes le plus influent que l'Argentine ait connu, celui des Madres de Plaza de Mayo.

1.1.2. Le mouvement des Madres de Plaza de Mayo

Dictature militaire, répression politique et disparitions forcées

Au début du 20^e siècle, l'Argentine connaissait une forte période de prospérité économique qui la démarquait nettement des autres pays d'Amérique latine. Le pays bénéficiait à cette époque de l'abondance de ses richesses naturelles, du développement précoce de son industrie et d'une des populations les plus éduquées et cultivées de la région, ce qui en faisait un pays très associé à la culture européenne⁵⁵. Toutefois, l'Argentine a connu plusieurs phases d'instabilité politique qui ont compromis cette croissance prometteuse. Entre les années 1930 et le début des années 1980, un total de cinq coups d'État menés par les forces militaires, dont celui auquel avait participé Juan Perón en 1943, ont renversé des gouvernements démocratiquement élus⁵⁶. Perón a lui-même été renversé en 1955 et forcé à l'exil, jusqu'à son retour à la présidence en 1973. Il décède un an plus tard et c'est sa femme, Isabel Perón, qui le succède à la présidence. Cette période marque la crise du péronisme. Le gouvernement d'Isabel Perón entreprend un virage à droite et adopte une politique économique néolibérale, ce qui rompt avec le nationalisme et le réformisme du mouvement péroniste⁵⁷. Afin de minimiser l'ampleur de la crise sociale qui a ensuite traversé le pays, Isabel Perón met déjà en place un système de répression politique contre la résistance au sein de la population,

⁵⁵ Moreno, H. (2005). *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*, (Ser. Collection "histoire : enjeux et débats"). Paris : Syllepse, p. 11.

⁵⁶ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 2.

⁵⁷ Moreno, H., *op. cit.*, p. 120.

impliquant l'enlèvement, la disparition et même le meurtre d'opposant·e·s jugé·e·s « subversifs·ives »⁵⁸. Mais c'est en 1976, alors que le pays est au pire de sa crise, que survient le coup militaire qui plonge l'Argentine dans la période la plus sombre de son histoire.

Le 24 mars 1976, le gouvernement d'Isabel Perón est renversé par une junte militaire dirigée par le général Jorge Rafael Videla, nommé deux jours plus tard président de l'Argentine. S'amorce alors le début du « Processus de reconstruction nationale », un euphémisme qui cache en fait une des pires dictatures militaires qu'ait connue l'Amérique latine⁵⁹. Contrairement aux dictatures qui avaient précédé en Argentine, le projet de Videla se voulait beaucoup plus radical en ce qu'il visait la refonte et la restructuration du système capitaliste argentin pour répondre au contexte de mondialisation, et ce, en éliminant toute forme d'opposition⁶⁰. Ce régime voulait ainsi freiner « la montée des luttes politiques et revendicatrices des masses populaires qui, avec divers niveaux de développement et d'organisation, [menaçaient] de trouver des solutions progressistes, y compris révolutionnaires, à cette crise [du capitalisme] »⁶¹. Un État terroriste a été instauré et les militaires ont déclaré ce qu'ils ont appelé la « guerre sale » contre les subversifs·ives.

Cette dictature est particulièrement connue pour le phénomène des *desaparecidos*, soit les victimes de disparitions forcées massives commises sous son régime militaire. Entre 1977 et 1983, au moins 30 000 personnes ont été portées disparues⁶². Parmi celles-ci, 48% étaient des ouvriers, notamment des dirigeants syndicaux, et 23% étaient des étudiant·e·s impliqué·e·s dans les guérillas de résistance⁶³. Les victimes pouvaient aussi être des journalistes, des avocat·e·s, des enseignant·e·s, des militants marxistes ou libéraux, des prêtres

⁵⁸ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 2.

⁵⁹ Moreno, H. (2005). *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*, (Ser. Collection "histoire : enjeux et débats"). Paris : Syllepse, p. 143.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 144.

⁶¹ Duhalde, E. L. (1983). *El estado terrorista argentino* (Ser. Primera plana, 31). Ed. Argos Vergara, p. 30.

⁶² Burchianti, M. (2004). Building bridges of memory: the mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories. *History and Anthropology*, 15(2), p. 134.

⁶³ Moreno, H. *op. cit.*, p. 144.

ou des nonnes progressistes, des juifs ives et même des enfants⁶⁴. Ces disparitions se produisaient de manière généralisée et systématique, selon une méthode prédéfinie : les dissident e s étaient d'abord enlevé e s, enfermés e s dans des centres de détention clandestins et torturé e s. La plupart d'entre eux elles étaient ensuite éliminé e s par les tristes et célèbres « vols de la mort », une technique d'exécution consistant à jeter les victimes depuis un avion, dans ce cas-ci au-dessus de l'océan Atlantique. La majorité des disparu e s étaient dans leur vingtaine ou leur trentaine⁶⁵. Comme le mentionne Margaret E. Burchianti, « an entire generation of socially concerned activists and leftists was wiped out, and the repercussions of this are still being felt today in Argentine civil society »⁶⁶.

En 1977, après un an de dictature où la plus grande partie des disparitions étaient déjà survenues, les mères des disparu e s, désespérées d'être toujours sans nouvelles, se sont regroupées pour dénoncer les disparitions forcées et réclamer au gouvernement de leur fournir de l'information sur le sort de leurs fils et leurs filles. Comme toute forme de protestation était interdite, elles se sont mises à marcher en silence chaque jeudi autour de la Place de mai et ont éventuellement formées un mouvement social. Elles sont devenues les Madres de Plaza de Mayo⁶⁷, la seule voix dissidente qu'a connue l'Argentine en sept ans de dictature militaire⁶⁸. Dans un tel régime de terreur et de répression politique, où toute forme d'opposition semblait impossible, comment alors ces femmes sont-elles parvenues à s'organiser et à trouver, collectivement, une voix publique pour se faire entendre et faire avancer leur cause durant toutes ces années de dictature? Ce phénomène peut s'expliquer par le mythe du *marianismo*.

⁶⁴ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 3.

⁶⁵ *Loc. cit.*

⁶⁶ Burchianti, M. (2004). Building bridges of memory: the mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories. *History and Anthropology*, 15(2), p. 134.

⁶⁷ Ci-après dénommées les Madres.

⁶⁸ Fabj, V. *op. cit.*, p. 4.

***Marianismo* : la rhétorique des Madres**

En Amérique latine, la maternité occupe une importance culturelle majeure. Il existe un fort consensus social autour de la notion de féminité et une conception répandue de ce que devrait être la femme et ce qui est attendu d'elle. Selon Valeria Fabj, dans la culture traditionnelle, on attend de la latino-américaine qu'elle soit une bonne fille, une bonne épouse, et avant tout une bonne mère, d'être soumise tout en restant forte, et, par-dessus tout, de prendre soin de sa famille⁶⁹. La maternité est donc souvent comprise comme le projet de vie par excellence des femmes⁷⁰. Cette perception culturellement répandue peut s'expliquer à travers le mythe du *marianismo*, un concept élaboré par Evelyn P. Stevens en 1973. Dans son essai *Marianismo: The Other Face of Machismo*, elle définit ce mythe comme : « the cult of feminine spiritual superiority, which teaches that women are semi-divine, morally superior to and spiritually stronger than men »⁷¹. Stevens insiste sur la réciprocité entre le *marianismo* et le *machismo*. Elle définit ce dernier, plus connu, comme le culte de la virilité, soit « exaggerated aggressiveness and intransigence in male-to-male interpersonal relationships and arrogance and sexual aggression in male-to-female relationships »⁷². Loin d'être opposés, ces deux phénomènes se complètent et se justifient l'un l'autre. Le *marianismo* trouve son origine dans la vénération de la vierge Marie, un mythe très enraciné dans la culture latino-américaine⁷³. C'est donc la force spirituelle, la supériorité morale et la capacité d'autosacrifice des femmes dans leur rôle de mère qui les rendraient « semi-devines »⁷⁴. Dans la culture traditionnelle, cette association de la figure maternelle à la bonté attire respect et protection aux mères⁷⁵. Beaucoup de femmes latino-américaines ont adopté ces croyances et assimilé ces valeurs de sorte que,

⁶⁹ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 4.

⁷⁰ Karen, O. C. (2012). The mothers of plaza de mayo and their legacy in defending human rights. *Trabajo Social*, (14), p. 166.

⁷¹ Stevens, P. E. (1973). *Marianismo: The Other Face of Machismo in Latin America*; dans Pescatelo Ann; *Female and Male in Latin America*, University of Pittsburgh Press, p. 91.

⁷² *Ibid.*, p. 90.

⁷³ Fabj, V., *op. cit.*, p. 4.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 5.

⁷⁵ *Loc. cit.*

comme le souligne Ximena Bunster-Burotto, « these attributes provide the foundation on which the edifice of the Latin American woman's self-perception and self-respect is built »⁷⁶.

La définition que fait Evelyn P. Stevens du *marianismo* est intéressante en ce qu'elle rejoint le mythe d'Eva Perón évoqué précédemment. Celle qui se présentait comme *l'incarnation* de l'idéologie péroniste, comme la *force* et *l'amour* derrière la lutte des classes, ne s'affirmait pas en tant que figure politique, mais plutôt en tant que leader spirituelle et morale de la nation⁷⁷. C'est ce rôle mystico-religieux qui lui a permis de légitimer une position si importante au sein du gouvernement et d'exercer une si grande influence sur le peuple. Par sa figure spirituelle et morale, Eva Perón s'est attiré l'affection, la confiance et le respect des Argentins comme aucune autre Première dame n'a su le faire. Cela est particulièrement révélateur de l'enracinement du *marianismo* dans la culture latino-américaine, y compris en Argentine. En référant à ce concept, Francesca Miller mentionne que, plutôt que de rejeter leur rôle socialement défini, certaines féministes d'Amérique latine peuvent être comprises comme des femmes qui protestent contre des conditions qui menacent leur habileté à remplir ce rôle⁷⁸. C'est exactement de cette manière qu'Eva Perón définissait le féminisme péroniste.

Le *marianismo* est au cœur de la rhétorique des Madres. C'est leur croyance en leur devoir de protéger leurs enfants qui les a poussées à se mobiliser, et elles ont utilisé leur identité de mères pour légitimer leurs actions en contexte de dictature de manière à correspondre au rôle socialement attendu d'elles : « Latin women are expected to mourn for the dead, but the Mothers could not mourn because they did not know if their children were dead or alive. Therefore, they were compelled to search out knowledge, even if that search endangered them. Such self-sacrifice is expected of all Latin American women »⁷⁹. Valeria Fabj observe que ce mythe de la mère bienveillante a créé une certaine tension rhétorique chez les Madres :

⁷⁶ Bunster-Burotto, X. (1986). Surviving beyond fear: Women and torture in Latin America. In J. Nash & H. Safa (Eds.), *Women and change in Latin America*, Massachusetts: Begin and Garvey, p. 304.

⁷⁷ Nous soulignons.

⁷⁸ Miller, F. (1991). *Latin American women and the search for social justice*. Hanover: University Press of New England, p. 74.

⁷⁹ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 7.

« It constrained the Mothers by dictating the rhetorical choices available to them, but it opened avenues of discourse unavailable to men by allowing them *to use their role as mothers strategically* »⁸⁰. Les Madres étaient bien conscientes que la nature apolitique du *marianismo* les rendait moins menaçantes aux yeux du régime dictatorial⁸¹. Alors que les militaires n'hésitaient pas à arrêter les hommes qui manifestaient publiquement, il était en effet plus difficile de justifier l'arrestation de mères visiblement inoffensives réclamant le retour de leurs enfants. La tolérance du régime militaire à leur égard, en leur permettant de marcher autour de la Place de mai chaque semaine alors que les manifestations étaient illégales, démontre la puissance et l'efficacité de la rhétorique des Madres : « When women articulate protest through the discourse of mothering, especially during times of perceived crisis, they are able to tap into culturally salient and powerful meanings and representations attached to maternal suffering »⁸².

Cette immunité dont elles bénéficiaient comportait toutefois des limites, puisque le gouvernement n'autorisait pas qu'elles s'écartent du cadre de la maternité pour faire des discours politiques. La méthode alternative la plus puissante qu'elles ont trouvée pour se faire entendre est celle de porter sur leur tête un foulard blanc qui évoque les couches de leurs enfants. À travers ce symbole éloquent de la maternité, elles ont réussi à trouver une voix qui attirait l'attention du public sans toutefois menacer directement le régime militaire⁸³. Cela démontre une fois de plus la réceptivité du peuple argentin envers le mythe du *marianismo*. Même si leurs actions avaient pour effet de défier le régime en place, il est important de noter que le mouvement des Madres n'est pas né d'un désir de résistance politique calculée, mais plutôt du désespoir des mères disparues face à leur impuissance⁸⁴. Leur but premier était simplement d'être entendues. Il n'en demeure pas moins qu'à travers ce processus de

⁸⁰ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 7. Nous soulignons.

⁸¹ *Loc. cit.*

⁸² Burchianti, M. (2004). Building bridges of memory: the mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories. *History and Anthropology*, 15(2), 141.

⁸³ Fabj, V., *op. cit.*, p. 7.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 6.

mobilisation qui a duré sept ans, les Madres se sont politisées et leur mouvement exerce encore aujourd'hui une influence politique majeure en Argentine.

Du privé au politique

L'histoire du mouvement des Madres est un exemple éloquent d'émancipation et de politisation des femmes en ce qu'il démontre le pouvoir qui résulte du transfert des enjeux relevant traditionnellement du domaine privé au domaine public⁸⁵. En référant aux foulards blancs portés par les Madres, Valeria Fabj soutient que cette tactique démontre la transformation d'un symbole privé (un tissu d'enfant chéri par sa mère) en un discours politique (un foulard qui les identifie comme membres d'un mouvement social)⁸⁶. Ainsi, par leur rhétorique et leurs nombreuses années de lutte pour les droits des disparu·e·s, les Madres se sont politisées en développant une conscience sociale. Selon les conclusions tirées par Burchianti à la suite de ses entretiens avec certaines mères du mouvement, « most Mothers described the search for their children and their involvement in the Mother's movement as a transformative process of “rebirth” in which they gained political consciousness »⁸⁷. Ce processus de politisation a éventuellement eu pour effet d'élargir la cause de leur activisme. Les Madres ne réclamaient dès lors plus seulement le retour de leurs enfants respectifs, mais défendaient plutôt la cause de toute·s les disparu·e·s. Cet élargissement s'est traduit par ce qui constitue probablement la proposition politique la plus forte du mouvement, soit la « socialisation de la maternité », telle que mentionnée sur leur site internet :

La Plaza nous a montré que la seule possibilité de continuer la lutte était le travail collectif ; et ainsi chaque Mère est devenue un maillon de cette puissante chaîne. Petit à petit, nous avons vu la nécessité de socialiser la maternité : devenir Mères des 30 000 disparu·e·s, sans aucune distinction. Les membres de l'Association ne se battent pas pour leurs propres fils et filles, mais pour tous ceux et celles qui ont donné leur vie pour ce pays. Dans cette lutte collective, nos enfants sont les 30 000⁸⁸.

⁸⁵ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 14.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 8.

⁸⁷ Burchianti, M. (2004). Building bridges of memory: the mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories. *History and Anthropology*, 15(2), 142.

⁸⁸ Asociación Madres de Plaza de Mayo. (s.d.). *Nuestras consignas*. En ligne. [Traduction libre].

Au fil de ces années de lutte, le mouvement a donc acquis une certaine maturité politique qui s'est éventuellement manifestée par un engagement envers d'autres causes sociales et politiques qui ne sont pas nécessairement reliées au cas des disparitions forcées. Les Madres offrent ainsi depuis plusieurs années leur support symbolique à des mouvements qui luttent contre diverses causes d'injustices sociales telles que la corruption, la pauvreté, les inégalités sociales, la précarité de l'emploi et, plus récemment, la criminalisation de l'avortement⁸⁹.

Dans l'imaginaire collectif, ces mères étaient probablement les dernières personnes que les Argentins croyaient capables de se mobiliser, en raison de leur nature culturellement apolitique. Pourtant, les Madres ont réussi, à travers leur rhétorique de la maternité, à rompre avec les contraintes que leur imposait le mythe du *marianismo*⁹⁰. Leur capacité à maintenir leur mouvement actif durant toutes ces années de dictature, une des pires que l'Amérique latine ait connue, leur a assuré notoriété, crédibilité et légitimité auprès des Argentins. C'est pourquoi le soutien des Madres envers le mouvement pour le droit à l'avortement, dont traitera la prochaine section, a été si significatif dans l'histoire de cette lutte.

L'héritage des Madres

L'analyse de la lutte des Madres permet de démontrer en quoi leur histoire constitue un héritage important pour les activistes qui ont lutté pour la légalisation de l'avortement en Argentine. D'abord, le mouvement des Madres et celui pour le droit à l'avortement ont en commun qu'ils articulent leurs causes et leurs demandes respectives autour du mythe du *marianismo*. Alors que les Madres utilisent ce concept pour rester cohérentes avec leur rôle socialement prédéfini, les militantes du mouvement pour le droit à l'avortement s'en servent plutôt comme référent pour défier les stéréotypes qui y sont rattachés, principalement la notion de maternité. Autrement dit, le mythe du *marianismo* fait partie intégrale de l'identité des deux mouvements, la différence reposant sur l'interprétation qu'en font leurs membres respectifs. Cette dynamique démontre bien le « paradoxe de la fonction sociale de la

⁸⁹ Karen, O. C. (2012). The mothers of plaza de mayo and their legacy in defending human rights. *Trabajo Social*, (14), p. 174. [Traduction libre].

⁹⁰ Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 14.

maternité » tel qu'évoqué par Karen Ortiz Cuchivague : si cette fonction sociale a pour effet de consolider un rôle traditionnel, elle peut aussi devenir le fondement sur lequel la structure sociale qui la légitime est remise en question⁹¹. Bien que l'utilisation que font les deux mouvements du *marianismo* soit antagonique, et que les natures de ces mouvements peuvent sembler incompatibles (la maternité et l'avortement), cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient opposés. En effet, même si les Madres ne se sont jamais vues comme un mouvement féministe en soit, elles ont tout de même pavé la voie aux militantes qui défendent aujourd'hui le droit à l'avortement en ce que, à travers leur activisme, elles ont été le premier mouvement de femmes au pays à défier les limites de la maternité et à remettre en question la fonction sociale qui s'y rattache. Outre ce lien entre les deux mouvements sociaux, l'étude de la signification culturelle du *marianismo* est aussi pertinente pour expliquer le caractère controversé de l'avortement en Argentine.

Comme le soulignent Barbara Sutton et Nayla Luz Vacarezza, ces deux mouvements se rejoignent également par leur mission de défense des droits humains, en l'occurrence le droit à la vie – d'une part celui des disparus et, de l'autre, celui des femmes : « In the case of the Mothers, this remits to the call “Aparición con vida” (may they return alive) demanded in relation to people held in clandestine detention centers. In the case of abortion rights, what is advocated for is the defense of women's lives, put at risk in another type of clandestine zone generated by the illegal status of abortion »⁹². Il s'agit là d'un autre héritage important puisque, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, la notion de droits humains est au cœur de la stratégie du mouvement pour le droit à l'avortement, notamment pour sa capacité à résonner avec l'histoire de répression politique de l'Argentine. Une autre contribution importante des Madres à la cause de l'avortement est le modèle de politisation qu'elles représentent pour les militantes d'aujourd'hui. Comme l'ont fait les Madres, beaucoup d'activistes du mouvement pour le droit à l'avortement se sont politisées en traduisant leurs expériences privées, ou celles dont elles ont été témoins, en discours politique.

⁹¹ Karen, O. C. (2012). The mothers of plaza de mayo and their legacy in defending human rights. *Trabajo Social*, (14), p. 166. [Traduction libre].

⁹² Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), p. 740.

Ce qui a commencé par des manifestations de masse dans les rues s'est éventuellement transformé en expérience politique par laquelle les activistes ont développé une capacité d'influence non seulement sur les médias, mais aussi dans l'arène politique argentine⁹³. La lutte des Madres représente ainsi pour elles une référence en matière de militantisme et une source d'inspiration dans l'élaboration de leur répertoire discursif puisque, comme le rappelle Valeria Fabj, « women often encounter obstacles in the public realm that are not experienced by men, and are thus forced to seek more innovative means of communication »⁹⁴.

Finalement, l'appui public des Madres envers le mouvement pour le droit à l'avortement durant la dernière décennie demeure assurément leur contribution la plus déterminante pour sa réussite. Il a été fascinant de voir la dynamique intergénérationnelle qui s'est opérée entre ces deux mouvements lors des manifestations qui ont eu lieu entre 2018 et 2020 à Buenos Aires, moment où le projet de loi était débattu pour la première fois au Congrès national. Dans la plupart de ces démonstrations publiques, les premières personnes à marcher devant la jeune « marée verte »⁹⁵ qui déferlait sur les rues de Buenos Aires étaient souvent des Madres, aujourd'hui pour la plupart âgées de 90 ans et plus. Cette sororité était d'autant plus puissante par le visuel qui l'accompagnait⁹⁶, puisque les symboles respectifs de ces deux mouvements sont très similaires. Le fameux foulard vert, symbole de la Campagne nationale devenu emblématique de la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine, fait écho au foulard blanc porté par les Madres. Comme le mentionnait une activiste de la Campagne nationale en 2019, le foulard vert est en quelque sorte un « prêt » des Madres à la cause de l'avortement⁹⁷. Étant donné la connotation maternelle associée au foulard blanc et le refus de la maternité associé au foulard vert, cela crée une dynamique intéressante qui questionne la fonction sociale de la maternité, tel que l'avaient fait les Madres durant la dictature

⁹³ Prado, D. (2020, 30 décembre). Aborto en Argentina : 3 claves que explican por qué esta vez sí se aprobó la ley de la interrupción del embarazo. *BBC News Mundo*. En ligne.

⁹⁴ Campbell, K. K. (1989). The sound of women's voices. *Quarterly Journal of Speech*, 75(2), p. 212.

⁹⁵ Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), p. 742. En Argentine, le terme « marea verde » (marée verte) réfère à l'effet visuel qui ressort du port du foulard vert par les activistes lors des manifestations pour la légalisation de l'avortement.

⁹⁶ Annexes 4 et 5.

⁹⁷ Sutton, B., & Vacarezza, N. L., *op. cit.*, p. 740.

militaire : « The Campaign's green kerchief as a symbol of abortion rights, and the activists who wear it, destabilizes the equation by which woman equals mother while also implicitly affiliating with the Mothers' struggle »⁹⁸. Une illustration qui démontre particulièrement bien la dynamique intergénérationnelle entre les Madres et les activistes pour le droit à l'avortement, et qui a largement été diffusée à travers le pays, est celle de l'artiste Mariana Baizán à laquelle réfère l'auteure Barbara Sutton⁹⁹. On peut y apercevoir une des Madres - la tête couverte par un foulard blanc recouvrant partiellement ses cheveux gris - assise aux côtés d'une jeune femme portant un foulard vert autour de son cou¹⁰⁰. En plus de rendre compte de l'héritage des Madres en termes de militantisme, ce visuel constitue un bon exemple qui démontre que les mouvements *féministes* et les mouvements *féminins* ne sont pas nécessairement opposés. Largement médiatisé, l'engagement des Madres dans cette lutte demeure un des plus grands atouts du mouvement pour le droit à l'avortement étant donné leur notoriété et le rôle de « voix de conscience de la nation » qui leur est associé¹⁰¹. Leur implication a aussi été déterminante dans la saisie des opportunités politiques et culturelles par le mouvement pour le droit à l'avortement au cours des dernières années, tel que nous le verrons dans les sections qui suivent.

1.2. Contexte politique et culturel

1.2.1 Opportunités politiques

Le contexte politique de l'Argentine des dernières années est un autre facteur important permettant d'expliquer le récent succès du mouvement pour le droit à l'avortement. D'abord, l'élection du président de gauche et péroniste Alberto Fernández le 10 décembre 2019 a été un tournant décisif pour cette lutte, ce dernier ayant fait de la légalisation de l'avortement sa

⁹⁸ Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), p. 740.

⁹⁹ Sutton, B. (2020). Intergenerational encounters in the struggle for abortion rights in Argentina. *Women's Studies International Forum*, 82, p. 3.

¹⁰⁰ Annexe 6.

¹⁰¹ Agosin, M. (1990), *The Mothers of Plaza de Mayo*, dans Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), p. 11.

promesse électorale. Il s'agit de la première fois depuis deux décennies de lutte que le projet de loi est venu directement de l'exécutif plutôt que d'être déposé par un parti d'opposition¹⁰². Le fait qu'un président ait délibérément mis cette question épineuse à son agenda politique en plus de s'afficher en faveur de la légalisation, alors que la question avait longtemps été évitée par ses prédécesseurs, a envoyé un message clair et puissant à la nation argentine.

Un autre élément ayant fortement influencé l'adoption du projet de loi est le changement des mentalités qui s'est progressivement opéré chez les membres du Sénat depuis l'émergence du débat au pays, particulièrement à partir de 2018 où l'activisme s'est intensifié. La Chambre haute est reconnue pour être historiquement plus conservatrice que la Chambre basse en Argentine. Cette différence s'explique par le fait que la représentativité du Sénat n'est pas proportionnelle à la population, mais est plutôt déterminée en fonction du nombre de provinces. Ainsi, les provinces du nord moins peuplées et traditionnellement plus conservatrices sont surreprésentées dans la législature¹⁰³. Cela s'est traduit par un rejet du projet de loi lorsqu'il avait été débattu pour la toute première fois en 2018. Alors que le texte avait préalablement été approuvé par la Chambre des députés du Congrès national par six voix, le Sénat, lui, l'avait ensuite rejeté par sept voix, ramenant alors le débat sur la place publique¹⁰⁴. En 2020, après que le projet de loi a été à nouveau déposé et adopté par les députés par 14 voix, les sénateurs l'ont cette fois-ci approuvé par neuf voix, un revirement majeur comparativement à 2018¹⁰⁵. Par conséquent, une partie de la victoire pour le droit à l'avortement s'explique par le fait que certains sénateurs clés qui avaient précédemment voté contre le projet de loi ont changé de position sur la question. Parmi les raisons évoquées, des sénateurs ont mentionné avoir réalisé que la loi n'encourage pas nécessairement l'avortement et que sa criminalisation n'empêche pas pour autant les femmes d'avorter, ces dernières étant plutôt contraintes de le faire clandestinement¹⁰⁶. Comme nous le verrons plus loin, il importe toutefois de préciser qu'un tel revirement n'aurait assurément

¹⁰² Prado, D. (2020, 30 décembre). Aborto en Argentina : 3 claves que explican por qué esta vez sí se aprobó la ley de la interrupción del embarazo. *BBC News Mundo*. En ligne.

¹⁰³ *Loc. cit.*

¹⁰⁴ Merolla, D. (2020, 31 décembre). L'argentine légalise l'avortement. *Le Devoir*. En ligne.

¹⁰⁵ *Loc. cit.*

¹⁰⁶ Prado, D., *op. cit.*, en ligne.

pas été possible sans la ténacité du mouvement pour le droit à l'avortement durant les deux dernières décennies. C'est l'activisme acharné de ce mouvement qui a contribué à changer les mentalités, autant chez les politicien ne s que chez les citoyen ne s. Comme le rapporte la firme de sondage Ipsos, le pourcentage d'Argentini e s en faveur de la légalisation de l'avortement au pays est passée de 64% en 2014 à 75% en 2020¹⁰⁷.

Selon la théorie de structure des opportunités politiques élaborée par Sidney Tarrow, le cas de l'Argentine répond aux quatre critères permettant de définir une structure politique favorable au mouvement, soit : 1) un grand degré d'ouverture des institutions politiques, 2) une stabilité des alignements politiques, 3) la présence d'allié e s apportant leur soutien au mouvement et 4) l'existence de divisions entre les élites¹⁰⁸. Le succès du mouvement pour le droit à l'avortement repose en partie sur sa capacité à avoir saisi l'opportunité politique découlant de la conjoncture de ces éléments, comme en témoigne l'intensification de son activisme dans les dernières années. Bien que la structure des opportunités politiques permette de rendre compte de certains facteurs externes ayant contribué au succès du mouvement, ce cadre d'analyse a été grandement critiqué, notamment pour son incapacité à prendre en compte les aspects culturels pouvant aussi influencer sur la réussite d'un mouvement social. Selon William Gamson et David Meyer, « opportunity has a strong cultural component and we miss something important when we limit our attention to variance in political institutions and the relationship among political actors »¹⁰⁹. La prochaine section démontrera ainsi en quoi la prise en compte du niveau d'adhérence des Argentini e s à la religion catholique constitue un facteur culturel également déterminant dans la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement.

¹⁰⁷ Prado, D. (2020, 30 décembre). Aborto en Argentina : 3 claves que explican por qué esta vez sí se aprobó la ley de la interrupción del embarazo. *BBC News Mundo*. En ligne.

¹⁰⁸ Tarrow, S. G. (1994). *Power in movement : social movements, collective action and politics* (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press.

¹⁰⁹ Gamson, W. A. & Meyer, S. D. (1996). *Framing Political Opportunity*, dans McAdam, D., McCarthy, J. D., Zald, M. N., *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press, p. 279.

1.2.2 Opportunités culturelles

Selon la définition qu'en fait Elizabeth Borland, les opportunités culturelles sont les circonstances sociales qui influent sur le potentiel qu'un mouvement social puisse obtenir le soutien de la société pour sa cause¹¹⁰. Cette approche permet de démontrer que les élites concernées par la lutte d'un mouvement social ne sont pas toujours politiques, les acteurs privés non étatiques pouvant s'avérer encore plus influents¹¹¹. Borland rappelle toutefois que les opportunités politiques et les opportunités culturelles ne sont pas nécessairement des niveaux d'analyses opposés. Ils doivent plutôt être vus comme étant interreliés dans la compréhension de l'environnement d'un mouvement social, l'analyse des opportunités culturelles permettant pour sa part de mettre en lumière des aspects plus subtils qui influent sur la réussite d'un mouvement et qui seraient autrement négligés par une approche purement structuraliste¹¹². Dans le cas de l'Argentine, l'analyse de l'influence de l'élite religieuse sur les politiciens et sur la population montre en quoi cette dynamique constitue une opportunité culturelle importante pour les activistes du droit à l'avortement.

La religion catholique est historiquement reconnue pour avoir occupé une place prépondérante dans la culture latino-américaine, mais le cas argentin se démarque par la forte intégration de l'Église dans l'arène politique, particulièrement depuis les années 1930. Cette période marque la formation du « nationalisme catholique », qui s'est articulé par l'intégration des valeurs catholiques au cœur de l'identité argentine et la légitimation d'une relation symbiotique entre l'Église et l'État¹¹³. L'élite religieuse a ainsi pu maintenir sa position de pouvoir en bénéficiant de nombreux privilèges, notamment de généreuses subventions gouvernementales dépassant le million de dollars annuellement¹¹⁴. Le maintien de son pouvoir peut aussi et surtout s'expliquer par son fidèle soutien aux gouvernements de droite qui se sont succédé, en se positionnant contre les syndicats et les mouvements politiques

¹¹⁰ Borland, E. (2006). Cultural Opportunities and Tactical Choice in the Argentine and Chilean Reproductive Rights Movements, *Mobilization: An International Quarterly*, 9(3), p. 329.

¹¹¹ *Loc. cit.*

¹¹² *Loc. cit.*

¹¹³ *Ibid.*, p. 330.

¹¹⁴ *Loc. cit.*

de gauche ainsi que les réformes sociales progressistes¹¹⁵. L'exemple le plus évident de cette loyauté conservatrice est la dictature militaire de 1976 à 1983 durant laquelle l'Église a longuement soutenu le régime du Président Jorge Rafael Videla, un fait aujourd'hui largement reconnu qui a durement marqué la mémoire collective des Argentins. Le refus des évêques d'aider les victimes de répression politique à cette époque, en étant plutôt complices de la répression et en acquittant les tortionnaires, n'a fait qu'alimenter la méfiance du peuple à leur égard¹¹⁶.

Même si l'Église demeure encore aujourd'hui une institution influente dans l'arène politique, et que cela pourrait être interprété comme une structure d'opportunité politique fermée pour les activistes, il reste que son implication dans le pire régime dictatorial de l'histoire du pays a grandement nui à sa légitimité, faisant considérablement diminuer sa popularité auprès de la population dans les dernières décennies. Les activistes pour le droit à l'avortement ont perçu ce déclin comme une opportunité culturelle qu'elles ont saisie pour déconstruire l'argumentaire de l'élite religieuse sur la question¹¹⁷. En effet, Borland souligne que « the decline of the popular influence of the church can lead to widening cultural opportunities for those who openly challenge its moral authority »¹¹⁸. Comme il en sera question dans le prochain chapitre, l'auteure ajoute que le mouvement pour le droit à l'avortement cadre sa lutte et oriente son répertoire d'action de manière à faire écho à ce fait historique : « Because collective action frames need to resonate with the existing culture if they are going to work, it follows that cultural opportunity will affect the frame employed by movements »¹¹⁹.

Conclusion

La prise en compte des facteurs sociohistoriques dans l'analyse du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine est pertinente en ce qu'elle montre en quoi l'héritage des luttes

¹¹⁵ Borland, E. (2006). Cultural Opportunities and Tactical Choice in the Argentine and Chilean Reproductive Rights Movements, *Mobilization: An International Quarterly*, 9(3), p. 330.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 331.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 328.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 336.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 328.

précédentes a teinté la construction identitaire de ce mouvement. Le personnage mythique d'Eva Perón et la lutte du mouvement des Madres de Plaza de Mayo représentent deux périodes clés de l'histoire argentine ayant particulièrement contribué à l'émancipation et à la politisation des femmes dans ce pays. L'étude de ces figures féminines et des époques qu'elles ont marquées font ressortir un élément culturel majeur qui se retrouve au cœur de la stratégie du mouvement pour le droit à l'avortement : le mythe du *marianismo*. Plus récemment, les changements observés au sein du gouvernement argentin durant les dernières années ont représenté pour les activistes une opportunité politique de traduire leurs nombreuses années de luttes en l'adoption du projet de loi légalisant l'avortement. La prise en compte des facteurs culturels est tout aussi importante puisqu'elle met en lumière la corrélation entre le déclin de l'influence de l'Église sur la population et l'augmentation du taux d'opinion publique favorable à la légalisation de l'avortement au pays. Loin d'être isolés, les facteurs sociohistoriques, politiques et culturels dont il a été question dans ce chapitre s'inscrivent dans une conjoncture d'événements dont la somme a eu un impact marquant sur la manière dont les activistes pour le droit à l'avortement ont mené leur lutte.

Chapitre 2

Facteurs structurels, organisationnels et stratégiques

Ce chapitre se concentre sur l'analyse des facteurs structurels, organisationnels et stratégiques expliquant la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. Les concepts théoriques propres à la sociologie des mouvements sociaux seront mobilisés afin d'expliquer cette réussite selon trois angles d'analyse. D'abord, le premier angle fera référence à la structure organisationnelle du mouvement en associant ce dernier à l'approche des « nouveaux mouvements sociaux ». Ensuite, le deuxième angle traitera du cadrage de la lutte, ce qui permettra d'illustrer la centralité des droits humains dans le discours du mouvement. Finalement, c'est à travers le concept de répertoire d'action que seront présentées les trois grandes stratégies du mouvement. Cette section mettra également en lumière ses forces et ses faiblesses, en plus de démontrer la contribution de l'approche féministe à l'étude des mouvements sociaux.

2.1. Structure organisationnelle

2.1.1 Nouveaux mouvements sociaux

Parmi les facteurs explicatifs de la réussite du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, l'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est pertinente pour analyser la manière dont la structure organisationnelle du mouvement a contribué à sa propre réussite. Les NMS entrent en rupture avec la forme de militantisme traditionnelle qui avait plutôt tendance à envisager le changement social dans les termes d'un affrontement entre des classes économiques dominantes et dominées. Dans la réflexion sur l'émergence des NMS, les auteurs Ronald Inglehart, Claus Offe et Alberto Melucci identifient un changement dans les voies de protestation davantage axées sur des enjeux culturels et identitaires plutôt qu'économiques. Les NMS réfèrent ainsi à « l'ensemble des formes d'action collective qui se

développent en dehors de la sphère industrielle, suggérant une modification significative et généralisée des logiques de mobilisation »¹²⁰. Théorisée au milieu des années 1960, l'émergence de ce courant s'explique par une conjoncture d'éléments historiques ayant profondément changé les sociétés occidentales vers l'adoption de valeurs dites « post-matérialistes »¹²¹. Dans son ouvrage *The Silent Revolution*, Ronald Inglehart emprunte le concept de la pyramide des besoins d'Abraham Maslow pour rendre compte de l'effet de l'époque des Trente Glorieuses sur l'évolution des besoins sociaux en Occident¹²². Cette période de prospérité et de paix ayant suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale a bénéficié d'une croissance économique exceptionnelle, une stabilité politique, un interventionnisme d'État, de l'innovation technologique et du développement de l'éducation¹²³. Ce contexte a été favorable à l'atteinte de conditions de vie relativement décentes et désormais plus accessibles et, ultimement, à un changement dans la répartition de classes sociales vers une « société de classe à stratification complexe »¹²⁴. Cette époque a alors été marquée par une ascension partielle de la classe ouvrière à la classe moyenne, désormais plus éduquée et, ce faisant, plus « compétente » politiquement¹²⁵. Du fait de l'amélioration de ses conditions de vie, cette nouvelle classe émergente s'est tournée vers des besoins non matériels, identitaires et intellectuels, tels qu'un désir accru de participation à la vie civique et des aspirations politiques. C'est à ce moment qu'on voit l'éclatement des normes, la remise en question des hiérarchies sociales et, ce faisant, « la politisation d'enjeux auparavant confinés à la sphère privée et, à ce titre, largement tabous dans l'espace public (rapport au corps, sexualité, droit à l'avortement, etc.), ouvrant la voie à des évolutions culturelles majeures [...] »¹²⁶.

¹²⁰ Chabanet, D. (2020). Nouveaux mouvements sociaux. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*: 2e édition mise à jour et augmentée. Paris: Presses de Sciences Po, p. 403.

¹²¹ Inglehart, R. (1977). *The silent revolution: changing values and political styles among western publics*. N.J., p. 28.

¹²² *Ibid.*, p. 22.

¹²³ *Ibid.*, p. 8 et 9.

¹²⁴ Fillieule, O., & Péchu, C. (1993). Lutter ensemble. Les théories de l'action collective, Paris Harmattan, 3e partie, p. 124.

¹²⁵ Inglehart, R., *op. cit.*, p. 4.

¹²⁶ Chabanet, D. *op. cit.*, p. 405.

2.1.2 Les caractéristiques des NMS

Qu'est-ce qui caractérise alors ces NMS ? Pour rendre compte du caractère « nouveau » des mouvements sociaux, Claus Offe divise son modèle d'analyse en quatre caractéristiques pour distinguer l'approche des NMS de l'approche classique de la sociologie des mouvements sociaux : valeurs, revendications, acteurs et modes d'action¹²⁷. En ce qui a trait aux valeurs, les notions d'autonomie individuelle et d'identité sont centrales. Alberto Melucci souligne à ce sujet que la centralité du corps et l'appropriation de l'identité sont des éléments clés dans l'approche des NMS : « The body in its different significations becomes the cultural locus of resistance and of desire; it stands opposed rationalization and it authorizes delirium »¹²⁸. Le corps devient alors un outil de résistance symbolique contre la régulation sociale jugée oppressive. Pour ce qui est des acteurs, Offe associe les activistes qui composent les NMS à la « nouvelle classe moyenne »¹²⁹. En qualifiant les NMS de « paradigme de la nouvelle politique », Offe précise que, bien que les causes relatives aux NMS soient représentées par une classe sociale spécifique, les requêtes, elles, ne sont pas pour autant spécifiquement orientées sur cette classe : « New middle class politics, in contrast to most working class politics, as well as old middle class politics, is typically a politics *of* a class but not *on behalf* of a class »¹³⁰. Les revendications des NMS se rattachent le plus souvent à des causes circonscrites et de nature universelle, comme les droits humains, l'identité de genre, l'environnement et la justice sociale¹³¹. On peut donc comprendre les NMS comme une diversité de mouvements s'inscrivant dans un large courant, mais défendant des causes bien précises. Les modes d'action associés aux NMS sont surtout informels, spontanés, et l'action directe constitue le mode privilégié d'expression¹³². Il s'agit d'influencer en premier lieu non plus l'État comme dans le militantisme traditionnel, mais l'opinion publique afin de changer les normes culturelles et sociales par le bas. La structure organisationnelle des NMS se définit ainsi comme des organisations « décentralisées, à petite échelle, antihiérarchiques et permettant la

¹²⁷ Claus, O. (1985). New social movements: challenging the boundaries of institutional politics. *Social Research*, 52(4), p. 832.

¹²⁸ Alberto, M. (1980). The new social movements: a theoretical approach. *Social Science Information*, 19(2), p. 221.

¹²⁹ Claus, O. *op. cit.*, p. 832.

¹³⁰ *Ibid.*, 833.

¹³¹ *Loc. cit.*

¹³² *Ibid.*, p. 832.

démocratie directe »¹³³. Comme le souligne Chabanet, une des causes les plus associées aux NMS est celle des droits des femmes¹³⁴, telle que nous le verrons dans les sections qui suivent.

2.1.3 La structure organisationnelle du mouvement

Le cas de l'Argentine est un exemple pertinent en ce qu'il rend effectivement compte des caractéristiques que le mouvement pour le droit à l'avortement de ce pays partage avec les NMS. Bien que la Campagne nationale soit le canal dominant par lequel sont publiquement explicitées les demandes du mouvement, elle demeure essentiellement une coalition constituée de plus de 300 organisations et d'individus d'horizons variés. Parmi ces groupes figurent des partis politiques, des syndicats, des établissements académiques et, bien entendu, de nombreux groupes de défense des droits humains¹³⁵. Barbara Sutton et Elizabeth Borland décrivent la façon dont les activistes de la Campagne nationale définissent leur organisation : « Activists characterize the Campaign as *plural* (comprising a diversity of individuals, social sectors, and political ideologies), *federal* (reaching the various regions of the country), *self-organized* (not directed by any external entity), and *democratic* (with the main direction of the Campaign determined through plenary meetings and collective discussion) »¹³⁶. Cela rejoint effectivement les caractéristiques des NMS élaborées par Offe, telles que la variété des causes revendiquées, la diversité des acteurs concernés par les demandes, la nature diffuse des organisations ainsi que leur autonomie et leur horizontalité¹³⁷.

L'exemple sans doute le plus représentatif qui rend compte d'une structure organisationnelle propre aux NMS pour le mouvement du droit à l'avortement est la contribution des *Socorristas en Red*¹³⁸. Cette organisation a été créée en 2012 par des membres de la Campagne nationale

¹³³ Fillieule, O., & Péchu, C. (1993). Lutter ensemble. Les théories de l'action collective, Paris Harmattan, 3e partie, p. 133.

¹³⁴ Chabanet, D. (2020). Nouveaux mouvements sociaux. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*: 2e édition mise à jour et augmentée. Paris: Presses de Sciences Po, p. 406.

¹³⁵ Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 28.

¹³⁶ *Loc. cit.* [Nous soulignons].

¹³⁷ Claus, O. (1985). New social movements: challenging the boundaries of institutional politics. *Social Research*, 52(4), p. 832.

¹³⁸ [Sauveteuses en réseau].

après avoir offert parallèlement pendant plus de deux ans de l'information et de l'accompagnement pour des avortements médicaux via la pilule abortive. Réalisant le besoin criant dans ce domaine, ces activistes originellement issues de la Campagne nationale ont alors créé leur propre organisation. Aujourd'hui, les *Socorristas en Red* représentent un réseau de 35 organisations offrant des services à l'échelle nationale¹³⁹. Cette évolution au sein même du mouvement témoigne de son degré d'intégration, de sa solidarité et de son hétérogénéité. Elle rejoint en cela la définition que fait Emmanuel Pierru des NMS, à savoir une « [...] structure "informelle" i.e. décentralisée, polycéphale, réticulaire dont la base est constituée de cellules autonomes qui communiquent et se coordonnent entre elles par des supports de communication divers (journaux, internet, etc.) »¹⁴⁰. L'analyse du répertoire d'action du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, dont il sera question plus loin, est particulièrement révélatrice de ces caractéristiques. Cependant, l'étude du cadrage de la lutte par ce mouvement met également en lumière les composantes constitutives des NMS telles qu'illustrées par Claus Offe, particulièrement les notions de valeur (autonomie individuelle et identité) et de revendication (droits humains).

2.2. Cadrage

2.2.1 Fondements théoriques

Dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux, le concept de cadrage est un outil théorique permettant d'analyser l'interprétation que se font les acteurs·trices de leur propre lutte¹⁴¹. D'abord élaboré par l'anthropologue Gregory Betason, il renvoie à la notion de « cadres interprétatifs » par lesquels les acteurs·trices définissent la manière de comprendre les actions des autres¹⁴². Le concept sera ensuite développé par Erving Goffman qui, dans son

¹³⁹ Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), p. 732.

¹⁴⁰ Pierru, E. (2010). 1. Organisations et ressources, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 19-38. Paris: La Découverte, p. 28.

¹⁴¹ Cefai Daniel. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? : les théories de l'action collective* (Ser. Recherches. la bibliothèque du mauss). La Découverte, p. 557.

¹⁴² Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 57.

ouvrage *La mise en scène de la vie quotidienne*, adopte une approche microsociologique afin d'attirer l'attention sur la manière dont les acteurs sociaux se présentent à autrui dans la vie quotidienne¹⁴³. Pour Goffman, la façon dont un individu cadre la situation dans laquelle il se trouve est influencée par ses propres expériences vécues et les normes qui y sont rattachées. Ce cadrage se produit à travers des « schèmes d'interprétation » par lesquels les individus peuvent « localiser, percevoir, identifier et étiqueter » les événements de leur quotidien, ce qui contribue à orienter leurs actions et leurs interactions¹⁴⁴. Plus tard transposé à la sociologie des mouvements sociaux, ce concept de cadre permet aujourd'hui d'expliquer le processus par lequel les membres d'un mouvement social cadrent leur propre lutte.

L'approche des cadres telle que définie par Goffman accorde donc une grande importance à la notion de perception. Jean-Gabriel Contamin précise qu'une mobilisation collective est conditionnelle à une certaine convergence des interprétations découlant de ces perceptions au sein d'un groupe. Autrement dit, « il ne saurait y avoir mobilisation sans alignement des cadres d'interprétation des individus autour d'un cadre commun »¹⁴⁵. L'influence d'un mouvement social dépend conséquemment d'une cohérence au sein des « cadres d'action collective », un concept élaboré par David A. Snow et al.¹⁴⁶ qui renvoie à « l'ensemble de croyances et de représentations orientées vers l'action qui inspirent et légitiment les activités et les campagnes des entreprises de mobilisation, en insistant sur le caractère injuste d'une situation sociale »¹⁴⁷. Snow et al. ont développé la notion d'« entrepreneurs de mobilisation » pour référer aux stratégies de mobilisation utilisées par les activistes pour convaincre l'opinion publique d'adhérer à leur cause. À cette approche du cadre commun s'ajoutera plus tard celle de Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer Zald¹⁴⁸, qui se définit par la théorie du

¹⁴³ Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne* (Ser. Le sens commun). Editions de Minuit.

¹⁴⁴ Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 57.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 58.

¹⁴⁶ Snow, D. A., Rochford, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986). Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American Sociological Review*, 51(4).

¹⁴⁷ Contamin, J. *op. cit.*, p. 58.

¹⁴⁸ McAdam, D., McCarthy, J. D., Zald, M. N., & McAdam, D. (1996). *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings* (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press.

processus politique. Ces auteurs proposent de comprendre le cadrage comme une stratégie mobilisée par les entrepreneurs de mobilisation pour construire des représentations les plus partagées possible afin de légitimer leur action collective et, ultimement, mobiliser les gens. Nous verrons cependant que ces approches ne sont pas exemptes de certaines difficultés et apories théoriques.

Critiques

Bien qu'elles aient été deux théories dominantes de la sociologie des mouvements sociaux à partir des années 1980, les approches de Snow et al. et de McAdams, McCarthy et Zald ne sont pas sans critiques. Robert D. Benford¹⁴⁹ souligne leur biais stratégiste, en ce que les processus de cadrage seraient présentés comme « des entreprises de marketing des mobilisations collectives en négligeant tout à la fois les contextes idéologiques et culturels qui peuvent peser sur ces processus et l'importance des dimensions affectives de la participation »¹⁵⁰. La notion d'« entrepreneurs de mobilisation » comprendrait également un biais élitiste puisqu'elle ignorerait la pluralité des cadrages que partagent les membres d'un mouvement. Dans cette lignée, le manque de considération des facteurs culturels constitue une des plus grandes critiques de l'approche dominante des cadres. La dimension culturelle serait en fait utilisée à tort lorsque la réussite d'un mouvement social est associée à la capacité de ses membres à cadrer leur lutte de manière à « “entrer en résonance” avec le terreau culturel dans lequel ils agissent »¹⁵¹. Cette façon de comprendre l'implication de la culture comme un outil servant aux stratégies des entrepreneurs de mobilisation serait réductrice, car elle réduit l'analyse des mouvements sociaux à l'instrumentalisation de la culture dans leur seul fonctionnement interne, ignorant ainsi l'importance de facteurs sociaux, contextuels, sensibles, affectifs et émotionnels avec lesquels interagissent et évoluent les mouvements.

¹⁴⁹ Benford, R. D. (1997). An insider's critique of the social movement framing perspective. *Sociological Inquiry*, 67(4).

¹⁵⁰ C Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 72.

¹⁵¹ Snow, D. A. et Benford, R. D. (1988), dans Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 58.

Ces critiques des approches structuralistes jusqu'alors dominantes font écho au « tournant culturel » des années 1970 ayant fortement influencé la sphère des sciences sociales. Dans le champ de la sociologie des mouvements sociaux précisément, c'est particulièrement la question des cadres qui a été influencée par ce tournant et par l'avènement des théories identitaires qui en découlent. La prise en compte des normes et des croyances a alors permis de comprendre les mouvements sociaux à partir de leur dimension culturelle, engageant leurs membres dans un processus de socialisation qui assure la cohésion au sein du groupe. Sous cette perspective, le simple discours politique et l'action directe ne suffisent plus. C'est surtout le vécu quotidien, l'acceptation et l'intériorisation de certaines croyances qui deviennent déterminants pour mener à un changement social. Cette approche raisonne avec les travaux de Goffman sur l'importance de l'expérience vécue dans le processus de cadrage.

2.2.2 Le cadrage de la lutte à travers le prisme des droits humains

En partant des théories des cadres et de leurs critiques, l'article de Barbara Sutton et Elizabeth Borland, *Abortion and Human Right for Women in Argentina* (2019), identifie le type de cadre privilégié par le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, tout en reconnaissant l'importance de l'aspect culturel dans ce choix de cadrage. Les auteures soulignent que, parmi la variété d'arguments avancés par la Campagne nationale, notamment ceux basés sur la précarité économique et la santé publique, le langage des droits humains est celui qui domine son répertoire discursif, notamment pour des raisons culturelles et sociohistoriques : « The strategic use of the human rights frame in Argentina highlights the significance of local conditions, historical legacies, and political cultures in the articulation of seemingly universal principles of human rights protection in relation to women, and to the thorny and controversial question of abortion in particular »¹⁵². Le discours des droits humains est particulièrement puissant en Argentine considérant les nombreuses violations en la matière survenues à l'époque dictatoriale et qui ont marqué la mémoire collective du pays. Cela explique pourquoi les Argentins sont réceptifs à ce type de discours, ce qui influence

¹⁵² Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 29.

considérablement le poids des mouvements de défense des droits humains sur le plan local. C'est dans cette optique que les activistes voient en ce type de cadrage une valeur stratégique permettant d'inclure le droit à l'avortement dans les droits humains et de les interpréter comme tel : « Social movements' ability to deploy arguments that can resonate at the local level has important implications for how likely activists are to advance their demands »¹⁵³.

Dans leur étude, Sutton et Borland présentent les grandes raisons stratégiques pour lesquelles les féministes du mouvement ont choisi de cadrer leur lutte à travers le prisme des droits humains. Les auteures retiennent notamment la pertinence du droit international pour fonder leurs demandes, la formation d'alliances stratégiques avec des organisations de défense des droits humains, la cohérence avec le discours politique local des dernières années et, finalement, l'outil que ce cadre offre pour discréditer l'argumentaire du mouvement antiavortement¹⁵⁴.

La contribution du droit international

L'Argentine a ratifié la plupart des traités internationaux garantissant le respect des droits humains, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et son protocole additionnel¹⁵⁵. Le mouvement s'appuie sur le fait que, depuis la réforme constitutionnelle de 1994 au pays, les traités internationaux exercent une hiérarchie constitutionnelle¹⁵⁶. Cela signifie que dans la hiérarchie des normes qui constituent le système juridique argentin, les normes internationales comprises dans les traités ratifiés par l'Argentine ont préséance sur les lois nationales. Cette force de contrainte est un outil puissant que la Campagne nationale a couramment mobilisé pour rappeler l'obligation qui incombe à l'État argentin de respecter ses engagements en matière de droits humains. Ces traités contiennent aussi des obligations dites positives qui contraignent les États

¹⁵³ Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 29.

¹⁵⁴ *Loc. cit.*

¹⁵⁵ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (1979, 18 décembre). Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En ligne, 2021.

¹⁵⁶ Sutton, B., & Borland, E., *op. cit.*, p. 40.

membres à mettre en place des politiques publiques permettant d'assurer la mise en œuvre de leurs engagements : « Attaching arguments to principles upheld in international fora puts the Campaign in a position to demand that the state guarantee women's human rights in order to comply with its agreements and laws at all levels »¹⁵⁷.

Les avocates féministes au sein de la Campagne nationale jouent un rôle clé dans l'établissement de ce lien stratégique entre le droit international et le droit national. Leur expertise en la matière et la perspective genrée qu'elles apportent permettent d'influencer la manière d'interpréter les droits humains en ce sens. Les nombreuses références aux conventions internationales telles que la CEDEF, mais aussi aux décisions de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), ouvrent la porte à une interprétation plus vaste des droits humains pour y inclure les droits sexuels et reproductifs, notamment la question de l'avortement¹⁵⁸. Le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine a également bénéficié d'une attitude favorable de l'opinion publique à l'égard des organisations internationales engagées dans la protection des droits humains. Selon les conclusions de l'étude *Public Opinion on Global Issue*, l'Argentine se classe parmi les pays présentant le plus haut niveau d'appui envers le rôle de promoteur de droits humains des Nations unies chez ses États membres, soit de 91%¹⁵⁹. En ce sens, 78% des Argentines sont favorables à l'idée que les Nations unies devraient promouvoir les droits des femmes, même si cela nécessite une interférence avec la souveraineté des États¹⁶⁰. De plus, la population présente un niveau remarquablement élevé d'appui envers la liberté d'expression, soit de huit Argentines sur dix, notamment en ce qui a trait aux critiques des gouvernements et des chefs religieux¹⁶¹. À la lumière de cette étude, l'attitude favorable des Argentines envers les organisations internationales de défense des droits humains, qui s'explique notamment par des facteurs historiques et culturels, représente un avantage stratégique longuement exploité par les activistes du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine pour cadrer leur lutte.

¹⁵⁷ Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 40.

¹⁵⁸ *Loc. cit.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 41.

¹⁶⁰ *Loc. cit.*

¹⁶¹ *Loc. cit.*

Alliances stratégiques

Le cadrage de la lutte pour l'avortement en termes de droits humains offre des opportunités d'alliances stratégiques avec diverses organisations nationales et internationales. Sur le plan national, le fait d'aligner son cadrage avec celui du mouvement plus large des droits humains en Argentine a permis à la Campagne nationale de s'identifier, et ensuite s'associer, à des organisations locales influentes en la matière. À titre d'exemple, la Campagne nationale a régulièrement fait des publications pour souligner les événements commémoratifs et les décisions judiciaires relatives aux disparitions forcées survenues à l'époque dictatoriale. En s'alliant à cette cause précisément, de par son importance historique, la Campagne nationale a alors créé un parallèle stratégique entre les droits humains en Argentine et le droit à l'avortement. Cet extrait tiré d'une de ses déclarations le démontre particulièrement bien : « The full force of human rights means to condemn those who committed yesterday's genocides, because it is part of a fight in which we are fully committed, as with guaranteeing women's full right to decide about their bodies »¹⁶².

Cette solidarité envers les mouvements de droits humains issus de la période post-dictature est d'ailleurs réciproque. Au cours de ses quinze années de lutte, la Campagne nationale a pu compter sur la reconnaissance et le support organisationnel d'un des mouvements de défense des droits humains les plus reconnus à travers le monde, soit celui des Madres de Plaza de Mayo. Un exemple révélateur de cette relation de réciprocité, et qui témoigne du rapprochement de la cause de l'avortement à celle des droits humains sur le plan local, est l'utilisation particulièrement importante des symboles au sein du mouvement. Le foulard vert triangulaire, symbole devenu emblématique de la lutte pour l'avortement en Argentine, fait écho au foulard blanc porté par les Madres depuis les années 1970-80¹⁶³.

¹⁶² Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 41.

¹⁶³ Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), p. 740.

Cette résonance symbolique avec le mouvement des Madres a permis à la Campagne nationale de bénéficier d'un fort capital de sympathie de la part de multiples organisations locales de défense des droits humains. Ainsi, tout comme il est commun d'apercevoir des foulards blancs portés par des Madres, mais aussi des activistes contre la violence faite aux femmes, des militantes pour les droits sexuels et reproductifs ou encore des défenseurs et défenseuses des droits des communautés LGBTQ dans les manifestations pour le droit à l'avortement, l'inverse est aussi vrai. Comme le souligne des activistes et membres de la Campagne nationale à ce sujet : « You see that when there are demonstrations in our country, even by sectors that are not committed with the Campaign, many use the green kerchief, which is perfectly recognized. [...] On March 24¹⁶⁴, for example, there have been compañeras¹⁶⁵ who have raised their green kerchiefs »¹⁶⁶. Cette dynamique de réciprocité entre les différents groupes démontre l'importance d'une culture politique et affective partagée dans l'alignement des cadres vers l'atteinte d'un objectif commun, soit ici la défense des droits humains. La création d'alliances locales permet alors à la Campagne nationale à la fois de s'inscrire dans un large registre de militantisme et de faire des demandes spécifiques à cet égard, en l'occurrence sur l'avortement.

Sur le plan international, le soutien des organisations internationales de défense des droits humains offre une grande visibilité à la cause de l'avortement en Argentine, un outil que le mouvement a largement mobilisé pour faire pression sur les différents gouvernements qui se sont succédé durant sa lutte. L'implication de ces organisations a été particulièrement importante pour démontrer les problèmes de mise en œuvre de la loi originelle sur l'avortement, notamment les cas où des femmes ont rencontré des obstacles dans leur accès à un avortement alors qu'elles y avaient pourtant droit en vertu des exceptions relatives à l'ancienne loi¹⁶⁷. La Cour interaméricaine des droits de l'homme a grandement contribué à

¹⁶⁴ Journée nationale de la mémoire pour la vérité et la justice en Argentine.

¹⁶⁵ Compagnes.

¹⁶⁶ Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 42.

¹⁶⁷ Jusqu'à la légalisation de l'avortement le 24 janvier 2021, l'article 86 du code pénal argentin permettait la pratique légale de l'avortement par un.e médecin sous deux conditions : (1) en cas de danger pour la vie ou la santé de la mère et si ce danger ne pouvait être évité autrement, et (2) en cas de viol commis contre une femme

cet égard, puisque « [t]he international stage can be the space of redress when there is not justice at the local level »¹⁶⁸. Ces cas de non-respect des clauses d'exception à l'avortement ont également fait l'objet de plusieurs rapports d'organisations de défense des droits humains influentes telles qu'Amnistie Internationale et Human Rights Watch¹⁶⁹. La renommée, l'expertise et l'accessibilité de ces organisations représentent incontestablement un atout majeur pour la Campagne nationale.

La cohérence avec le discours politique local des dernières décennies

Une opportunité politique ayant particulièrement favorisé l'intégration du droit à l'avortement dans le discours des droits humains en Argentine est l'époque du Kirchnerisme. D'abord avec le président Néstor Kirchner de 2003 à 2007, suivie de la présidence de son épouse Cristina Fernández de Kirchner de 2007 à 2015, cette période a été marquée par une forte intégration des droits humains à l'agenda politique du gouvernement. Cela s'est surtout traduit par la réouverture des procès pour les crimes contre l'humanité commis pendant la dictature militaire. Ce contexte a été indirectement bénéfique au mouvement du fait de son identification au mouvement de défense des droits humains né de l'époque de la démocratisation au pays, notamment les Madres de Plaza de Mayo¹⁷⁰. Cet extrait d'une déclaration de la Campagne nationale faite en 2010 illustre particulièrement bien comment l'organisation a utilisé le contexte politique favorable pour faire valoir sa cause :

Argentina is the first Latin American country that approved marriage equality, the one currently conducting trials and sending the dictatorship's military [members] to common jails, the one seeking the truth about sons and daughters of the *desaparecidos* and *desaparecidas* [disappeared men and women] who were illegally appropriated. It is time also to be willing to be among those who recognize the basic right of women to decide about their bodies, first territory for the exercise of sovereignty. It is time to be the country in which the president, governors and legislators, and democracy are willing for human rights to address the particular needs of *las humanas* [human women]¹⁷¹.

démente. Voir Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman, p. 49.

¹⁶⁸ Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 43.

¹⁶⁹ *Loc. cit.*

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 45.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 46.

Déconstruire l'argumentaire du mouvement anti-choix

Le cadrage de la lutte pour la légalisation de l'avortement en termes de droits humains comporte aussi d'importantes limites, notamment le fait que le mouvement antiavortement a également placé cette notion au centre de son répertoire discursif. La différence d'appropriation du discours par les deux mouvements repose ultimement sur le sujet faisant l'objet du discours, soit les femmes dans le cas des pro-choix et le fœtus ou l'embryon dans le cas des antiavortements. Qui plus est, il est intéressant de constater que dans l'utilisation même de ce discours des droits humains, la stratégie fondamentale du camp antiavortement demeure la même que celle du mouvement pour le droit à l'avortement, soit la référence aux séquelles historiques de la dictature militaire : « using Argentina's sordid history to cast abortion as a crime against humanity became a standard tactic of abortion opponents »¹⁷². Un exemple est l'association fréquente de l'avortement au crime de génocide, une manière de faire écho à la vague de disparitions forcées de l'époque dictatoriale. Devant cet obstacle relatif au cadrage, la Campagne nationale a toutefois transformé ce qui aurait pu être une limite en une opportunité pour disqualifier l'argumentaire des groupes antiavortement. Comme le démontrent Sutton et Borland en s'appuyant sur un communiqué de presse publié en 2012 par la Campagne nationale, le fait que ces groupes adoptent le discours des droits humains en s'appuyant sur l'époque dictatoriale a aussi pour effet de rappeler la complicité de l'Église catholique avec le gouvernement durant la dictature militaire : « Those groups, which once again subject society to their dogmas of scorn and disqualification towards women, are resorting today to human rights discourse, when it is well-known that they took part in all the civil-military dictatorships in our country »¹⁷³.

L'habileté avec laquelle la Campagne nationale a su démontrer l'incohérence entre le discours et les actions des groupes antiavortement démontre « en quoi l'usage stratégique d'un cadre peut s'éloigner de, voire mettre en cause l'idéologie d'un mouvement »¹⁷⁴. En ce

¹⁷² Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), p. 46.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 47.

¹⁷⁴ Contamin, J. (2010). 3. Cadres et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 72.

sens, le cas particulier de l'Argentine rappelle l'importance de prendre en compte les facteurs idéationnels dans l'analyse des cadres. Autrement dit, « [p]rendre au sérieux la distinction entre cadres d'interprétation et idéologies, le fait, par exemple, que des mouvements idéologiquement opposés comme les mouvements *pro-choice* et *pro-life* puissent recourir à un même cadre »¹⁷⁵.

2.3. Répertoire d'action

2.3.1 Perspectives théoriques

En continuité avec l'analyse du cadrage, le concept clé de répertoire d'action collective permet d'identifier les différentes stratégies d'action utilisées par le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, tout en démontrant l'influence du contexte sociohistorique sur ces choix de mode d'action. On doit ce concept devenu classique à l'historien Charles Tilly qui le définit comme « une série limitée de routines qui sont apprises, partagées et exécutées à travers un processus de choix relativement délibéré »¹⁷⁶. S'inspirant de Tilly, Cécile Péchu rappelle l'importance de considérer également la notion de ressources dans le choix des modes d'action, et donne ainsi la définition suivante d'un répertoire d'action : le « stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu »¹⁷⁷. Le « stock » de moyens d'action disponible serait ainsi contraint par le contexte sociohistorique dans lequel un mouvement social opère. Selon Tilly, les facteurs décisifs à prendre en compte dans la construction d'un répertoire d'action sont : les schémas de répression qui prévalent, la conception du droit et de la justice, les routines quotidiennes d'action, l'organisation interne du mouvement et l'expérience de l'action collective accumulée¹⁷⁸. Sidney Tarrow a également contribué à l'étude des répertoires d'action en ajoutant la notion de cycles de mobilisation comme facteur explicatif de l'évolution des

¹⁷⁵ Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte, p. 70.

¹⁷⁶ Péchu, C. (2020). Répertoire d'action, dans Fillieule, O. et al., éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée*, Paris: Presses de Sciences Po, p. 495.

¹⁷⁷ *Loc. cit.*

¹⁷⁸ *Loc. cit.*

répertoires¹⁷⁹. Loin d'être fixés dans le temps ou dans l'espace, les répertoires d'action changent et s'adaptent en fonction des différents cycles de mobilisation traversés par les mouvements sociaux.

2.3.2 Les trois grandes stratégies du mouvement

Depuis le début des années 2000, le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine a divisé ses efforts en trois principaux axes stratégiques : (1) la Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sécuritaire et gratuit, (2) la santé publique et les droits humains et (3) l'action directe et la prestation de soins¹⁸⁰. Afin de cerner les implications de ces trois volets, Alba Ruibal et Cora Fernandez Anderson s'inspirent du cadre théorique élaboré par David Meyer et Suzanne Staggenborg en 2012 pour identifier six éléments distinctifs majeurs de ces stratégies : organisation principale, demandes, tactiques, arènes, étendue territoriale et temporalité¹⁸¹.

La Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sécuritaire et gratuit

La Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sécuritaire et gratuit est incontestablement la plus importante organisation représentative du large mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. Bien que cette coalition ait été officiellement fondée en 2005, elle tire ses racines du mouvement des femmes issu de la plus importante rencontre annuelle féministe en Argentine depuis 1986, soit la Rencontre nationale des femmes¹⁸². La Campagne nationale se présente sous le slogan : « Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour éviter l'avortement, avortement pour ne pas mourir »¹⁸³. En plus de communiquer clairement la nature et l'étendue des demandes, ce slogan trouve sa force dans

¹⁷⁹ Péchu, C. (2020). Répertoire d'action, dans Fillieule, O. et al., éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée*, Paris: Presses de Sciences Po, p. 497.

¹⁸⁰ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in Argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 701.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 700.

¹⁸² [Encuentro nacional de mujeres]. Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal Seguro y Gratuito, *Quiénes somos*, en ligne, 2021.

¹⁸³ *Loc. cit.* [Traduction libre].

sa capacité à unifier un regroupement de plus de trois cents organisations partageant toutes un objectif commun, certes, mais se définissant aussi par des missions spécifiques et distinctes.

Jusqu'au succès du mouvement en 2020, la demande de la Campagne nationale a été la réforme juridique, soit l'avortement légal, sécuritaire et gratuit à la demande des femmes pendant les quatorze premières semaines¹⁸⁴. Sa tactique principale s'est déployée par des voies légales et institutionnelles, avec la rédaction d'un projet de loi présenté plus de sept fois au Congrès national depuis 2006. Mais la Campagne nationale se mobilise aussi politiquement à travers des voies non institutionnelles, par exemple dans l'organisation de la plupart des manifestations du mouvement¹⁸⁵. Son arène principale est le Congrès, son étendue est nationale et sa stratégie se déploie sur le long terme. L'existence de la Campagne nationale a été assurément la plus grande contribution à la légalisation de l'avortement en Argentine. Elle s'est avérée être le porte-étendard de la cause, le pilier de la lutte, la voix principale par laquelle l'ensemble des organisations défendant la cause du droit à l'avortement a pu se faire entendre : « The presence of the Campaign has changed the context of the abortion rights struggle in Argentina[.] It has placed the abortion issue on the public agenda, in a way that has made it unavoidable by politicians and public officials »¹⁸⁶.

Santé publique et droits humains

En continuité avec les efforts de la Campagne nationale, Ruibal et Anderson définissent la stratégie de la santé publique et des droits humains comme « diverse efforts by feminist lawyers and public health professionals, who intend to increase access to abortion within the current legal system and fight its conservative and restrictive interpretations »¹⁸⁷. Jusqu'à la légalisation de l'avortement le 24 janvier 2021, le but de cette stratégie était d'assurer la mise en œuvre effective de l'ancienne loi en vigueur, notamment l'accès aux avortements légaux en vertu des exceptions permises par cette loi. Cela s'est traduit par des voies institutionnelles,

¹⁸⁴ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 702.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 699.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 703.

¹⁸⁷ *Loc. cit.*

notamment par l'élaboration d'un protocole de mise en œuvre afin de guider le personnel de la santé dans la délivrance d'avortements légaux. Ce travail, élaboré par le Centre d'études sur l'État et la société, des avocates féministes et du personnel de la santé, revêt d'une importance majeure puisqu'il a été réalisé en concertation avec les instances gouvernementales de santé publique. Il s'agit de la stratégie s'étant le plus rapprochée de la bureaucratie étatique, ce qui a été propice à l'inscription de la question de l'avortement à l'agenda public des gouvernements et, ultimement, à l'adoption du protocole de mise en œuvre par les ministères de la Santé des provinces en 2007¹⁸⁸. Les arènes concernées sont donc les différents paliers gouvernementaux, les hôpitaux et les cours de justice¹⁸⁹. Les acteurs et actrices de cette stratégie ont aussi mis sur pied un programme d'ateliers de formations sur les droits sexuels et reproductifs destinés au personnel judiciaire. Cette stratégie, qui s'inscrit dans le moyen terme, se veut moins radicale que celle de la Campagne nationale en ce qu'elle s'est déployé à l'intérieur même du système judiciaire existant plutôt que de s'y opposer. L'objectif de légalisation de l'avortement demeure néanmoins le même. La contribution de cette stratégie repose sur la capacité qu'elle a eue à paver la voie pour l'activisme juridique et les réformes légales qui ont suivi.

Action directe et prestation de soins

Bien que les stratégies de la Campagne nationale et de la santé publique et des droits humains aient fortement contribué à la légalisation de l'avortement en Argentine, ces efforts se sont inscrits dans un long processus s'étalant sur plus de quinze ans de lutte. Devant les besoins criants en matière d'avortement qui n'ont guère cessé d'exister durant cette période, un réseau d'accompagnement et de prestation de soins a été créé en 2009 par des féministes et du personnel de la santé. La mission de ce réseau a été, et continue d'être, de rendre l'avortement accessible et sécuritaire pour quiconque désirant avorter, en dépit du cadre

¹⁸⁸ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 699.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 703.

législatif existant¹⁹⁰. Cette stratégie s'est divisée en deux axes d'intervention principaux, soit l'action directe par l'accompagnement et la prestation de soins.

Action directe

La tactique de l'action directe est de nature non institutionnelle et vise à rendre accessible l'information nécessaire pour les personnes souhaitant procéder à un avortement autoprovocué avec médication¹⁹¹. Les moyens d'action privilégiés pour répandre cette information sont les lignes téléphoniques d'urgence, les sites internet et l'assistance par des personnes qualifiées tout au long du processus. On doit cette initiative à l'organisation *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto*¹⁹² qui, en 2009, a lancé la toute première ligne téléphonique au pays. Entre 2009 et 2012 seulement, l'organisation a traité plus de 10 000 appels¹⁹³. En continuité avec cette tactique, la création du réseau *Socorristas en Red*¹⁹⁴ en 2013 constitue un apport majeur à la cause de l'avortement. En reprenant le concept des lignes téléphoniques d'urgence, les *Socorristas* y ont ajouté un nouveau moyen d'action, soit l'accompagnement durant tout le processus d'avortement, allant de la prise de décision à la période post-avortement¹⁹⁵. En date de 2018, les *Socorristas* avaient accompagné 12 590 femmes dans plus de quarante villes à travers le pays¹⁹⁶.

Prestation de soins

Le deuxième axe d'intervention concerne l'offre d'avortements chirurgicaux gratuits à travers une large interprétation de la clause d'exception relative à la santé mentale prévue par l'ancienne loi. Les acteurs et actrices de cette forme d'activisme sont des médecins, des

¹⁹⁰ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 702.

¹⁹¹ Originellement conçu pour traiter les ulcères d'estomac, le Misoprostol a aussi pour effet de provoquer des contractions utérines. Il est fréquemment utilisé par les femmes pour provoquer des avortements jusqu'à la douzième semaine de gestation dans les pays où l'avortement est illégal. Le Mifepristone est aussi utilisé à cette fin. Ces médicaments sont approuvés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). *Socorristas en Red* (2021, 4 mars). *Cómo hacerse un aborto con misoprostol*.

¹⁹² [Lesbiennes et féministes pour le droit à l'avortement].

¹⁹³ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C., *op. cit.*, p. 705.

¹⁹⁴ [Sauveteuses en réseau].

¹⁹⁵ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C., *op. cit.*, p. 705.

¹⁹⁶ *Socorristas en Red, Declaración de la 7ma. Plenaria Nacional de Socorristas en Red -feministas que abortamos- en Argentina*, en ligne, 2018.

infirmiers ères et des psychologues regroupé e s sous l'organisation *Profesionales de la Salud por el Derecho a Decidir*¹⁹⁷. Jusqu'au récent changement dans la loi, leur tactique a été de nature institutionnelle puisqu'elle s'est déployée à l'intérieur même du cadre juridique alors en place. En partant de la clause d'exception relative à la santé mentale¹⁹⁸, cette organisation a utilisé le guide national du ministère de la Santé en matière d'avortement légal de manière stratégique afin de catégoriser toutes les grossesses non désirées comme représentant une menace pour la santé psychologique des femmes¹⁹⁹. Malgré qu'elle se déploie par des voies institutionnelles, cette tactique se veut fondamentalement radicale, car elle défie directement les paramètres de la loi en élargissant son interprétation, et ce, par les acteurs et actrices œuvrant au sein même du système :

Even though some of these health professionals carry out these actions as part of their work at public health institutions, and are thus part of the state, through their actions they are actually challenging the official interpretation of the current legal framework. While these professionals are implementing the Protocol drafted by the Health Ministry, and in doing so, they are following government policy, they are pushing the protocol to its broadest interpretation of the health clause²⁰⁰.

L'analyse de cette troisième stratégie basée sur l'action directe et la prestation de soins permet de rendre compte du cadrage privilégié par le mouvement pour la légalisation de l'avortement en Argentine, soit celui des droits humains. Alors que les *Socorristas en Red* s'appuient sur le droit à l'information pour justifier leurs interventions²⁰¹, le personnel de la santé aligne ses modes d'action avec les traités internationaux en matière de santé et de droits des femmes ratifiés par l'Argentine qui, rappelons-le, ont hiérarchie constitutionnelle au

¹⁹⁷ [Professionnel le s de la santé pour le droit de décider].

¹⁹⁸ Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman, p. 49: « Abortion practiced by a licensed physician with the consent of the pregnant woman is not punishable [...] if it has been carried out to prevent a danger to the life or health of the mother [...] ».

¹⁹⁹ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 706.

²⁰⁰ *Loc. cit.*

²⁰¹ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, 16 décembre 1966. Article 19, alinéa 2 : « Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix ».

pays²⁰². Ce qui distingue cette stratégie des deux premières est le contexte d'urgence dans lequel elle se déploie. S'il est vrai que ce mode d'action s'opère avant tout dans le court terme, les activistes concernés perçoivent tout autant leur stratégie comme s'inscrivant dans le long terme puisqu'elle vise ultimement à changer l'opinion publique sur l'avortement : « They share the understanding that their direct-action not only solves the issue of lack of safe abortion right now, but also has a wider target: society as a whole. In this sense, they do align with the definition of social movements, which attempt to change if not state policy, society's values »²⁰³. Ainsi, la plus grande contribution de cette stratégie au succès du mouvement repose sur sa capacité à avoir dé-stigmatisé et normalisé la pratique de l'avortement et, ce faisant, à changer les mentalités à cet égard. Comme l'indiquent Ruibal et Anderson, « this strand of activism has produced a profound impact in terms of the legitimization of the practice, which has contributed to create conditions for legal change »²⁰⁴.

Une politique pré-figurative

De par sa transparence volontaire, la stratégie d'action directe et de prestation de soins constitue un bon exemple de politique pré-figurative²⁰⁵. Ce mode d'action propre aux NMS consiste à provoquer des changements non pas par la revendication, mais plutôt en donnant l'exemple, soit en intégrant directement dans nos actions les pratiques que l'on souhaite voir dans la société²⁰⁶. En l'espèce, les organisations *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto* et *Profesionales de la Salud por el Derecho a Decidir*, qui s'inscrivent dans la stratégie de l'action directe et de la prestation de soins, privilégient le changement par la *praxis*, c'est-à-dire le changement du sujet par la pratique sociale²⁰⁷. Paulo Freire associe ce concept à un travail de réflexion qui conduit à la pratique : « quand les opprimés découvrent clairement ce qu'est l'opprimeur et qu'ils s'engagent dans la lutte organisée pour se libérer, ils commencent à croire en eux-

²⁰² Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 705.

²⁰³ *Ibid.*, p. 706.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 708.

²⁰⁵ Breines, W. (1980). Community and organization: the new left and michels' "iron law". *Social Problems*, 27(4), p. 421.

²⁰⁶ Pierru, E. (2010). 1. Organisations et ressources, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 19-38. Paris: La Découverte, p. 28.

²⁰⁷ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. *op. cit.*, p. 707.

mêmes, dépassant ainsi leur “connivence” avec le régime oppresseur »²⁰⁸. Ainsi, c’est par la pratique de l’avortement, que ce soit par les femmes elles-mêmes à l’aide des *Socorristas en Red* ou par le biais des *Profesionales de la Salud por el Derecho a Decidir*, que ces dernières prennent conscience de l’oppression dont elles sont les sujets, processus à travers lequel elles se politisent et s’émancipent. Pour Freire, l’action et la réflexion sont inséparables dans ce processus d’émancipation : « lorsque l’action est engagée, elle deviendra une authentique praxis si le savoir qu’elle apporte fait l’objet d’une réflexion critique »²⁰⁹. Pour les activistes de *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto*, c’est l’expérience en soit de prise en charge de l’avortement par les femmes elles-mêmes qui a rendu l’avortement légal, et non le Congrès ou les cours de justice²¹⁰. Cela rejoint une fois de plus la pensée de Freire : « Nous devons être persuadés que la conviction des opprimés qui doivent lutter pour leur libération ne peut pas être une donation que leur feraient les leaders révolutionnaires, mais doit être le résultat de leur prise de conscience »²¹¹. Cette forte prise de position par *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto* ouvre la porte aux tensions présentes au sein du mouvement pour le droit à l’avortement.

2.3.3 De tensions à opportunités

Bien que les organisations propres aux trois stratégies principales du mouvement visaient toutes le même objectif de légalisation de l’avortement, le chemin pour y parvenir n’a pas toujours fait consensus. Tout en faisant partie de la Campagne nationale pour le droit à l’avortement, les activistes des *Socorristas en Red* ont jugé que cet engagement institutionnel n’était pas suffisant. En parallèle, elles ont senti le besoin de créer leur propre réseau d’accompagnement, car, selon ces activistes, « by providing women with the information and accompaniment to produce their own abortions they are challenging the current legal framework in order to advance legal reform »²¹². Cela dit, c’est toutefois l’approche des *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto* qui est la plus radicale. Non seulement cette

²⁰⁸ Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés : suivi de Conscientisation et révolution* (Ser. Petite collection maspero, 130). Francois Maspero, p. 44.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 45.

²¹⁰ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 707.

²¹¹ Freire, P., *op. cit.*, p. 46.

²¹² Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. *op. cit.*, p. 707.

organisation n'a jamais fait partie de la Campagne nationale, elle s'est toujours méfiée de la réforme légale proposée par cette dernière puisque, en limitant la pratique de l'avortement au corps médical, le projet de loi aurait pour effet de perpétuer le patriarcat déjà imprégné dans le fonctionnement du système de santé public argentin. Comme le remarquent Ruibal et Anderson, « this is one of the main issues of contention between some actors within this line of activism and the Campaign: "If labor is not regulated and I can deliver a baby at home, the same should apply for abortion...The medical system is at the center of violence against women, so why should we place abortion there?" »²¹³.

Tout en reconnaissant les limites qu'ont pu représenter ces divergences au sein du mouvement, les tensions qui en ont découlé ont également installé une dynamique de complémentarité qui a été bénéfique à l'avancement de la cause. Par l'élaboration d'un protocole de mise en œuvre plus tard adopté par les ministères de la Santé des provinces, la deuxième stratégie de santé publique et des droits humains a fourni la documentation et les arguments nécessaires pour justifier les actions de la troisième stratégie, celle de l'action directe et la prestation de soins. Cette collaboration entre ces deux stratégies a contribué à établir un terrain d'expertise en matière d'avortement et, ce faisant, à créer un précédent pour une éventuelle réforme légale²¹⁴. En ce sens, le scepticisme de la troisième stratégie à l'égard des voies d'activisme plus traditionnelles, telle que la Campagne nationale, a permis de maintenir la vitalité du mouvement en y apportant de nouvelles perspectives de lutte par une approche novatrice. Or, les événements de 2018 démontrent en quoi la première stratégie relative à la Campagne nationale est elle aussi complémentaire aux deux autres. Lorsque le débat a été alors rouvert au Congrès, les actrices et acteurs de l'ensemble des différentes stratégies se sont rassemblés sous le couvert de la Campagne nationale afin de concentrer leur énergie sur une seule voix et maximiser leurs chances de réussite²¹⁵. Les tensions entre les différentes organisations qui composent le mouvement constituent donc une

²¹³ Sabrin Cartabia du *Latin American Team of Justice and Gender* (interviewée par l'auteur, 2016), dans Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in Argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 707.

²¹⁴ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in Argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 709.

²¹⁵ *Loc. cit.*

force en ce qu'elles ont installé une dynamique positive et collaborative qui leur a été bénéfique dans la conduite de leur lutte : « while the three [strategies] differ in all the analysed dimensions, their interaction throughout the years ended up creating a positive synergy that reinforced each of these [strategies] »²¹⁶.

L'analyse des tensions au sein du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, la diversité des idées qui y circulent et la variété d'organisations qui le composent permettent de qualifier ce mouvement comme s'inscrivant dans les NMS. Il s'agit en effet d'un mouvement « composé d'unités diversifiées et autonomes », qui maintient un « réseau de communication et d'échange » avec des « cellules en contact entre elles » et « favorisant une certaine homogénéité de l'ensemble »²¹⁷. Ces cellules sont en l'occurrence les organisations qui se présentent comme des entités autonomes face au plus large mouvement pour le droit à l'avortement, tout en maintenant des liens étroits avec ce dernier. Cette étude des organisations selon Melucci suggère toutefois que lorsque des enjeux propres à un mouvement social gagnent en importance et qu'une opportunité se présente, en l'occurrence la réouverture du débat au Congrès argentin en 2018, l'horizontalité et la fluidité du mouvement ne constituent plus une structure suffisamment efficace pour communiquer les revendications. Melucci défend alors le « besoin d'une médiation extérieure » au mouvement, soit la nécessité d'user de canaux traditionnels pour porter efficacement ses revendications, tels que des partis politiques et des syndicats : « Seule la présence de canaux de représentation et d'acteurs institutionnels en mesure de traduire en "politiques" les demandes collectives garantit que celles-ci ne s'épuisent pas dans l'atomisation du "particulier" ou dans le désespoir du geste exemplaire »²¹⁸. Cette proposition de Melucci est toutefois controversée et avec raison, puisque le cas de l'Argentine permet de démontrer tout le contraire. En l'espèce, c'est la Campagne nationale qui a été le canal derrière lequel s'est rallié l'ensemble des organisations propres au mouvement lorsqu'une opportunité politique

²¹⁶ Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), p. 709.

²¹⁷ Fillieule, O., & Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris Harmattan, 3e partie, p. 142.

²¹⁸ *Loc. cit.*

s'est présentée, et la légalisation de l'avortement qui s'en est suivi témoigne de l'efficacité de ce canal. En effet, bien qu'elle soit clairement perçue par les militantes comme étant la forme d'activisme la plus traditionnelle, il n'en demeure pas moins que la Campagne nationale est une composante à part entière du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine et non une entité institutionnelle extérieure à celui-ci.

2.3.4 Une communauté de mouvement social

Une des grandes contributions de l'approche féministe à la sociologie des mouvements sociaux a été d'élargir le concept classique d'organisation à la lumière des NMS pour le redéfinir comme une « communauté de mouvement social ». Verta Taylor et Nancy Whittier définissent ce concept comme « un réseau d'individus et de groupes reliés entre eux de façon souple par une base institutionnelle, des objectifs et des actions multiples, et une identité collective qui affirme les intérêts communs des membres en opposition aux groupes dominants »²¹⁹. Le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine répond effectivement à cette définition. Il s'agit d'un large réseau d'activistes provenant d'une variété d'organisations, telles que les *Lesbianas y Feministas por el Derecho al Aborto*, les *Socorristas en Red* et les *Profesionales de la Salud por el Derecho a Decidir*, qui ont toutes leurs propres missions et logiques d'action respectives. La base institutionnelle qui les relie et qui leur permet de bâtir une identité collective est la Campagne nationale, principal canal par lequel sont formulées les demandes. Ainsi, tout comme le concept de communauté de mouvement social, la composition fluide et flexible du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine invite à « penser le mouvement social au-delà du militantisme entendu dans son sens restreint, en tant que participation active à un collectif politique »²²⁰. Dans l'approche de communauté de mouvement social, les activistes des organisations qui forment un mouvement social ne visent pas nécessairement la réforme légale, mais envisagent aussi des « formes organisationnelles alternatives »²²¹. Cela fait particulièrement écho à la création des *Socorristas en Red* mentionnée

²¹⁹ Bereni, L., & Revillard, A. (2012). Un mouvement social paradigmatique ? : ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociétés Contemporaines*, 85(1), p. 28.

²²⁰ *Loc. cit.*

²²¹ *Ibid.*, p. 27.

précédemment, une organisation alternative mise sur pied par des activistes originellement issues de la Campagne nationale dans le but d'offrir des services d'accompagnement pour des femmes désirant avorter. Il s'agit là d'une démonstration empirique qui met en évidence la centralité des notions de sororité et d'horizontalité dans l'élaboration des logiques d'action propres aux communautés de mouvement social. À titre d'exemple, Laure Bereni et Anne Revillard mentionnent les centres de santé pour femmes et la fourniture de services aux femmes tels que l'information juridique et l'information en matière de contraception, d'avortement et de santé, ce qui rejoint effectivement l'essence même de l'organisation *Socorristas en Red*²²².

Conclusion

Ce chapitre s'est concentré sur les facteurs structurels, organisationnels et stratégiques ayant contribué à la réussite du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. L'approche théorique de la sociologie des mouvements sociaux a permis d'identifier trois des composantes clés de cette réussite, soit la structure organisationnelle du mouvement, le cadrage de la lutte et le répertoire d'action. Dans un premier temps, il a été possible de démontrer en quoi la structure organisationnelle du mouvement correspond à celle de l'approche des NMS. En effet, la quête du mouvement s'associe davantage à des enjeux identitaires et culturels qu'à des enjeux économiques comme dans les formes de militantisme traditionnelles, ce qui a eu pour effet de renforcer le sentiment d'appartenance des activistes et la cohésion au sein du mouvement. Ensuite, l'analyse du cadrage sous une perspective critique des approches classiques structuralistes de la sociologie des mouvements sociaux a illustré toute l'importance de prendre en compte les dimensions culturelles, historiques, émotionnelles ainsi que l'expérience vécue pour expliquer le choix de cadrage par les activistes de cette lutte. L'utilisation de cette approche a effectivement démontré que c'est expressément parce qu'il fait écho à l'histoire du pays que le cadre privilégié par la Campagne nationale est celui des droits humains. Ce choix stratégique a assuré au mouvement un fort soutien d'organisations

²²² Bereni, L., & Revillard, A. (2012). Un mouvement social paradigmatique ? : ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociétés Contemporaines*, 85(1), p. 28.

nationales et internationales de droits humains, ce qui lui confère une crédibilité au sein du peuple argentin considérant que cette cause est particulièrement importante au pays. Finalement, l'analyse du répertoire d'action a fait ressortir les trois grandes stratégies du mouvement, soit (1) la Campagne nationale, (2) la santé publique et les droits humains et (3) l'action directe et la prestation de soins. Il a été montré que les tensions qui traversent les organisations propres à ces stratégies, bien que représentant un risque à la cohésion du mouvement, ont finalement contribué à maintenir la vitalité du mouvement par des idées novatrices. Ainsi, la compréhension du mouvement comme une communauté de mouvement social illustre en quoi cette dynamique de complémentarité a été bénéfique aux militantes du droit à l'avortement en Argentine dans la conduite de leur lutte.

Chapitre 3

Perspective juridique

Ce chapitre offre un portrait juridique de la question de l'avortement en contexte argentin. D'abord, la présentation de quatre des plus importantes décisions judiciaires en faveur d'avortements légaux en Argentine montrera en quoi ces jugements ont contribué à l'évolution du droit en matière d'avortement dans ce pays, avant qu'il soit légalisé. La variété dans la nature des institutions juridiques qui ont rendu ces décisions témoignera également des différents degrés d'impact qu'elles ont eu sur le plan provincial, national et international. En plus de rendre compte de la complexité juridique entourant la question de l'avortement, ces quatre cas permettront de mettre en lumière l'injustice et la discrimination que perpétue la pénalisation de cette pratique en Argentine. La présentation des dispositions clés de la nouvelle loi sur l'avortement montrera ensuite en quoi les avancées juridiques qui sont ressorties de ces quatre jugements ont contribué à son élaboration. Il sera finalement question des défis de mise en œuvre que représente l'entrée en vigueur de la loi et de l'importance du rôle de veille des organisations de défense des droits humains en ce sens.

3.1. Les jugements en faveur d'avortements légaux en Argentine

Cette partie traite des quatre plus importantes décisions judiciaires relatives aux avortements qui étaient exceptionnellement autorisés en Argentine avant l'adoption de la loi légalisant l'avortement le 30 décembre 2020. Dans les sections qui suivent, il sera particulièrement question des problématiques entourant l'article 86.2 du Code pénal argentin qui établissait auparavant les exceptions conditionnelles aux avortements légaux.

3.1.1 Négligence du corps médical : Le cas d'Ana María Acevedo (2007)

L'histoire d'Ana María Acevedo a été l'une des plus médiatisées dans la lutte pour l'avortement en Argentine. Ce cas a été utilisé par la Campagne nationale avant que l'avortement soit légalisé, afin de rendre compte de la négligence du personnel de la santé publique envers les femmes des secteurs économiques les plus pauvres lorsqu'elles sollicitaient un avortement légal en vertu des exceptions prévues par l'article 86 du Code pénal²²³.

Retour sur les faits

Ana María habitait la municipalité de Vera, située à 300 kilomètres au nord de la capitale de Santa Fe. Issue d'un milieu très pauvre et sans scolarité, la jeune femme de 20 ans avait demandé une ligature des trompes après la naissance de ses enfants, chose que les médecins ne lui ont jamais pratiquée²²⁴. En mai 2006, elle s'est présentée à l'hôpital public de Vera pour des douleurs intenses au maxillaire supérieur droit et un odontologue lui a extrait une molaire. Les douleurs ont cependant persisté et, vu le refus du médecin de la transférer dans un établissement spécialisé après plus de cinq mois, les parents d'Ana María ont eux-mêmes décidé de l'amener à un hôpital public de Santa Fe, où les médecins ont découvert une tumeur cancéreuse au visage qu'ils ont extraite en octobre 2006²²⁵. Ana María a ensuite été transférée dans un autre hôpital public, celui d'Iturraspe, pour débiter des traitements contre ce qui s'est avéré être un cancer de la mâchoire. Les analyses cliniques de cet hôpital ont cependant révélé qu'Ana María était enceinte de quatre à cinq semaines. Sans l'informer et en omettant de lui suggérer un avortement pour permettre de traiter son cancer, tel que prévu par la loi, les médecins l'ont plutôt renvoyée chez elle sans traitement ni médication en lui demandant de revenir pour une consultation cinq mois plus tard²²⁶. Ana María est toutefois retournée à l'hôpital plus tôt que prévu en raison de l'aggravement des douleurs et de la

²²³ Rappelons qu'avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'avortement le 14 janvier 2021, les exceptions permettant un avortement légal étaient 1) en cas de risque pour la vie ou la santé de la femme et 2) en cas de viol ou d'attentat à la pudeur sur une femme démente.

²²⁴ Puyol, L. et Condrac, P. (2007). *Le décès d'Ana María Acevedo : fer-de-lance du Mouvement de Femmes*. Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, p. 8.

²²⁵ *Ibid.*, p. 9.

²²⁶ *Loc cit.*

déformation de son visage. Une inter-consultation a alors été réalisée avec l'Oncologie et la Gynécologie en février 2007, mais aucun de ces départements n'ont entrepris de traitement : ni la chimiothérapie et la radiothérapie pour traiter son cancer, ni l'avortement thérapeutique autorisé dans un tel cas n'ont été réalisés²²⁷. Les médecins ont refusé de pratiquer l'avortement pourtant sollicité par Ana María et ses parents sous prétexte que « c'est interdit et nous allons tous finir en prison »²²⁸. Les extraits suivants tirés du rapport du Comité de bioéthique de l'hôpital montrent la position de l'établissement sur le cas d'Ana María :

Le traitement indiqué pour la pathologie que souffre la patiente est contre-indiqué en cas de grossesse, par conséquent les médecins traitants décident de laisser en suspens l'indication de traitement. [...] À ce stade de la maladie on peut encore faire de la chimiothérapie et de la radiothérapie pour améliorer sa qualité de vie; une autre chirurgie reste exclue. Mais avec la grossesse en cours, les deux possibilités thérapeutiques sont écartées. [...] A-t-on pensé, à un moment, à un avortement thérapeutique? Par convictions, pour des questions religieuses et culturelles, dans cet hôpital (et à Santa Fe) non. [...] La famille, les parents expriment que rien n'est fait pour [guérir] leur fille. Et en réalité, il est ainsi, la douleur est traitée mais pas la maladie²²⁹.

Dans son rapport sur le cas d'Ana María Acevedo, l'organisation féministe *Multisectorial de Mujeres* de Santa Fe, membre de la Campagne nationale, déplore qu'en étant forcée de poursuivre sa grossesse malgré sa maladie, Ana María a été soumise à des traitements cruels, inhumains et dégradants en raison du manque de prise en charge du corps médical, ce qui a causé des douleurs insupportables et une déformation du visage²³⁰. C'est seulement le 26 avril 2007, alors qu'elle était enceinte d'au moins cinq mois et parce qu'elle se trouvait en état pré-mortem, que les médecins ont pratiqué une césarienne. Le bébé est né et a survécu moins de 24 heures. Ana María Acevedo est morte peu après, le 17 mai 2007, après six mois de torture et de négligence du système de santé public pourtant chargé de veiller sur elle²³¹.

²²⁷ Puyol, L. et Condrac, P. (2007). *Le décès d'Ana Maria Acevedo : fer-de-lance du Mouvement de Femmes*. Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, p. 9.

²²⁸ *Loc cit.*

²²⁹ *Loc cit.*

²³⁰ *Ibid.*, p. 10.

²³¹ Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito. (2008, 11 mai). *Por la vida de las mujeres, exigimos la aplicación de las leyes vigentes*. En ligne.

L'impact du cas d'Ana María Acevedo dans la lutte pour le droit à l'avortement

Comme le mentionne Mariana Carbajal, l'histoire d'Ana María Acevedo est devenue emblématique de la lutte pour le droit à l'avortement en Argentine²³². Peu après ces événements, le *Multisectorial de Mujeres* de Santa Fe a intenté une poursuite pénale devant la Cour provinciale de Santa Fe contre les six médecins du système de santé public impliqués dans cette affaire. Il s'agit de la première fois au pays que des médecins ont été reconnus coupables par une cour de justice de « lésions volontaires et inaccomplissement des devoirs de fonctionnaires publics » pour ne pas avoir pratiqué un avortement légal²³³. Cette décision a été significative dans la lutte pour le droit à l'avortement, car, sur le plan juridique, elle a créé un précédent qui établit clairement que le refus d'un médecin de pratiquer un avortement légal en vertu de l'article 86.2 du Code pénal argentin constitue un crime²³⁴. Cette décision a aussi rendu compte des problèmes de mise en œuvre de la loi alors en place. Même si l'avortement était légal en cas de viol ou de risque pour la vie ou la santé de la femme, plusieurs médecins refusaient quand même de fournir ce soin de santé dans de tels cas par peur d'être condamné·e·s. Cela peut s'expliquer notamment par le fait que les dispositions du Code pénal pour un avortement pratiqué en dehors de ces exceptions prévoyaient de lourdes peines. L'article 85 stipulait que quiconque pratiquant un avortement avec l'accord de la femme s'exposait à une peine allant d'un à quatre ans de prison et un maximum de six ans si l'acte causait la mort de la femme. Sans l'accord de la femme, la peine allait de trois à dix ans de prison et un maximum de quinze ans en cas de décès²³⁵. De plus, le Code pénal spécifiait que ces condamnations étaient accompagnées d'une disqualification professionnelle de deux fois la durée de la peine si l'avortement était pratiqué par du personnel de la santé²³⁶. Même si un avortement était sollicité pour cause de viol ou de risque

²³² Carbajal, M. (2010). *El Aborto en Debate. Aportes para una discusión pendiente*. Católicas por el Derecho a Decidir Argentina & Asociación por los Derechos Civiles, p. 62.

²³³ Puyol, L. et Condrac, P. (2007). *Le décès d'Ana María Acevedo : fer-de-lance du Mouvement de Femmes*. Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, p. 9.

²³⁴ Carbajal, M. (2010). *op. cit.*, p. 62.

²³⁵ Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman, p. 48.

²³⁶ *Ibid.*, p. 49.

pour la santé ou la vie d'une femme, beaucoup de médecins refusaient tout de même de le pratiquer par peur de s'exposer à de telles peines.

Mis à part cet aspect légal, le cas d'Ana María Acevedo démontre surtout l'énorme influence du fondamentalisme religieux sur le système de santé public, tout comme sur plusieurs autres sphères de la société argentine. En plus de posséder leurs propres universités privées, des personnalités chrétiennes importantes sont membres de chaires stratégiques au sein d'universités publiques dans des facultés de médecine et de sciences sociales²³⁷. Le corps médical des hôpitaux publics n'échappe pas à cette influence. L'Église catholique exerce une pression constante sur le personnel de la santé publique en cultivant la stigmatisation et les préjugés à l'égard des femmes qui ont recours à l'avortement, quelle que soit la raison évoquée. L'organisation Human Rights Watch en faisait d'ailleurs état dans son rapport de 2020 sur l'avortement en Argentine : « In many communities, abortion remains taboo, a shameful practice to be kept secret, regardless of circumstances. Abortion stigma in Argentina is fueled, in part, by strong opposition to safe abortion care by the Catholic church hierarchy and other socially conservative and religious groups »²³⁸. Le cas d'Ana María Acevedo est particulièrement révélateur de l'hypocrisie qui en résulte chez le corps médical et de la discrimination que cela fait subir aux femmes qui n'ont pas les moyens d'avorter dans une clinique privée. Comme le souligne *Multisectorial de Mujeres* de Santa Fe, « l'influence des secteurs fondamentalistes liés à l'Église catholique dans les services d'éducation et de santé publique de [l'Argentine], affecte les droits des femmes, surtout des plus pauvres »²³⁹. De manière plus générale, le cas d'Ana María Acevedo a permis de sensibiliser la population sur l'injustice de la loi alors en place, en démontrant à travers ce premier cas-témoin l'incapacité de l'État à protéger les femmes²⁴⁰. En réaction à cette histoire, la Campagne nationale écrivait en 2008 que « l'histoire [...] d'Ana María Acevedo [...] met en évidence la réalité subie par des centaines de femmes victimes de discrimination dans le système de santé public, soumises

²³⁷ Puyol, L. et Condrac, P. (2007). *Le décès d'Ana Maria Acevedo : fer-de-lance du Mouvement de Femmes*. Multisectorial de Mujeres de Santa Fe, p. 4.

²³⁸ Human Rights Watch. (2020). *A Case for Legal Abortion: The Human Cost of Barriers to Sexual and Reproductive Rights in Argentina*, p. 22.

²³⁹ Puyol, L. et Condrac, P. *op. cit.*, p. 7.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 11.

à un traitement déshumanisé, à qui la société et le système judiciaire refusent le droit d'accéder à un avortement légal, sûr et gratuit »²⁴¹.

3.1.2 Des barrières inutiles à l'avortement légal : Le cas F.A.L (2012)

Le cas F.A.L.²⁴² est devenu célèbre pour sa contribution au renforcement et à la mise en œuvre effective de la loi sur les avortements légaux en Argentine. Cette décision est surtout reconnue pour avoir identifié les obstacles illégalement imposés par le personnel de la santé aux femmes qui réclamaient un avortement légal pour cause de viol, en vertu de l'article 86.2 du Code pénal. En plus de clarifier l'interprétation de cette disposition, la Cour suprême d'Argentine a rappelé la responsabilité qui incombe à l'État de garantir aux femmes le respect de leurs droits et de veiller à l'application effective de la loi en ce sens. Il s'agit d'une décision historique pour la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles en Argentine.

Retour sur les faits

Le cas F.A.L. présente l'histoire d'une jeune adolescente de quinze ans devenue enceinte après avoir été abusée sexuellement par son beau-père. Le 14 janvier 2010, la mère de la victime, agissant à titre de représentante légale, s'est adressée au tribunal pénal de première instance de la province de Chubut pour demander une autorisation d'interruption volontaire de grossesse pour sa fille, conformément à l'article 86.2 du Code pénal²⁴³. Cette disposition stipule qu'« un avortement réalisé par un médecin certifié avec le consentement de la femme enceinte n'est pas punissable [...] 2) si la grossesse est le résultat d'un viol ou d'un attentat à la pudeur contre une femme idiote ou démente, et que l'avortement est réalisé avec le consentement de son ou sa représentante légale »²⁴⁴. Le tribunal pénal de première instance

²⁴¹ Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito. (2008, 11 mai). *Por la vida de las mujeres, exigimos la aplicación de las leyes vigentes*. En ligne. [Traduction libre].

²⁴² Le 13 mars 2013, la Cour suprême de l'Argentine a rendu le jugement « F., A. L. s/Medida Autosatisfactiva », communément appelé le cas « F.A.L. ». La plaignante dans cette affaire a été nommée par ses initiales (A.F.) pour préserver son anonymat. Elle plaide en tant que représentante légale de sa fille aussi nommée par ses initiales (A.G.).

²⁴³ Women's Link Worldwide. (2012, 13 mars). *F.A. L. s/ self-executing measure – Gavel Award 2012 Nominee*. En ligne.

²⁴⁴ Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman, p. 49. [Traduction libre].

de la province de Chubut a évoqué son manque de compétence en la matière, référant plutôt la mère de l'adolescente au tribunal de première instance de la famille. Ce dernier a toutefois rejeté la demande de la plaignante en déclarant que l'article 86.2 ne s'appliquait qu'à des femmes handicapées mentales²⁴⁵. La Cour d'appel de la ville de Comodoro Rivadavia a ensuite confirmé ce jugement. L'article 86.2 a effectivement souvent été interprété de cette façon depuis l'adoption du Code pénal en 1921. Plusieurs membres du corps médical à travers le pays ont fréquemment justifié leur refus de pratiquer un avortement pour cause de viol en argumentant que cette disposition se limitait à des femmes idiotes ou démentes. Bien que la formulation de cette disposition laisse entrevoir une telle interprétation, nous verrons plus loin que le cas F.A.L. est venu pallier cette ambiguïté.

La mère a ensuite porté l'affaire en appel devant la Cour supérieure de la province de Chubut. Le 8 mars 2010, alors que l'adolescente en était à sa vingtième semaine de grossesse, cette Cour a accepté la requête en statuant que l'avortement légal tel qu'entendu par l'article 86.2 s'appliquait à *toutes* les femmes victimes de viol, et non seulement aux femmes démentes tel qu'il avait été originalement jugé par le tribunal de première instance de la famille²⁴⁶. Le 11 mars 2010, l'adolescente a finalement pu exercer son droit à l'avortement. Peu après ces événements, la décision a été portée en appel par le Procureur de la province de Chubut, représentant alors le fœtus, devant la Cour suprême d'Argentine. Le Procureur faisait valoir que l'article 86.2 ne s'appliquait pas au cas de cette adolescente puisqu'elle n'était pas idiote ou démente et que le droit à la vie du fœtus avait été violé. Le 13 mars 2012, la Cour suprême du pays a rejeté cette requête et confirmé la décision de la Cour provinciale²⁴⁷.

La contribution du cas F.A.L. à la lutte pour le droit à l'avortement

Le cas F.A.L. constitue une avancée majeure dans la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine puisque le jugement qui en est ressorti reconnaît et confirme les droits sexuels et reproductifs des femmes sur plusieurs plans. D'abord, cette décision a clarifié

²⁴⁵ Global Health and Human Rights Database. (2012). *F., A. L. s/ Medida Autosatisfactiva*. En ligne.

²⁴⁶ Women's Link Worldwide. (2012, 13 mars). *F.A. L. s/ self-executing measure – Gavel Award 2012 Nominee*. En ligne.

²⁴⁷ *Loc cit*.

l'interprétation de l'article 86.2 du Code pénal argentin. La Cour suprême a confirmé que les avortements non punissables englobaient *tous* les cas résultants de viol, quelle que soit la capacité mentale de la victime²⁴⁸. Cette affirmation est importante, car elle a écarté toute possibilité pour le personnel de la santé publique de faire une interprétation subjective de la loi et d'exclure de la pratique de l'avortement les femmes qui n'étaient pas handicapées mentales, comme il avait trop souvent été le cas. La Cour s'est d'ailleurs appuyée sur le droit international en affirmant que son interprétation de l'article 86.2 était compatible avec les dispositions de la Convention américaine relative aux droits de l'Homme²⁴⁹. Elle s'est également référée à l'avis du Comité des droits de l'homme des Nations unies qui s'était dit préoccupé par l'interprétation restrictive que les tribunaux locaux avaient faite de l'article 86.2 dans cette affaire²⁵⁰.

Le cas F.A.L. a aussi permis de condamner une autre pratique très répandue par le personnel de la santé publique, soit celle d'exiger des femmes victimes de viol une autorisation judiciaire pour obtenir un avortement. Compte tenu de la contrainte de temps qu'implique une grossesse, cet obstacle juridique a empêché des milliers de femmes d'avorter légalement puisque les délais encourus par une telle procédure dépassaient souvent la limite de temps permise par la loi pour un avortement légal, soit de quatorze semaines. La Cour a jugé que cette pratique était non seulement inutile, mais aussi illégale et contraire à la Constitution nationale, car elle forçait les femmes à exposer leur vie privée en plus de créer un risque pour leur droit à la santé et leur droit d'interrompre leur grossesse en toute sécurité²⁵¹. Par conséquent, la Cour a déclaré que le droit à l'avortement en vertu de l'article 86.2 du Code pénal ne pouvait en aucun cas dépendre d'une ordonnance d'un tribunal sollicitée par le corps médical. En l'espèce, elle a précisé qu'une simple déclaration sous serment devant le personnel de la santé déclarant que la grossesse est le résultat d'un viol était suffisante²⁵².

²⁴⁸ *F.A.L. s/medida autosatisfactiva* (2012), Cour suprême de l'Argentine, Jugement 335:197, paragraphe 18.

²⁴⁹ Global Health and Human Rights Database. (2012). *F., A. L. s/ Medida Autosatisfactiva*. En ligne.

²⁵⁰ *Loc. cit.*

²⁵¹ *F.A.L. s/medida autosatisfactiva, op. cit.*, paragraphe 19.

²⁵² *Ibid.*, paragraphe 27.

La pertinence du cas F.A.L. repose aussi sur le fait qu'il a permis pour la première fois d'encadrer la pratique de l'avortement légal. Dans sa décision, la Cour suprême a rappelé que l'État était garant de l'accès à la santé publique, ce qui implique en l'occurrence de garantir à toute femme qui y a droit, l'accès à un avortement rapidement et de manière sécuritaire²⁵³. Afin d'assurer l'application effective de la loi, la Cour a recommandé l'implantation de protocoles médicaux à l'échelle nationale et provinciale pour encadrer la délivrance d'avortements légaux. Ces protocoles devaient notamment inclure toute l'information nécessaire entourant la pratique, en plus de garantir sa confidentialité ainsi que l'absence d'autorisation judiciaire nécessaire²⁵⁴. En juin 2015, le ministère national de la Santé s'est conformé à cette décision en établissant le Protocole pour la prise en charge des personnes ayant le droit à l'interruption volontaire de la grossesse²⁵⁵. Dans son rapport sur la question, Human Rights Watch démontre en quoi ce protocole a permis de clarifier la procédure à suivre par le personnel de la santé publique :

To access abortion legally, a pregnant person seeking the procedure should go to a health facility and request to terminate the pregnancy. Health professionals then have to verify if the case complies with one or both of the exceptions: risk to life or health, or rape. If one of these exceptions applies, the professional should provide information regarding available options, detailing health risks if there are any. If the person decides to go ahead with the abortion, the health professional should register the decision in the person's medical history, require a written informed consent and according to the person's preferences, perform any medical study necessary before the practice and proceed with the method chosen to perform the abortion²⁵⁶.

Il importe de préciser qu'étant donné que l'Argentine est un État fédéré et que les provinces ont compétence en matière de santé, ces dernières n'ont jamais été dans l'obligation d'adopter ce protocole, ce qui a longtemps constitué une barrière à l'accès à l'avortement. En date du 1^{er} mai 2020, huit provinces sur 23, pour la plupart situées dans le Nord du pays,

²⁵³ *F.A.L. s/medida autosatisfactiva* (2012), Cour suprême de l'Argentine, Jugement 335:197, paragraphe 25.

²⁵⁴ Global Health and Human Rights Database. (2012). *F., A. L. s/ Medida Autosatisfactiva*. En ligne.

²⁵⁵ Human Rights Watch. (2020). *A Case for Legal Abortion: The Human Cost of Barriers to Sexual and Reproductive Rights in Argentina*, p. 21. [Traduction libre].

²⁵⁶ *Loc. cit.*

refusaient toujours de l'adopter²⁵⁷. Nous verrons cependant plus loin comment la légalisation de l'avortement est venue contrer cet obstacle.

Finalement, le cas F.A.L. a établi les limites de ce qui constitue assurément la plus grande barrière à l'avortement en Argentine, soit la notion d'objection de conscience. Cette dernière est entendue comme la possibilité pour le personnel de la santé de refuser de réaliser certaines pratiques médicales pour des raisons religieuses ou morales²⁵⁸. La célèbre avocate féministe Soledad Deza souligne toutefois que puisque l'objection de conscience n'a jamais été encadrée par l'État, cette pratique a longtemps été utilisée par le corps médical pour contourner les politiques publiques en matière d'avortement. En ce sens, si l'exercice du droit d'objection de conscience par le corps médical implique la violation du droit à la santé d'une patiente, cela rend la relation inégale²⁵⁹. Pour pallier cette lacune, la Cour suprême a établi que l'objection de conscience ne doit en aucun cas porter atteinte au droit à l'avortement des femmes. Concrètement, cela signifie qu'un e médecin ne peut pas invoquer l'objection de conscience si aucun autre membre du personnel de la santé d'un même hôpital ne peut garantir l'accès à l'avortement légal²⁶⁰. Il s'agit là d'une affirmation majeure puisque l'abus de l'objection de conscience est demeuré pendant des décennies un des plus gros obstacles à l'avortement légal en Argentine. Qui plus est, ce jugement est d'autant plus significatif du fait qu'il a été rendu par la plus haute instance judiciaire du pays.

3.1.3 Le droit à la vie n'est pas absolu : *Artavia Murillo et al. c. Costa Rica* (2012)

L'affaire *Artavia Murillo* marque un progrès considérable dans la protection des droits reproductifs des femmes à l'échelle internationale. Cette décision de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) a créé un précédent jurisprudentiel pour contester les lois des

²⁵⁷ Nugent, C. (2020, 1^{er} mai). *How a Network of Activists Are Helping Women Get Abortions in Argentina During Coronavirus Lockdown*, dans Time. En ligne.

²⁵⁸ Deza, S. (2018). *¿Por qué es importante el fallo F.A.L.?*, dans « Mujeres que transforman. Experiencias que Inspiran », *Fundación Contemporánea*, IndieLibros., p. 9.

²⁵⁹ *Loc. cit.*

²⁶⁰ *F.A.L. s/medida autosatisfactiva* (2012), Cour suprême de l'Argentine, Jugement 335:197, paragraphe 29.

autres pays de la région qui s'appuient sur une interprétation du droit à la vie dès la conception afin de criminaliser l'avortement. Il s'agit d'un tournant révolutionnaire dans la juridiction internationale pour la reconnaissance des droits reproductifs en Amérique latine.

Retour sur les faits

Le cas *Artavia Murillo* a été porté devant la CIDH en 2011 au nom de neuf couples infertiles, par la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (la Commission)²⁶¹. Ce procès faisait suite à la décision de la Cour suprême du Costa Rica qui avait déclaré la fécondation in vitro inconstitutionnelle en 2000²⁶². Le raisonnement fondant cette décision était que la plupart des embryons humains créés par la fécondation in vitro meurent inévitablement dans le processus, ce qui constituerait une violation du droit à la vie tel qu'indiqué à l'article 4 (1) de la Convention américaine relative aux droits de l'Homme (la Convention)²⁶³ : « Toute personne a droit au respect de sa vie. Ce droit doit être protégé par la loi, et *en général* à partir de la conception. Nul ne peut être privé arbitrairement de la vie »²⁶⁴. De son côté, la Commission a fait valoir que ce jugement violait le droit à la vie privée²⁶⁵ et à la famille²⁶⁶ des neuf couples en question puisqu'il leur avait dénié les moyens alternatifs nécessaires pour avoir des enfants. Même si cette affaire concerne ultimement la fécondation in vitro, nous verrons dans la prochaine section en quoi le jugement de la CIDH constitue une avancée majeure pour le droit à l'avortement en Amérique latine, y compris en Argentine.

Une avancée majeure pour le droit à l'avortement

La question de droit au cœur de cette affaire était de savoir si le droit à la vie s'étend à un embryon, comme l'affirmait la Cour suprême du Costa Rica, et si la Convention protège le

²⁶¹ La Commission interaméricaine des droits de l'Homme, conjointement à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, est l'organisme responsable de veiller à l'application de la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

²⁶² *Ipas*. (2012). *Progress in the protection of women's reproductive rights in Latin America: The case of Artavia Murillo et al v. Costa Rica*, p. 1.

²⁶³ *Ibid.*, p. 2.

²⁶⁴ Convention américaine relative aux droits de l'Homme, art. 4 (1). [Nous soulignons].

²⁶⁵ *Ibid.*, art. 11 (2).

²⁶⁶ *Ibid.*, art. 17 (2).

droit à la vie même avant la naissance²⁶⁷. En se basant sur les preuves scientifiques qui lui ont été présentées, la CIDH a établi que, même si la fécondation d'un ovule peut donner naissance à une cellule (en l'occurrence un embryon) avec suffisamment d'informations génétiques pour développer un être humain, il reste que ce développement est impossible tant que l'embryon n'est pas implanté dans le corps d'une femme. En gardant à l'esprit que la conception d'un être humain peut seulement se produire au moment de l'implantation, la CIDH a conclu que l'embryon ne peut se voir accorder à lui seul le statut de personne²⁶⁸. Elle a ainsi statué sur l'épineuse question du statut légal de l'embryon en ajoutant que « the regulatory trends in international law do not lead to the conclusion that the embryo should be treated in the same way as a person, or that it has a right to life »²⁶⁹. De plus, la CIDH a précisé l'interprétation de l'article 4 de la Convention. Elle a affirmé que le droit à la vie protégé par cette disposition n'est pas absolu, mais plutôt graduel et variable selon le stade de développement ou de gestation, et que les mots « en général » contenus dans cet article signifient que des exceptions au droit à la vie sont admissibles en cas de conflit entre certains droits²⁷⁰. En effet, selon la CIDH, une protection inconditionnelle de la vie à l'étape de la gestation peut engendrer des limitations dans l'exercice d'autres droits humains, ce qui entre en contradiction avec les principes défendus par les traités internationaux en matière de droits humains²⁷¹. En l'espèce, une approche qui priorise le droit de l'embryon par rapport aux droits des femmes affecte la capacité de ces dernières à exercer leurs propres droits, notamment leur propre droit à la vie, à la santé, à la liberté et à l'autonomie reproductive, à l'égalité et à la non-discrimination²⁷².

Dans le cas de l'avortement, l'importance de cette décision judiciaire repose sur le fait que son impact s'est étendu au-delà du cas unique de la fécondation in vitro. Elle a établi des bases légales sur lesquelles les activistes pour le droit à l'avortement en Amérique latine ont

²⁶⁷ Child Rights International Network. (2012). *Artavia Murillo et al. ("In vitro fertilization") v. Costa Rica*. En ligne.

²⁶⁸ *Loc. cit.*

²⁶⁹ Inter-American Court of Human Rights. (2012). *Case of Artavia Murillo et al. ("in vitro fertilization") v. Costa Rica*, paragraphe 253.

²⁷⁰ *Ibid.*, paragraphe 264.

²⁷¹ *Loc. cit.*

²⁷² Ipas. (2012). *Progress in the protection of women's reproductive rights in Latin America: The case of Artavia Murillo et al v. Costa Rica*, p. 2.

pu s'appuyer, et continuent de le faire, pour soutenir leurs demandes et exercer une pression politique auprès de leurs gouvernements respectifs. Ce jugement a aussi permis de défier l'argumentaire des fondamentalistes religieux qui présentent l'embryon comme une personne à part entière²⁷³. Il s'agit là d'un bon exemple qui démontre la forte opposition entre les conceptions religieuses et les avis scientifiques dans le débat sur l'avortement. Il importe de reconnaître que, bien que la Convention exerce une force de contrainte sur la législation nationale des États qui l'ont ratifiée, ces derniers sont seulement liés aux décisions dans les affaires auxquelles ils sont partie²⁷⁴. Dans le cas de l'Argentine, cela signifie que même si cet État est partie à la Convention et que, rappelons-le, les conventions internationales ont préséance sur les lois nationales dans ce pays, il n'a pas pour autant l'obligation de se conformer au jugement de la CIDH dans l'affaire *Artavia Murillo* puisqu'elle implique le Costa Rica. Néanmoins, en pratique, l'impact de cette décision repose davantage sur l'influence que l'interprétation progressiste de la CIDH a eue sur l'évolution des mentalités en matière d'avortement et l'outil rhétorique qu'elle a fourni aux activistes en ce sens.

3.1.4 Les conséquences de la criminalisation de l'avortement : Le cas Belén (2017)

L'histoire de Belén est un cas emblématique des conséquences de la criminalisation de l'avortement en Argentine. Cette affaire judiciaire est connue pour avoir montré l'ampleur de l'injustice qui découle de la pénalisation de l'avortement, qui atteint majoritairement les femmes avec les conditions de vie les plus précaires. Il s'agit aussi d'un bon exemple qui témoigne du rôle que peuvent avoir les organisations de défense des droits humains dans les jugements qui ressortent de ce type d'affaire judiciaire largement médiatisée.

²⁷³ Jesus, L. M. (2015). *The Inter-American Court on Human Rights' Judgment in Artavia Murillo v. Costa Rica and Its Implications for the Creation of Abortion Rights in the Inter-American System of Human Rights*, Oregon Review of International Law: Volume 16, Number 2 (2014), p. 236.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 240.

Retour sur les faits

Le 21 mars 2014, une jeune femme de 25 ans surnommée Belén²⁷⁵ s'est rendue dans un hôpital public de la province de Tucumán pour des douleurs abdominales. Après avoir été examinée, un gynécologue l'a informée qu'elle faisait une fausse couche d'un fœtus d'environ 22 semaines. Face à cette nouvelle, Belén a déclaré qu'elle ne savait pas être enceinte²⁷⁶. La même journée, des membres du personnel médical ont découvert un fœtus dans les toilettes de l'hôpital et ont dénoncé Belén à la police en affirmant qu'il s'agissait de son enfant. Aucune analyse ADN n'a toutefois été réalisée, ni aucune autre preuve présentée pour soutenir une telle allégation²⁷⁷. À son réveil après son opération de curetage, elle s'est retrouvée entourée de plusieurs policiers et soumise à un examen des parties intimes de son corps par ces derniers. Belén a ensuite été accusée d'avoir auto-provoqué un avortement et, à sa sortie de l'hôpital, a été incarcérée en détention provisoire pendant plus de deux ans. Le 19 avril 2016, la Cour criminelle de Tucumán a condamné Belén à huit ans de prison pour homicide avec circonstances aggravantes²⁷⁸.

Dans le cadre de sa campagne #FreeBelen, Amnistie internationale a déclaré que l'examen auquel Belén a dû se soumettre devant les policiers pouvait constituer un traitement cruel, inhumain et dégradant au regard du droit international des droits de la personne²⁷⁹. Ce type de mauvais traitements en contexte de soin de santé sexuelle et reproductive est souvent basé sur des stéréotypes genrés et constitue une forme de violence institutionnelle envers les femmes. De plus, l'ONG a rappelé que la divulgation non consentie d'informations médicales personnelles, y compris aux responsables de l'application de la loi comme dans le cas de Belén, constitue une violation du droit à la vie privée : « Medical professionals have an obligation to protect the confidentiality of the information to which they have access as part of their profession »²⁸⁰. Ce droit est internationalement reconnu par des traités auxquels

²⁷⁵ Le nom fictif « Belén » a été utilisé dans cette affaire pour préserver l'anonymat de la victime.

²⁷⁶ Amnistie internationale. (2016, 2 mai). *Eight-year sentence for having a miscarriage*. En ligne.

²⁷⁷ *Loc cit.*

²⁷⁸ *Loc cit.*

²⁷⁹ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 7, et Convention américaine relative aux droits de l'Homme, art. 5(2).

²⁸⁰ Amnistie internationale. *op. cit.*, En ligne.

l'Argentine est partie, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention américaine relative aux droits de l'Homme²⁸¹. En tant qu'État signataire, et considérant que les conventions internationales ont une hiérarchie constitutionnelle dans ce pays, l'Argentine a l'obligation de garantir la confidentialité des informations médicales dans le système de santé, même en cas d'avortement ou de fausse couche : « Regardless of the legal status of abortion, States have the obligation to ensure access to quality and confidential health services for the treatment of complications arising from unsafe abortions and miscarriages. This treatment must be free from discrimination, coercion and violence »²⁸².

À la suite du jugement du 19 avril 2016, cette affaire a été reprise en main par l'avocate féministe Soledad Deza de l'organisation *Católicas por el Derecho a Decidir*²⁸³, qui a porté la cause en appel devant la Cour supérieure de la province de Tucumán avec pour motif principal le manque de preuves. Un mois après le verdict de culpabilité de la Cour criminelle de Tucumán en 2016, l'avocate faisait la déclaration suivante : « Ma cliente a toujours été liée dans l'esprit des gens au “foetus trouvé” [...]. Ce lien présumé, d'abord transformé en soupçon par le personnel médical, puis en accusation par la police, puis en preuve médico-légale supposée après les faits, est ensuite devenu un fait avéré et enfin une affaire judiciaire, tout cela sans la moindre preuve »²⁸⁴. Outre les fausses accusations, Soledad Deza a aussi rapporté qu'il existait de nombreuses contradictions entre les faits liés à cette affaire et le témoignage du corps médical, par exemple le fait que le fœtus aurait été trouvé une heure avant que Belén arrive à l'hôpital²⁸⁵. L'avocate a aussi dénoncé les violations de droits humains par les autorités impliquées, soit le droit à la vie privée et l'interdiction de traitements cruels, inhumains et dégradants par le corps policier et médical. Cette mise en appel a été largement médiatisée et appuyée par de nombreuses organisations de défense des droits humains, notamment à travers une campagne de mobilisation menée par Amnistie

²⁸¹ Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 17(1) et Convention américaine relative aux droits de l'Homme, art. 11(2).

²⁸² Amnistie internationale. (2016, 2 mai). *Eight-year sentence for having a miscarriage*. En ligne.

²⁸³ [Catholiques pour le droit de décider].

²⁸⁴ Amnistie internationale. (2016, 6 mai). *Argentina : victime d'une erreur judiciaire après avoir fait une fausse couche #FreeBelen*. En ligne.

²⁸⁵ *Loc. cit.*

internationale. Le 27 mars 2017, alors que Belén était incarcérée depuis près de trois ans, la Cour supérieure de la province de Tucumán l’a finalement acquittée à l’unanimité.

L’apport du cas Belén à la cause de l’avortement

Une fois de plus, le cas Belén a démontré l’incapacité de l’État à garantir l’application effective des droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive avant que l’avortement devienne légal en Argentine. Plus précisément, cette affaire a rendu compte d’une autre barrière institutionnelle au respect de leurs droits, soit la violation du secret professionnel par le personnel de la santé publique. Cela montre en quoi la criminalisation de l’avortement ne fait qu’entretenir la stigmatisation, les préjugés et la discrimination du personnel de santé publique envers les femmes aux prises avec des problèmes de santé reproductive, qu’il s’agisse d’un avortement ou d’une fausse couche. La contribution du cas Belén à la lutte pour la légalisation de l’avortement vient surtout du fait qu’il a montré l’ampleur de l’injustice qui ressort de ce système et qui touche principalement les femmes les plus pauvres, puisque contraintes de se tourner vers les services de santé publique pour avorter. Cette histoire est aussi un bon exemple qui démontre l’importance du rôle des avocates féministes dans de tels procès, comme en témoigne l’implication de l’avocate et militante Soledad Deza dans cette affaire.

Les quatre décisions jurisprudentielles dont il a été question dans les sections précédentes ont toutes joué un rôle significatif dans la lutte pour la légalisation de l’avortement en Argentine, car elles ont respectivement mis en lumière différentes problématiques associées à la criminalisation de cette pratique. Qu’il s’agisse de la négligence du corps médical, de l’abus de l’objection de conscience, des demandes d’autorisation judiciaire illégales par le personnel de la santé, de la violation du secret médical, de l’influence du fondamentalisme religieux, des problèmes de mise en œuvre de la loi, de l’incapacité de l’État à garantir le respect des droits sexuels et reproductifs des femmes ou de leur stigmatisation sur cette question, ces quatre décisions ont témoigné de l’injustice de l’ancienne législation en matière d’avortement. Le droit, qu’il soit national ou international, n’est pas figé dans le temps ou immuable, mais

doit plutôt se comprendre comme une matière en constante évolution qui s'adapte aux changements de la société qu'il reflète. Bien que ces décisions traitent de cas précis, elles ont créé des précédents et contribué dans l'ensemble à faire évoluer le droit en matière d'avortement. Le jugement de la Cour suprême de l'Argentine dans le cas F.A.L. est particulièrement notable puisqu'il s'agit de l'organe juridique de dernière instance au pays qui statue sur des questions constitutionnelles et qui joue un rôle majeur dans l'incarnation des valeurs de la nation. La jurisprudence internationale a aussi été déterminante puisque, bien que le droit international soit normalement facultatif pour la plupart des États, ce n'est pas le cas pour l'Argentine. En effet, rappelons-le, les traités internationaux ratifiés par l'Argentine ont préséance sur ses lois nationales depuis sa réforme constitutionnelle de 1994. Cette force de contrainte est significative, car, étant donné que les dispositions internationales ont le même statut juridique que les lois nationales, si l'Argentine n'agit pas en concordance avec les traités internationaux dont elle est partie en matière de droits sexuels et reproductifs, la Cour suprême nationale peut intervenir pour lui imposer des mesures correctives, comme il en a été le cas dans le cas F.A.L. avec l'établissement d'un protocole en matière d'avortement.

L'analyse de ces quatre décisions judiciaires a permis de constater que l'obstacle principal à la légalisation de l'avortement n'était pas nécessairement la division de la société sur cette question, mais concernait surtout le fonctionnement même du système de santé public qui s'appuyait sur une interprétation démesurément stricte du Code pénal. Il importe de souligner que ces cas sont loin d'être isolés et qu'ils ne représentent qu'une infime partie du portrait général des conséquences de la criminalisation de l'avortement en Argentine. Ils demeurent néanmoins des cas symboliques qui ont contribué à politiser la société argentine sur cet enjeu. À la suite de ces jugements, la récente légalisation de l'avortement constitue une avancée majeure, mais comme nous le verrons plus loin, le changement de paradigme que cela implique comporte aussi son lot de défis. Avant d'en faire état, la prochaine section s'attardera aux grandes lignes de la nouvelle loi sur l'avortement.

3.2. La loi 27.610 et les défis relatifs à sa mise en œuvre

Cette section présente d'abord les dispositions les plus importantes de la nouvelle loi 27.610 sur l'avortement en Argentine. La devise de la Campagne nationale est d'ailleurs très éloquent du contenu de cette loi : « Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour ne pas avorter et avortement légal pour ne pas mourir »²⁸⁶. Les prochaines sections expliqueront en quoi cette loi est loin de se limiter à la simple légalisation de l'avortement. Les plus grands défis relatifs à sa mise en œuvre qui seront ensuite présentés montreront que la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement est loin d'être acquise et que le rôle de ses activistes demeure encore aujourd'hui crucial pour veiller à son application effective.

3.2.1 Que prévoit la loi 27.610?

Avant que la loi légalisant l'avortement entre en vigueur le 24 janvier 2020, l'avortement était illégal en vertu du Code pénal argentin, sauf sous deux conditions : en cas de viol ou de risque pour la santé ou la vie de la femme, et ce jusqu'à la quatorzième semaine de gestation²⁸⁷. Désormais, la loi nationale 27.610 sur l'accès à l'avortement permet aux femmes de décider d'interrompre leur grossesse, sans justification requise, jusqu'à la quatorzième semaine inclusivement. Le délai maximal prévu pour accéder à un avortement est de dix jours suivant la demande²⁸⁸. Après la première période de quatorze semaines, l'avortement demeure légal à condition que la grossesse soit le résultat d'un viol ou qu'elle pose un risque pour la santé ou la vie de la femme²⁸⁹. L'avortement n'est donc pas complètement dépénalisé puisque la loi prévoit un délai maximal; toutefois sa légalisation jusqu'à la quatorzième semaine permet de régulariser et d'encadrer sa pratique. Cette loi établit clairement qu'elle est d'ordre public et fédéral, ce qui implique que ses dispositions soient obligatoirement applicables sur

²⁸⁶ Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito. (2008, 27 janvier). *Educación sexual para decidir. Anticonceptivos para no abortar. Aborto legal para no morir*. En ligne. [Traduction libre].

²⁸⁷ Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman, p. 49.

²⁸⁸ Argentina Presidencia (2021, 15 janvier). *Acceso a la interrupción voluntaria del embarazo. Ley 27610*, art. 5. En ligne.

²⁸⁹ *Ibid.*, art. 4. En ligne.

l'ensemble du territoire et qu'elles ne nécessitent plus l'adhésion des provinces tel qu'il avait auparavant été le cas avec les protocoles du ministère de la Santé en matière d'avortement²⁹⁰.

L'aspect novateur de cette loi repose assurément sur son approche intégrale qui, loin de se limiter à l'accès à l'avortement, inclut aussi la prévention et les soins post-avortement. D'abord, le volet préventif garantit l'accès à l'information, à une éducation sexuelle complète et à des méthodes contraceptives efficaces pour prévenir les grossesses non désirées²⁹¹. De plus, la loi protège l'accès aux soins post-avortement, sans préjudice du fait que l'avortement n'aurait pas été conforme aux cas légalement autorisés²⁹². Conjointement à la promulgation de la nouvelle loi, le « plan des 1000 jours » a été adopté de 14 janvier 2021. Il s'agit d'un programme d'accompagnement qui offre une assistance financière et la fourniture de produits essentiels pendant la grossesse et les trois premières années de vie des enfants pour les mères en situation de précarité économique²⁹³.

L'article 86.2 du Code pénal qui prévoyait les exceptions à la criminalisation de l'avortement a été modifié pour rester cohérent avec la nouvelle loi. Un ajout important a été fait à cet article concernant l'avortement désormais non punissable en cas de viol après la quatorzième semaine. Dans un tel cas, la loi 27.610 précise que l'accès à l'avortement doit être garanti par une simple déclaration sous serment de la personne enceinte devant le personnel de la santé, chose qui n'était originellement pas spécifiée dans le Code pénal²⁹⁴. Cette modification est importante, car elle élimine une barrière en écartant explicitement la possibilité pour le personnel de la santé publique d'exiger inutilement des femmes victimes de viol une autorisation judiciaire pour obtenir un avortement, comme il en avait été question dans le cas F.A.L. Un autre changement important est la diminution de la peine d'emprisonnement

²⁹⁰ Argentina Presidencia (2021, 30 janvier). *Ley N° 27.610 - Acceso a la Interrupción Voluntaria del Embarazo (IVE), obligatoriedad de brindar cobertura integral y gratuita*. En ligne.

²⁹¹ Argentina Presidencia (2021, 15 janvier). *Acceso a la interrupción voluntaria del embarazo. Ley 27610*, art. 2, d). En ligne.

²⁹² *Ibid.*, art. 5. En ligne.

²⁹³ *Ibid.*, art. 2, c). En ligne.

²⁹⁴ Argentina Presidencia (2021, 12 février). *Ley de Interrupción Voluntaria del Embarazo y Plan de los 1000 días*. En ligne.

²⁹⁵ Argentina Presidencia (2021, 15 janvier), *op. cit.*, art. 16. En ligne.

prévue à l'article 88 du Code pénal pour les femmes qui ont recours à l'avortement en dehors des cas permis par la loi. Auparavant d'un à quatre ans de prison, elle s'étend maintenant de trois mois à un an de prison. Cette nouvelle disposition prévoit aussi que « la sanction peut être annulée lorsque les circonstances rendent la conduite excusable »²⁹⁵. Toutefois, aucun exemple de « circonstances excusables » n'est mentionné. Compte tenu du caractère vague et subjectif de cette disposition, il sera intéressant d'observer la manière dont les activistes et les tribunaux l'utiliseront dans le futur pour légitimer des avortements pratiqués en dehors des limites permises par la loi.

Bien que l'adoption de cette loi marque un tournant majeur dans la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs en Argentine, l'application effective de ses dispositions n'est pas pour autant garantie. Des aspects qui poseront particulièrement défi quant à sa mise en œuvre sont la clause d'objection de conscience, l'enjeu de l'accès à la pilule abortive et la résistance institutionnelle, comme il en sera question dans la section suivante.

3.2.2 Défis de mise en œuvre

L'objection de conscience du corps médical

La clause de l'objection de conscience du corps médical est assurément celle qui a fait le plus débat dans l'élaboration de la loi sur l'avortement étant donné qu'elle constitue historiquement une des plus grandes barrières à l'accès à ce soin de santé. Cette clause ne disparaît pas avec la nouvelle loi, mais elle est cependant limitée puisque soumise à certaines conditions. Si un·e membre du personnel de la santé refuse de pratiquer un avortement légal pour des raisons religieuses ou morales, il ou elle a désormais l'obligation de diriger la patiente vers un·e autre professionnel·le de la santé qui pourra le lui fournir²⁹⁶. Les établissements de santé, qu'ils soient publics ou privés, ont aussi des obligations à cet égard. Ceux qui ne comprendraient que des objecteurs·trices de conscience au sein de leur corps médical, et qui

²⁹⁵ Argentina Presidencia (2021, 15 janvier). *Acceso a la interrupción voluntaria del embarazo. Ley 27610*, art. 18. En ligne. [Traduction libre].

²⁹⁶ *Ibid.*, art. 10, b). En ligne.

ne seraient donc pas en mesure d'assurer l'accès à l'avortement, doivent transférer à leurs frais la patiente à un autre établissement capable d'offrir ce soin de santé²⁹⁷. Tout personnel de la santé qui retarde, entrave ou refuse de se soumettre à cette procédure est passible d'un emprisonnement allant de trois mois à un an de prison²⁹⁸. En cas de danger pour la vie ou la santé de la femme, l'objection de conscience est maintenant interdite. Bien que cette clause soit accueillie avec pessimisme par la Campagne nationale qui a participé à l'élaboration de la loi, son intégration peut être comprise comme un acte stratégique qui permet désormais de contrôler cette pratique répandue et sans laquelle l'adoption de la loi n'aurait peut-être pas été possible. L'objection de conscience demeure, certes, mais les conditions strictes qui l'encadrent désormais auront certainement un effet dissuasif à long terme.

L'enjeu de l'accès à la pilule abortive

Au cours des dernières années, l'avortement médical²⁹⁹ pratiqué à l'aide des pilules abortives s'est de plus en plus répandu en Argentine. Il est impossible à ce jour de connaître la proportion des avortements qui ont été réalisés par cette méthode puisque la pratique était jusqu'à tout récemment illégale, mais il est estimé que des milliers d'Argentines y ont eu recours clandestinement. Ce type d'avortement auto-provoqué, approuvé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est devenu une alternative populaire lorsque la pratique était illégale puisque, en plus d'être sécuritaire, efficace et rapide³⁰⁰, il peut se faire de manière autonome et ne nécessite pas l'assistance du personnel de la santé comme pour les avortements chirurgicaux³⁰¹. Du point de vue de la santé publique, il s'agit d'une option privilégiée qui permet une utilisation plus efficace des ressources puisqu'elle implique un transfert ou un partage des tâches médicales avec la patiente et réduit considérablement les besoins d'intervention chirurgicale en matière d'avortement³⁰². Compte tenu de ces

²⁹⁷ Argentina Presidencia (2021, 15 janvier). *Acceso a la interrupción voluntaria del embarazo. Ley 27610*, art. 11. En ligne.

²⁹⁸ *Ibid.*, art. 15.

²⁹⁹ L'avortement médical fait référence à l'utilisation de la mifépristone suivie du misoprostol ou, dans le cas où la mifépristone n'est pas disponible, à l'utilisation du misoprostol seul, pour provoquer l'avortement.

³⁰⁰ La durée estimée pour un avortement médical est d'un à deux jours.

³⁰¹ Organisation mondiale de la santé. (2019). *Utilisation des médicaments dans le cadre d'un avortement*, p. 27.

³⁰² *Ibid.*, p. vii.

avantages, tout indique que l'avortement médical demeurera la méthode privilégiée dans le nouveau contexte légal, autant pour ses bénéficiaires que pour le personnel de la santé publique. Un des enjeux relatifs à la mise en œuvre de la loi 27.610 concerne donc l'accès à la pilule abortive, particulièrement pour les femmes les plus pauvres, celles des régions éloignées ou celles qui n'ont pas accès à Internet pour se commander la médication nécessaire. Il sera donc important pour les activistes de la Campagne nationale de veiller à ce que ce médicament fasse effectivement partie intégrale de l'accès à l'avortement.

Résistance institutionnelle

Sans surprise, la légalisation de l'avortement en Argentine a été accueillie avec beaucoup d'opposition par la droite religieuse et le mouvement anti-choix, surtout dans les provinces situées au nord du pays qui sont traditionnellement plus conservatrices. Le 28 janvier 2021, quelques jours seulement après l'entrée en vigueur de la loi, une juge de la province de Chaco a ordonné la suspension de son application dans cette région par « mesure de précaution » en attendant le verdict final à la suite d'une plainte déposée par un groupe conservateur³⁰³. Cette décision dépasse pourtant les compétences de la Cour provinciale puisque la loi 27.610 est de nature fédérale et doit obligatoirement s'appliquer à l'ensemble des provinces. Pour cette raison, le jugement a rapidement été porté en appel par la procureure de la province de Chaco et des organisations de défense des droits humains, une démarche soutenue par le gouverneur de Chaco et le ministère de la Santé. Une manifestation a aussi été organisée par des organisations politiques et sociales, dont la Campagne nationale, dans la ville de Resistencia où a été rendu le jugement³⁰⁴. Selon la présidente de l'organisation *Católicas por el Derecho a Decidir*, María Teresa Bosio, en plus que la juge se soit attribué des fonctions qui ne relevaient pas de son pouvoir, la mesure de précaution qui suspend l'application de la loi dans la province de Chaco a généré des inégalités entre les Argentines dans l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive³⁰⁵. Plusieurs législateurs trices du parti au pouvoir, Frente de

³⁰³ SAJJ. (2021, 28 janvier). *Dellamea Hilda Beatriz y otros c/ Gobierno de la Provincia Del Chaco y/o Ministerio de Salud Pública Del Chaco y/o Ministerio de Educación, Cultura, Ciencia y Tecnología del Chaco s/ medida cautelar*. En ligne.

³⁰⁴ Vallejos, S. (2021, 29 janvier). *Aborto legal : denunciaron penalmente a la jueza que suspendió la aplicación de la Ley 27610 en Chaco*. Página 12. En ligne. [Traduction libre].

³⁰⁵ *Loc. cit.*

Todos³⁰⁶, ont aussi souligné le risque que représente cette décision judiciaire en ce qu'elle est susceptible de créer un précédent contre l'avortement légal pour les autres provinces conservatrices³⁰⁷. Les démarches relatives à la mise en appel du jugement ont finalement porté fruit. Le 18 mars 2021, la Cour d'appel a finalement rejeté la mesure de précaution qui avait freiné l'implantation de la loi légalisant l'avortement dans la province de Chaco³⁰⁸.

Une autre forme de résistance institutionnelle est celle des hôpitaux qui se déclarent objecteurs de conscience institutionnels, comme ce fut le cas pour l'hôpital privé de Córdoba peu après l'entrée en vigueur de la loi³⁰⁹. L'objection de conscience institutionnelle n'est pourtant pas permise par la nouvelle loi, qu'il s'agisse d'un établissement public ou privé. Même si l'hôpital de Córdoba s'est engagé à transférer les patientes à d'autres établissements de santé capables de pratiquer des avortements, sa prise de position publique contre cette pratique demeure un obstacle qui risque de décourager les femmes de la région désirant obtenir un avortement dans cet hôpital. Ce type de résistance institutionnelle dans le milieu médical, tout comme celle sur le plan juridique dans le cas de la province de Chaco évoqué plus haut, témoigne de l'effet polarisant de cette nouvelle loi sur la société argentine. Les diverses tentatives des groupes conservateurs, religieux et anti-choix de restreindre la pratique de l'avortement depuis sa légalisation démontrent en quoi l'application effective de la loi sur l'accès à l'avortement est encore loin d'être garantie par le nouveau contexte légal. C'est pourquoi l'activisme des organisations qui luttent pour le droit à l'avortement demeure tout aussi crucial à ce stade afin de veiller à la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'avortement.

Conclusion

Les quatre décisions présentées dans ce chapitre ont permis de considérer les facteurs juridiques ayant contribué à la récente victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. Non seulement ces décisions survenues au cours des deux dernières décennies

³⁰⁶ [Front de tous].

³⁰⁷ Página 12. (2021, 2 février). *Chaco: marcha contra la cautelar que frenó la Ley del Aborto*. En ligne.

³⁰⁸ La Izquierda Diario. (2021, 19 mars). *Aborto legal. Vuelve a ser legal el aborto en Chaco: revocaron la medida judicial que lo impedía*. En ligne.

³⁰⁹ Tessa, S. (2021, 1^{er} février). *El derecho al aborto, con avances y obstáculos*. Página 12. En ligne.

ont créé d'importants précédents qui ont été utiles pour cette lutte, elles ont aussi pallié plusieurs lacunes dans l'interprétation des lois nationales et des conventions internationales en matière de santé sexuelle et reproductive avant que l'avortement soit légalisé. Ces décisions ont aussi joué un rôle politique important puisqu'elles ont mis au grand jour la sombre réalité que cache la criminalisation de l'avortement en Argentine, que ce soit par rapport à la négligence du corps médical, aux nombreuses barrières inutiles qui bloquent l'accès à l'avortement légal, à l'influence du fondamentalisme religieux sur le système de santé public ou à l'inégalité que cause une telle criminalisation entre les femmes de différentes situations économiques dans l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. L'analyse de la nouvelle loi sur l'avortement montre comment certaines des dispositions qui la composent viennent désormais pallier les lacunes exposées par ces décisions judiciaires. Il est indéniable que la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement et l'adoption de la loi qui s'en est suivi constitue une avancée historique pour les droits des femmes en Argentine. Néanmoins, l'analyse des défis que pose l'implantation de cette nouvelle loi montre à quel point la présence des organisations qui ont lutté pour cette avancée est encore nécessaire à ce stade précis afin d'en assurer l'application effective à l'échelle nationale.

Conclusion

La victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine peut s'expliquer par la conjoncture d'une série de facteurs ayant tous influé à leur façon sur le déroulement du débat social entourant l'avortement. Afin de rendre compte de l'implication de ces facteurs dans la récente légalisation de l'avortement en Argentine, l'analyse de cet essai s'est divisée en trois catégories : (1) les facteurs sociohistoriques, politiques et culturels, (2) les facteurs structurels, organisationnels et stratégiques et (3) les facteurs juridiques.

La première catégorie de facteurs s'est d'abord concentrée sur les deux périodes historiques les plus déterminantes en matière de droit des femmes en Argentine. L'étude du personnage mythique d'Eva Perón (1940-1952) et du mouvement des Madres de Plaza de Mayo (1979-1983) a montré en quoi ces figures féminines qui ont précédé ont contribué à la construction identitaire du mouvement qui défend aujourd'hui le droit à l'avortement. Alors que la lutte d'Eva Perón est principalement associée à la justice sociale et à l'acquisition du droit de vote pour les femmes dans ce pays, la contribution du mouvement des Madres repose sur leur agilité à avoir utilisé le mythe du *marianismo* pour défier la notion de maternité, une stratégie aujourd'hui reprise par le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. L'intégration de cette dimension historique vient aussi pallier les limites d'une approche strictement structurelle dans l'analyse de ce mouvement social. Outre ces facteurs sociohistoriques, la prise en compte du nouveau contexte politique des dernières années a été tout aussi déterminante pour expliquer la victoire du mouvement. L'arrivée au pouvoir du nouveau parti de centre gauche Frente de Todos en 2019, à la tête duquel se trouve le président pro-choix Alberto Fernandez, a représenté une opportunité politique sans précédent que les activistes de la Campagne nationale ont su saisir avec brio. Les facteurs culturels, bien que plus subtils, ne sont pas non plus à sous-estimer dans le cas précis de l'Argentine, surtout en ce qui a trait à l'influence du fondamentalisme religieux. L'Église catholique et les mouvements anti-choix qui y sont associés ont été d'autant plus actifs depuis l'intensification du débat sur l'avortement dans les dernières années. Néanmoins, la récente

victoire du mouvement pour le droit à l'avortement a montré en quoi les déboires de l'Église catholique, notamment sa complicité avec le régime dictatorial des années 1976 à 1983, n'ont fait qu'éroder la confiance des Argentins à l'égard de cette institution et, ultimement, diminuer l'influence de cette dernière sur la question de l'avortement.

La deuxième catégorie de facteurs a été présentée à travers le cadre analytique de la sociologie des mouvements sociaux. Il a d'abord été possible de définir la structure organisationnelle du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine en l'associant à l'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS). La Campagne nationale, fer de lance de la lutte pour la légalisation de l'avortement en Argentine, peut ainsi être comprise comme un collectif s'inscrivant dans un nouveau type de militantisme dont les voies et les causes de protestation s'éloignent de la forme traditionnelle. En effet, il articule sa cause autour d'enjeux identitaires et culturels plutôt qu'économiques. Sa structure organisationnelle correspond à celle des NMS en ce qu'elle est décentralisée, horizontale, antihiérarchique, plutôt informelle, démocratique et spontanée. En continuité avec l'approche des NMS, l'analyse du cadrage a révélé que le discours privilégié par le mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine est celui des droits humains, et ce pour des questions culturelles et historiques. Les séquelles de la dictature militaire de 1976 à 1983, dont la violente répression politique et les nombreuses disparitions forcées, sont encore bien présentes dans la société argentine. La mémoire collective des Argentins demeure vive à cet égard, ce qui explique leur forte réceptivité à un discours orienté vers la protection des droits humains. Il s'agit là d'une opportunité stratégique que le mouvement pour le droit à l'avortement a saisie avec habileté dans l'élaboration de son répertoire discursif. Le répertoire d'action de ce mouvement social se divise pour sa part en trois principales stratégies : (1) la Campagne nationale pour le droit à l'avortement légal, sécuritaire et gratuit, (2) la santé publique et les droits humains et (3) l'action directe et la prestation de soins. Ces stratégies se sont déployées par des organisations qui défendent toutes leurs causes respectives à travers la lutte plus générale du droit à l'avortement. Bien que cela ne soit pas exempt de tensions au sein du mouvement, l'articulation de ces différentes stratégies a donné lieu à une dynamique symbiotique et collaborative dans la poursuite de l'objectif commun qui est la légalisation de l'avortement.

La troisième catégorie de facteurs a offert une perspective juridique dans l'analyse de la victoire du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine. La considération des quatre cas judiciaires parmi les plus importants en matière d'avortement au pays démontre en quoi les jugements qui en sont ressortis ont créé d'importants précédents en faveur de la légalisation de l'avortement. Ces décisions judiciaires d'ordre provincial, national et international ont toutes exposé à leur façon le caractère discriminatoire de l'ancienne législation en matière de santé sexuelle et reproductive en Argentine, qu'il s'agisse de la négligence du corps médical, des nombreuses barrières inutiles qui bloquaient l'accès à l'avortement légal, de l'influence du fondamentalisme religieux sur le système de santé public ou de l'inégalité que causait une telle criminalisation entre les femmes de différentes situations économiques dans l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. La nouvelle loi nationale qui autorise désormais l'avortement comporte plusieurs dispositions qui viennent directement pallier ces lacunes. Il ne fait aucun doute que ce changement constitue une avancée historique pour le mouvement féministe latino-américain considérant la stricte législation en matière d'avortement dans cette région. Cela ne signifie toutefois pas que le militantisme des activistes du mouvement pour le droit à l'avortement n'est plus nécessaire. Bien au contraire, les nombreuses barrières à la mise en œuvre de la nouvelle loi, telles que l'objection de conscience, l'accès à la pilule abortive et la résistance institutionnelle montrent que la présence de ce mouvement social est impérative à cette étape précise de son implantation afin de veiller à son application effective sur l'ensemble du territoire.

Il est important de retenir que les facteurs relatifs à ces trois catégories, bien que de natures différentes, ont tous contribué à leurs manières respectives à la récente légalisation de l'avortement en Argentine. L'approche multidisciplinaire de cet essai a permis de rendre compte de la complémentarité qui s'est opérée entre ces facteurs dans l'atteinte de l'objectif du mouvement pour le droit à l'avortement. La victoire de ce dernier peut ainsi s'expliquer par la conjoncture de ces facteurs et des événements qui y sont reliés.

Le cas de l'Argentine est rapidement devenu une source d'inspiration et de motivation pour les mouvements féministes des autres pays d'Amérique latine. Plusieurs ont mentionné le

possible effet domino que la légalisation de l'avortement dans ce pays pourrait avoir chez ses voisins. Cela a d'ailleurs été le cas au Chili, où l'adoption de la nouvelle loi sur l'avortement en Argentine a fait le plus d'écho. Les militantes pour la légalisation de l'avortement au Chili se sont appuyées sur ce changement de paradigme pour réclamer à leur tour une législation moins stricte en la matière. Depuis 2017, l'avortement est légal dans ce pays, mais seulement en cas de viol ou de risque pour la vie de la femme, comme il était le cas en Argentine avant l'adoption de la nouvelle loi³¹⁰. Les revendications des activistes au Chili arrivent à un moment particulièrement important, puisque le pays s'apprête à rédiger une nouvelle constitution pour rompre avec celle actuellement héritée de la dictature militaire d'Augusto Pinochet en 1980. La rédaction de cette nouvelle constitution prévue pour 2022 méritera une attention particulière puisque ses dispositions, et les cas d'avortements illégaux qui pourraient ensuite être discutés devant la Cour suprême du pays dans les années qui suivront, pourraient remettre en cause la constitutionnalité de l'actuelle loi sur l'avortement au Chili.

Malgré l'opportunité que représente le récent succès du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine, il importe de reconnaître que cette victoire est loin d'être acquise et que le rôle des activistes demeurera nécessaire tant que l'application de la nouvelle loi sera menacée par des groupes anti-choix. Un simple regard sur le contexte régional en matière d'avortement rappelle la fragilité de ce droit et l'énorme travail qui reste à faire pour changer cette tendance. Seulement un mois après la légalisation de l'avortement en Argentine, le Honduras, qui faisait déjà partie des pays les plus restrictifs en la matière, a banni définitivement la pratique. Désormais, l'avortement est totalement interdit dans ce pays, même en cas de viol ou de danger pour la vie de la femme. La constitution du pays a été modifiée de sorte que la réforme de cette nouvelle clause nécessitera désormais une majorité des trois quarts des membres du parlement³¹¹. Cette régression, que plusieurs ont vu comme une réaction à la légalisation de l'avortement en Argentine, témoigne de la radicalisation de la droite religieuse à la suite de ces événements et de la menace que cela représente pour le statut du droit à l'avortement en Argentine.

³¹⁰ Agence France Presse. (2021, 14 janvier). *L'avortement officiellement légal en Argentine, le Chili en débat*. En ligne.

³¹¹ Le Soleil. (2021, 22 janvier). *Le Honduras durcit encore l'interdiction de l'avortement*. En ligne.

Encore plus récemment, la célèbre et controversée décision judiciaire *Roe v. Wade* qui avait légalisé l'avortement aux États-Unis en 1973 a encore fait l'objet de contestation. La jurisprudence qui était ressortie de ce jugement avait reconnu le droit à l'avortement jusqu'à la viabilité du fœtus, soit jusqu'à la 22^e semaine. Mais le 17 mai 2021, la Cour suprême des États-Unis a annoncé qu'elle ferait l'examen d'une loi restrictive du Mississippi interdisant l'avortement au-delà de la 15^e semaine, et qu'elle réviserait par le fait même la notion de viabilité de sa jurisprudence de 1973³¹². Cette nouvelle a mis au grand jour la stratégie du mouvement anti-choix : la loi du Mississippi a été conçue de façon à entrer expressément en contradiction avec la jurisprudence de 1973 dans le but explicite que cette dernière soit réexaminée par la Cour, ouvrant ainsi la porte à un possible changement de paradigme en matière d'avortement. Le cas du Mississippi menace d'autant plus le droit à l'avortement du fait que la composition de la Cour a rarement été aussi conservatrice (six juges conservateurs et trois juges progressistes).

Les cas du Honduras et des États-Unis ne sont que des exemples parmi les plus récents qui démontrent à quel point l'accès à l'avortement demeure un droit fragile à travers le monde. Un simple changement politique pourrait faire basculer des années de luttes et l'Argentine n'est pas à l'abri d'une telle régression. La lutte du mouvement pour le droit à l'avortement en Argentine a montré à quel point le débat entourant cette pratique, aussi polarisant soit-il, est encore d'actualité. Elle a aussi, et surtout, témoigné du rôle crucial des activistes pour protéger le droit sans doute le plus controversé à ce jour, celui de l'accès à l'avortement.

³¹² Barnes, R. (2021, 17 mai). *Supreme Court to review Mississippi abortion law that advocates see as a path to diminish Roe v. Wade*. En ligne.

Bibliographie

Monographies et ouvrages collectifs

Bunster-Burotto, X. (1986). Surviving beyond fear: Women and torture in Latin America. In J. Nash & H. Safa, *Women and change in Latin America*, (Eds.) Massachusetts: Begin and Garvey, 297-325.

Carlson, M. (1988). *Feminismo! : the woman's movement in argentina from its beginnings to Eva Perón*. Academy Chicago.

Cefaï Daniel. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on? : les théories de l'action collective* (Ser. Recherches. la bibliothèque du mauss). La Découverte.

Chabanet, D. (2020). Nouveaux mouvements sociaux. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*: 2e édition mise à jour et augmentée. Paris: Presses de Sciences Po, 403-410.

Contamin, J. (2010). 3. Cadrages et luttes de sens, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 55-75. Paris: La Découverte.

Duhalde, E. L. (1983). *El estado terrorista argentino* (Ser. Primera plana, 31). Ed. Argos Vergara.

Fillieule, O., & Péchu, C. (1993). Lutter ensemble. Les théories de l'action collective, Paris Harmattan, 3e partie, 123-150.

Freire, P. (1974). *Pedagogie des opprimés suivi de : conscientisation et revolution* (Ser. Petite collection maspero, 130). Francois Maspero.

Gamson, W. A. & Meyer, S. D. (1996). *Framing Political Opportunity*, dans McAdam, D., McCarthy, J. D., Zald, M. N., McCarthy, *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press.

Goffman, E. (1973). *La mise en scène de la vie quotidienne* (Ser. Le sens commun). Editions de Minuit.

Inglehart, R. (1977). *The silent revolution : changing values and political styles among western publics*. N.J.

Levene, R., & Argentina. (1963). *The argentine penal code* (Ser. The american series of foreign penal codes, 6). Fred B. Rothman.

McAdams, D. (1994). *Culture and Social Movements*, dans Laraña, E., Gusfield, J. R., Johnston, H., *New social movements : from ideology to identity*, Temple University Press.

McAdam, D., McCarthy, J. D., Zald, M. N., & McAdam, D. (1996). *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings* (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press.

Miller, F. (1991). *Latin American women and the search for social justice*. Hanover: University Press of New England.

Moreno, H. (2005). *Le désastre argentin : péronisme, politique et violence sociale (1930-2001)*(Ser. Collection "histoire : jeux et débats"). Paris : Syllepse.

Péchu, C. (2020). Répertoire d'action, dans Fillieule, O. et al., éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2e édition mise à jour et augmentée*, Paris: Presses de Sciences Po, 495-502.

Pierru, E. (2010). 1. Organisations et ressources, dans Agrikoliansky, É. et al., éd., *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, 19-38. Paris: La Découverte.

Prévôt Schapira, M.-F. (2003). *Argentine, après la tourmente* (Ser. Problèmes d'amérique latine, no 51, hiver 2003-2004). Institut Choiseul pour la politique internationale et la géoéconomie (France).

Seager, J. (2018). *L'Atlas des femmes*. Oxford : Myriad Editions.

Tarrow, S. G. (1994). *Power in movement : social movements, collective action and politics* (Ser. Cambridge studies in comparative politics). Cambridge University Press.

Taylor, J. M. (1979). *Eva Peron : the myths of a woman*. University of Chicago Press.

Articles de périodiques

Alberto, M. (1980). The new social movements: a theoretical approach. *Social Science Information*, 19(2), 199–226. <https://doi.org/10.1177/053901848001900201>.

Benford, R. D. (1997). An insider's critique of the social movement framing perspective*. *Sociological Inquiry*, 67(4), 409–430. <https://doi.org/10.1111/j.1475-682X.1997.tb00445.x>

Bereni, L., & Revillard, A. (2012). Un mouvement social paradigmatique ? : ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociétés Contemporaines*, 85(1), 17–42. <https://doi.org/10.3917/soco.085.0017>.

- Breines, W. (1980). Community and organization: the new left and michels' "iron law". *Social Problems*, 27(4), 419–429.
- Borland, E. (2006). Cultural Opportunities and Tactical Choice in the Argentine and Chilean Reproductive Rights Movements, *Mobilization: An International Quarterly*, 9(3), 327–339. <https://doi-org.acces.bibl.ulaval.ca/10.17813/maiq.9.3.h21v5383812780j5>.
- Burchianti, M. (2004). Building bridges of memory: the mothers of the plaza de mayo and the cultural politics of maternal memories. *History and Anthropology*, 15(2), 133–150.
- Campbell, K. K. (1989). The sound of women's voices. *Quarterly Journal of Speech*, 75(2), 212–220. <https://doi.org/10.1080/00335638909383873>.
- Fabj, V. (1993). Motherhood as political voice: the rhetoric of the mothers of plaza de mayo. *Communication Studies*, 44(1), 1–18. <https://doi.org/10.1080/10510979309368379>.
- Karen, O. C. (2012). The mothers of plaza de mayo and their legacy in defending human rights. *Trabajo Social*, (14), 165–177.
- Offe, C. (1985). New social movements: challenging the boundaries of institutional politics. *Social Research*, 52(4), 817–868.
- Ruibal, A., & Fernandez Anderson, C. (2020). Legal obstacles and social change: strategies of the abortion rights movement in argentina. *Politics, Groups, and Identities*, 8(4), 698–713. <https://doi.org/10.1080/21565503.2018.1541418>.
- Snow, D. A., Rochford, E. B., Worden, S. K., & Benford, R. D. (1986). Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American Sociological Review*, 51(4), 464–481.
- Stevens, P. E. (1973). *Marianismo: The Other Face of Machismo in Latin America*; dans Pescatelo Ann; *Female and Male in Latin America*, University of Pittsburgh Press, 89-101.
- Sutton, B. (2020). Intergenerational encounters in the struggle for abortion rights in argentina. *Women's Studies International Forum*, 82. <https://doi.org/10.1016/j.wsif.2020.102392>.
- Sutton, B., & Borland, E. (2019). Abortion and human rights for women in Argentina. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 40(2), 27–61.
- Sutton, B., & Vacarezza, N. L. (2020). Abortion rights in images: visual interventions by activist organizations in argentina. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 45(3), 731–757. <https://doi.org/10.1086/706489>.

Jesus, L. M. (2015). The Inter-American Court on Human Rights' Judgment in *Artavia Murillo v. Costa Rica* and Its Implications for the Creation of Abortion Rights in the Inter-American System of Human Rights, *Oregon Review of International Law*: Volume 16, Number 2 (2014).

<https://scholarsbank.uoregon.edu/xmlui/bitstream/handle/1794/19402/De%20Jesus.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

Publications gouvernementales et non-gouvernementales

Amnistie internationale. (2020, mars). « *Femmes d'Argentine* » (*Que sea ley*). <https://www.amnesty.fr/actions-mobilisation/film-projection-debat-femmes-argentine>.

Amnistie internationale. (2016, 6 mai). *Argentine : victime d'une erreur judiciaire après avoir fait une fausse couche* #FreeBelen. <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2016/05/miscarriage-of-justice-in-argentina-freebelen/>.

Amnistie internationale. (2016, 2 mai). *Eight-year sentence for having a miscarriage*. <https://www.amnesty.org/download/Documents/AMR1339052016ENGLISH.pdf>.

Argentina Presidencia (2021, 12 février). *Ley de Interrupción Voluntaria del Embarazo y Plan de los 1000 días*. <https://www.argentina.gob.ar/noticias/ley-de-interrupcion-voluntaria-del-embarazo-y-plan-de-los-1000-dias>.

Argentina Presidencia (2021, 30 janvier). *Ley N° 27.610 - Acceso a la Interrupción Voluntaria del Embarazo (IVE), obligatoriedad de brindar cobertura integral y gratuita*. <https://www.argentina.gob.ar/noticias/ley-no-27610-acceso-la-interrupcion-voluntaria-del-embarazo-ive-obligatoriedad-de-brindar>.

Argentina Presidencia (2021, 15 janvier). *Acceso a la interrupción voluntaria del embarazo. Ley 27610*. <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/239807/20210115>.

Asociación Madres de Plaza de Mayo. (s.d.). *Nuestras consignas*. <https://madres.org/index.php/consignas/>.

Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal Seguro y Gratuito. (2021, 4 mars). *Quiénes somos*. <http://www.abortolegal.com.ar/about/>.

Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito. (2008, 11 mai). *Por la vida de las mujeres, exigimos la aplicación de las leyes vigentes*. http://www.abortolegal.com.ar/santa-fe-170508-a-un-ano-de-la-muerte-de-ana-maria-acevedo/?fbclid=IwAR1q3hRmmWpg6j_JRVyYaXfTfpF4tvH5O-fEQIDgdmBucH-chdVgoc9msc.

Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal, Seguro y Gratuito. (2008, 27 janvier). *Educación sexual para decidir. Anticonceptivos para no abortar. Aborto legal para no morir.* <http://www.abortolegal.com.ar/lema-de-la-campana-argumentos/>.

Carbajal, M. (2010). *El Aborto en Debate. Aportes para una discusión pendiente.* Catolicas por el Derecho a Decidir Argentina & Asociacion por los Derechos Civiles.

Deza, S. (2018). *¿Por qué es importante el fallo F.A.L.?*, dans « Mujeres que transforman. Experiencias que Inspiran », *Fundación Contemporánea, IndieLibros.* <https://drive.google.com/file/d/1gAhF-MRGtTqo2QyIA7pNAmQaRvJ5WRdr/view>.

Human Rights Watch. (2020). *A Case for Legal Abortion: The Human Cost of Barriers to Sexual and Reproductive Rights in Argentina.* <https://www.hrw.org/report/2020/08/31/case-legal-abortion/human-cost-barriers-sexual-and-reproductive-rights-argentina>.

Organisation mondiale de la santé. (2019). *Utilisation des médicaments dans le cadre d'un avortement.* <https://www.who.int/reproductivehealth/publications/medical-management-abortion/fr/>.

Puyol, L. et Condrac, P. (2007). *Le décès d'Ana Maria Acevedo : fer-de-lance du Mouvement de Femmes.* Multisectorial de Mujeres de Santa Fe. https://www.awid.org/sites/default/files/atoms/files/cf_casestudy_acevedo_fr.pdf.

Sites internet

Agence France Presse. (2021, 14 janvier). *L'avortement officiellement légal en Argentine, le Chili en débat.* <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2021-01-14/l-avortement-officiellement-legal-en-argentine-le-chili-en-debat.php>.

Barnes, R. (2021, 17 mai). *Supreme Court to review Mississippi abortion law that advocates see as a path to diminish Roe v. Wade.* https://www.washingtonpost.com/politics/courts_law/supreme-court-abortion-roe-v-wade/2021/05/17/cdaf1dd6-b708-11eb-a6b1-81296da0339b_story.html.

Buenos Aires Times (2019, mai 5). *100 Evitas on streets of BA to mark 100th anniversary of her birth.* <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/100-evitas-on-streets-of-ba-to-mark-100th-anniversary-of-her-birth.phtml>.

Child Rights International Network. (2012). *Artavia Murillo et al. (“In vitro fertilization”) v. Costa Rica.* <https://archive.crin.org/en/library/legal-database/artavia-murillo-et-al-vitro-fertilization-v-costa-rica.html>.

Merolla, D. (2020, 31 décembre). L'argentine légalise l'avortement. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/592532/la-legalisation-de-l-avortement-adoptee-en-argentine>.

Prado, D. (2020, 30 décembre). Aborto en Argentina : 3 claves que explican por qué esta vez sí se aprobó la ley de la interrupción del embarazo. *BBC News Mundo*. <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-55483258>.

Socorristas en Red (2021, 4 mars). *Cómo hacerse un aborto con misoprostol*. <http://socorristasenred.org/como-hacerse-un-aborto-con-misoprostol/>.

Socorristas en Red (2018, 27 avril). *Declaración de la 7ma. Plenaria Nacional de Socorristas en Red - feministas que abortamos- en Argentina*. <http://socorristasenred.org/declaracion-de-la-7ma-plenaria-nacional-de-socorristas-en-red-feministas-que-abortamos-en-argentina/>.

Global Health and Human Rights Database. (2012). *F., A. L. s/ Medida Autosatisfactiva*. <https://www.globalhealthrights.org/pdf.php?ID=9418>.

Ipas. (2012). *Progress in the protection of women's reproductive rights in Latin America: The case of Artavia Murillo et al v. Costa Rica*. <https://www.womenslinkworldwide.org/files/462/progreso-en-la-proteccion-de-los-derechos-reproductivos-de-las-mujeres-en-latinoamerica-solo-en-ingles.pdf>.

La Izquierda Diario. (2021, 19 mars). *Aborto legal. Vuelve a ser legal el aborto en Chaco : revocaron la medida judicial que lo impedía*. <http://www.laizquierdadiario.com/Vuelve-a-ser-legal-el-aborto-en-Chaco-revocaron-la-medida-judicial-que-lo-impedia>.

Le Soleil. (2021, 22 janvier). *Le Honduras durcit encore l'interdiction de l'avortement*. <https://www.lesoleil.com/actualite/monde/le-honduras-durcit-encore-linterdiction-de-lavortement-aa207c4d82f9e879d2873ef3b67d5ccd>.

Nugent, C. (2020, 1^{er} mai). *How a Network of Activists Are Helping Women Get Abortions in Argentina During Coronavirus Lockdown*, dans *Time*. <https://time.com/5830687/argentina-abortion-coronavirus/>.

Página 12. (2021, 2 février). *Chaco: marcha contra la cautelar que frenó la Ley del Aborto*. <https://www.pagina12.com.ar/321082-chaco-marcha-contra-la-cautelar-que-freno-la-ley-del-aborto>.

Tessa, S. (2021, 1^{er} février). *El derecho al aborto, con avances y obstáculos*. Página 12. <https://www.pagina12.com.ar/320937-el-derecho-al-aborto-con-avances-y-obstaculos>.

Vallejos, S. (2021, 29 janvier). *Aborto legal: denunciaron penalmente a la jueza que suspendió la aplicación de la Ley 27610 en Chaco*. Página 12. <https://www.pagina12.com.ar/320517-aborto-legal-denunciaron-penalmente-a-la-jueza-que-suspendio>.

Women's Link Worldwide. (2012, 13 mars). *F.A. L. s/ self-executing measure – Gavel Award 2012 Nominee*. <https://www.womenslinkworldwide.org/en/gender-justice-observatory/court-rulings-database/f-a-l-s-self-executing-measure>.

Traité internationaux

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (1966, 16 décembre). Pacte international relatif aux droits civils et politiques. <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>.

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. (1979, 18 décembre). Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>.

Organisation des États américains. (1969). Convention américaine relative aux droits de l'Homme. <https://www.cidh.oas.org/Basicos/French/c.convention.htm>.

Décisions et autres documents institutionnels

F.A.L. s/medida autosatisfactiva (2012), Cour suprême de l'Argentine, Jugement 335:197, <http://www.saij.gob.ar/corte-suprema-justicia-nacion-federal-ciudad-autonomabuena-aires--medida-autosatisfactiva-fa12000021-2012-03-13/123456789-120-0002-1ots-eupmocsollaf>.

SAIJ. (2021, 28 janvier). *Dellamea Hilda Beatriz y otros c/ Gobierno de la Provincia Del Chaco y/o Ministerio de Salud Pública Del Chaco y/o Ministerio de Educación, Cultura, Ciencia y Tecnología del Chaco s/ medida cautelar*. <http://www.saij.gob.ar/juzgado-civil-comercial-nro-19-local-chaco-dellamea-hilda-beatriz-otros-gobierno-provincia-chaco-ministerio-salud-publica-chaco-ministerio-educacion-cultura-ciencia-tecnologia-chaco-medida-cautelar-fa21110000-2021-01-28/123456789-000-0111-2ots-eupmocsollaf?#>.

Jurisprudence internationale

Cour interaméricaine des droits de l'Homme. (2012). *Case of Artavia Murillo et al. (“in vitro fertilization”)* v. Costa Rica. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_257_ing.pdf.

Annexe 1



Des militantes arborant leurs foulards verts lors d'une manifestation pour la légalisation de l'avortement. Sur chaque foulard est inscrit le slogan de la Campagne nationale : « Éducation sexuelle pour décider, contraceptifs pour ne pas avorter et avortement légal pour ne pas mourir ». Campaña Nacional por el Derecho al Aborto Legal Seguro y Gratuito, en ligne, 2021. <http://www.abortolegal.com.ar>. [Traduction libre].

Annexe 2



La « marée verte ». Daiana Gimenez. (2018, 5 juin). #NiUnaMenos: “Vamos a conquistar nuestro derecho al aborto legal, Seguro y gratuito”. Diario Contexto. <https://www.diariocontexto.com.ar/2018/06/05/niunamenos-vamos-a-conquistar-nuestro-derecho-al-aborto-legal-seguro-y-gratuito/>.

Annexe 3



Des femmes habillées en Eva Perón et arborant leurs foulards verts au poignet, défilant dans les rues de Buenos Aires le 6 mai 2019 pour marquer le 100^e anniversaire de sa naissance. Buenos Aires Times (2019, mai 5). 100 Evitas on streets of BA to mark 100th anniversary of her birth. <https://www.batimes.com.ar/news/argentina/100-evitas-on-streets-of-ba-to-mark-100th-anniversary-of-her-birth.phtml>.

Annexe 4



Nora Cortiñas, co-fondatrice du mouvement des Madres de Plaza de Mayo, aux côtés de militantes de la « marée verte » lors d'une manifestation pour la légalisation de l'avortement en Argentine. Infobae. (2020, 19 février). 60 fotos del pañuelazo para reclamar el aborto legal frente al Congreso de la Nación. <https://www.infobae.com/fotos/2020/02/20/60-fotos-del-panuelazo-para-reclamar-el-aborto-legal-frente-al-congreso-de-la-nacion/>.

Annexe 5



Nora Cortiñas entourée de la « marée verte ». Mariana Aquino (2020, 22 mars). *Nora Cortiñas* : “*Siempre estaré donde haya que estar*”, dans *Revista Cítrica*. Photo : Vicky Cuomo. <https://revistacitrica.com/nora-cortinas-siempre-estare-donde-haya-que-estar.html>.

Annexe 6



Mariana Baizan (2019, 29 avril). *42 años de Madres de Plaza de Mayo*, dans Espacio Memoria y Derechos Humanos. <https://www.espaciomemoria.ar/2019/04/29/42-anos-de-madres/>.